

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 2412

[C - 2010/27157]

**3 JUIN 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon
déterminant la forme des décisions relatives au permis d'urbanisation**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, notamment les articles 115, alinéa 2, et 127, § 2, alinéa 2;

Vu le décret du 30 avril 2009 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 portant les annexes au Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 2009 relatif au permis d'urbanisation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2009 modifiant l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 2009 relatif au permis d'urbanisation;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que par arrêté du 30 juin 2009 le Gouvernement wallon a adopté les formulaires de la demande de permis d'urbanisation et de la demande de modification du permis d'urbanisation;

Que les formulaires de décision ayant été omis, il convient d'y remédier en urgence, compte tenu de l'entrée en vigueur du permis d'urbanisation au 1^{er} septembre 2010 et d'adopter les formulaires de décision :

- du collège communal en première instance;

- du fonctionnaire délégué sur saisine;

- du Gouvernement wallon, en application de l'article 121 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

- du fonctionnaire délégué, en application de l'article 127 du Code;

- du Gouvernement wallon, en application de l'article 127 du Code;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'intitulé du chapitre XII du titre I^{er} du livre V du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie est remplacé comme suit :

« CHAPITRE XII. - De la forme des décisions prises, en matière de permis d'urbanisme, de permis d'urbanisation et de modifications de permis d'urbanisation et de permis de lotir par le collège communal. ».

Art. 2. L'intitulé du chapitre XIII du titre I^{er} du livre V du même Code est remplacé comme suit :

« CHAPITRE XIII. - De la forme des décisions prises, en matière de permis d'urbanisme, de permis d'urbanisation et de modifications de permis d'urbanisation et de permis de lotir, en application de l'article 118. ».

Art. 3. L'intitulé du chapitre XIV du titre I^{er} du livre V du même Code est remplacé comme suit :

« CHAPITRE XIV. - De la forme des décisions prises, en matière de permis d'urbanisme, de permis d'urbanisation et de modifications de permis d'urbanisation et de permis de lotir, en application des articles 121 et 127. ».

Art. 4. Les articles 382 et 383, sous chapitre XII du titre I^{er} du livre V du même Code, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 382. Les décisions du collège communal octroyant ou refusant les permis d'urbanisation doivent, sous peine de nullité, être prises, en utilisant le formulaire B dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 31). Ce formulaire est complété par l'indication, dans l'angle supérieur gauche, de l'administration qui les utilise. ».

« Art. 383. Les décisions du collège communal octroyant ou refusant les modifications de permis d'urbanisation et de permis de lotir doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire C dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 31). Ce formulaire est complété par l'indication, dans l'angle supérieur gauche, de l'administration qui les utilise. ».

Art. 5. Les articles 385 et 386, sous chapitre XIII du titre I^{er} du livre V du même Code, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 385. Les décisions du fonctionnaire délégué octroyant ou refusant les permis d'urbanisation, en application de l'article 118, doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire E dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 32). ».

« Art. 386. Les décisions du fonctionnaire délégué octroyant ou refusant les modifications de permis d'urbanisation et de permis de lotir, en application de l'article 118, doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire F dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 32). ».

Art. 6. Les articles 388, 388/1, 388/3 et 388/4, sous chapitre XIV du titre I^{er} du livre V du même Code, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 388. Les décisions du fonctionnaire délégué octroyant ou refusant les permis d'urbanisation, en application de l'article 127, doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire H dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 13).

Les décisions du Gouvernement octroyant ou refusant les permis d'urbanisation, en application de l'article 127, doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire I dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 14). ».

« Art. 388/1. Les décisions du fonctionnaire délégué octroyant ou refusant les modifications de permis d'urbanisation et de permis de lotir, en application de l'article 127, doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire *Hbis* dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 13*bis*).

Les décisions du Gouvernement octroyant ou refusant les modifications de permis d'urbanisation et de permis de lotir, en application de l'article 127, doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire *Ibis* dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 14*bis*). ».

« Art. 388/3. Les décisions du Gouvernement octroyant ou refusant les permis d'urbanisation, en application de l'article 121, doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire P dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 14). ».

« Art. 388/4. Les décisions du Gouvernement octroyant ou refusant les modifications de permis d'urbanisation et de permis de lotir, en application de l'article 121, doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire Q dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 14). ».

Art. 7. Les annexes 13 (formulaire H), 14 (formulaires I, P et Q), 31 (formulaires B et C), et 32 (formulaires E et F) du même Code sont remplacées respectivement par les annexes 13 (formulaire H), 14 (formulaires I, P et Q), 31 (formulaires B et C), et 32 (formulaires E et F), publiées en annexe du présent arrêté.

Les nouvelles annexes 13*bis* (formulaire *Hbis*) et 14*bis* (formulaire *Ibis*) du même Code sont également publiées, en annexe du présent arrêté.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2010.

Art. 9. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 3 juin 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 13 - FORMULAIRE H

PERSONNES DE DROIT PUBLIC OU ACTES ET TRAVAUX D'UTILITE PUBLIQUE

(1) DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - DU PERMIS D'URBANISATION

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Considérant que ... a introduit une demande de permis d'urbanisation relative à un bien sis à ... cadastré division ... section ..., et ayant pour objet ...;

Considérant que la demande complète de permis d'urbanisation a été réceptionnée par le fonctionnaire délégué en date du ...;

(2) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du ...;

(1) (2) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre ... - en zone ... au plan de secteur de ... adopté par ... du ..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le bien est situé en zone ... dans le périmètre du plan communal d'aménagement ... approuvé par ... du ..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le règlement régional sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de ... du ...;

(2) Considérant que le règlement régional sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de ... du ...;

(2) Considérant que le bien est situé en zone ... au schéma de structure communal adopté par ... du ...;

(1) (2) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par ... du ... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er} du Code précité; que le bien est situé en - aire - sous aire - ... audit règlement;

(2) (4) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -;

(2) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du ...;

(1) (2) (4) Considérant que la demande de permis se rapporte également à un bien situé dans les périmètres ou zones suivants : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification du tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que le Conseil communal, après - en l'absence de - mesures particulières de publicité, en a - n'en a pas - délibéré;

(2) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que - qu'aucune - ... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis n'est pas conforme ... pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) (4) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) suivant(es) - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...; que leur avis sollicité en date du ... et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

(8) Considérant que ...;

Pour les motifs précités,

Décide :

(1) Article 1^{er}. - Le permis d'urbanisation sollicité par ... est - octroyé-refusé.

(5) - Le titulaire du permis devra :

(6) 2^o ...

(2) (5) (7) Article ... - Le permis d'urbanisation sera réalisé en ... phases successives, comme il est précisé ci-après : ...

Article ... - Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au collège communal aux fins de l'exercice éventuel par ceux-ci de leur droit de recours.

A ..., le ...

Le Fonctionnaire délégué.

(1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).

(2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

(3) Indiquer les prescriptions du plan de secteur, du plan communal d'aménagement, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de permis déroge.

(4) A compléter par un ou plusieurs considérants s'il y a lieu.

(5) A biffer ou effacer si le permis n'est pas délivré.

(6) A compléter, le cas échéant, par le collège communal

(7) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption de cinq ans.

(8) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME, DU PATRIMOINE ET DE L'ENERGIE

1) VOIES DE RECOURS

Art. 127. § 6. Le demandeur et le collège communal peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué.

Art. 452/8. Le recours visé à l'article 127 est envoyée à l'adresse du directeur général de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie.

Le demandeur qui introduit le recours mentionne :

1^o soit la date à laquelle il a reçu la décision du fonctionnaire délégué;

2^o soit la date de la saisine du fonctionnaire délégué.

Le demandeur joint au recours une copie des plans de la demande de permis et, le cas échéant, de la décision dont recours.

2) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Le titulaire du permis avertit, par envoi, le collège communal et le fonctionnaire délégué du début des actes et travaux, quinze jours avant leur commencement.

Un avis indiquant que le permis a été délivré ou que les actes et travaux font l'objet du dispositif du jugement visé à l'article 155, § 5, est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

3) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 98. Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui impose à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie restante lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes, travaux ou charges imposés ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui n'impose pas à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie du bien qui n'a pas fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article 88, § 1^{er}, alinéa 4.

Art. 99. Lorsque la réalisation du permis d'urbanisation est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. 100. La péremption du permis d'urbanisation s'opère de plein droit.

Le collège communal peut constater la péremption dans un procès-verbal qu'il adresse, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

4) MODIFICATION DU PERMIS

Art. 102. Soit à l'initiative du collège communal, soit à la demande de tout propriétaire d'un lot visé par un permis d'urbanisation, une modification de celui-ci peut être autorisée pour autant qu'elle ne porte pas atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties.

Ne peut être considérée comme convention visée à l'alinéa 1^{er} la seule retranscription de tout ou partie des documents contenus dans le permis d'urbanisation, dans un acte authentique ou une convention sous seing privé.

Art. 103. § 1^{er}. Les dispositions réglant le permis d'urbanisation sont applicables à sa modification.

Le collège communal adresse, par envoi, une copie conforme de sa demande à tous les propriétaires d'un lot. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au fonctionnaire délégué, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 2. En cas d'initiative du collège communal, la demande de modification est instruite conformément à l'article 127, § 2.

§ 3. En cas de demande d'un propriétaire d'un lot et avant d'introduire la demande, celui-ci en adresse une copie conforme, par envoi, à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au collège communal, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 4. Lorsque les documents contenus dans le permis d'urbanisation ont, conformément à l'article 92, acquis valeur de rapport urbanistique et environnemental, leur modification s'opère conformément à l'article 33.

Art. 105. La modification du permis d'urbanisation n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis d'urbanisation dont la modification est demandée.

5) DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PERMIS D'URBANISATION IMPLIQUANT DES CHARGES D'URBANISME OU L'OUVERTURE D'UNE VOIRIE COMMUNALE

Art. 95. Nul ne peut procéder à la division d'une partie d'un bien faisant l'objet d'un permis d'urbanisation, qui implique des charges d'urbanisme ou l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, avant que le titulaire du permis ait, soit exécuté les actes, travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège communal et adressé, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'architecte de l'équipement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

Le cas échéant, le permis détermine ceux des lots qui peuvent être cédés sans que le titulaire ait exécuté les travaux et charges imposés ou fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2010 déterminant la forme des décisions relatives au permis d'urbanisation.

Namur, le 3 juin 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 13bis - FORMULAIRE Hbis

PERSONNES DE DROIT PUBLIC OU ACTES ET TRAVAUX D'UTILITE PUBLIQUE

(4) DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - D'UNE MODIFICATION - DU PERMIS D'URBANISATION - DU PERMIS DE LOTIR

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

(1) (2) Considérant que le Collège communal de ... a introduit une demande de modification du permis - d'urbanisation - de lotir - non périmé ..., autorisé par ... du ..., relative à un bien sis à ... cadastré division ... section ..., et ayant pour objet ...;

(1) (2) Considérant que ... propriétaire du - (des) - lot(s) ... a introduit une demande de modification du permis - d'urbanisation - de lotir - non périmé ..., autorisé par ... du ..., relative à un bien sis à ... cadastré division...section ..., et ayant pour objet ...;

Considérant que la demande complète de modification du permis d'urbanisation - permis de lotir - a été réceptionnée par le fonctionnaire délégué en date du ...;

(1) (2) Considérant que le Collège a adressé une copie conforme de la demande à tous les propriétaires de lots; que - le(s) - propriétaire(s) du - des - lot(s) ... - a - ont - introduit une réclamation dans un délai de trente jours suivant la réception de la copie conforme de la demande;

(1) (2) Considérant que tous les propriétaires d'un lot, qui n'ont pas contresigné la demande, ont reçu, préalablement à son introduction, une copie conforme de celle-ci par envoi; que - le(s) - propriétaire(s) du - des - lot(s) ... - a - ont - introduit une réclamation dans un délai de trente jours suivant la réception de la copie conforme de la demande;

(1) (2) Considérant que le(s) propriétaire(s) - du - des - lot(s) ... qui - n'a - n'ont - pas contresigné la demande - n'a - n'ont - pas reçu une copie conforme de celle-ci par envoi;

(1) (2) Considérant qu'il - ne - ressort - pas - du dossier de la demande ou des réclamations introduites que l'autorisation de modifier le permis porte atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties;

(2) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du ...;

(1) (2) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre ... - en zone ... au plan de secteur de ... adopté par ... du ..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le bien est situé en zone ... dans le périmètre du plan communal d'aménagement ... approuvé par ... du ..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le règlement régional sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de ... du ...;

(2) Considérant que le règlement régional sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de ... du ...;

(2) Considérant que le bien est situé en zone ... au schéma de structure communal adopté par ... du ...;

(1) (2) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par ... du ... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er} du Code précité; que le bien est situé en - aire - sous aire - ... audit règlement;

(2) (4) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de modification se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -;

(2) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du ...;

(1) (2) (4) Considérant que la demande de modification se rapporte également à un bien situé dans les périmètres ou zones suivants : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de modification implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification du tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que le Conseil communal, après - en l'absence de - mesures particulières de publicité, en a - n'en a pas - délibéré;

(2) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de modification a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que - qu'aucune - ... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de modification n'est pas conforme ... pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) (4) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) suivant(es) - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...; que leur avis sollicité en date du ... et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

(8) Considérant que ...;

Pour les motifs précités,

Décide :

(1) Article 1^{er}. - La modification du permis d'urbanisation - permis de lotir - sollicitée par ... est - octroyée-refusée.

(5) - Le titulaire du permis devra :

(6) 2^o ...

(1) (2) (5) (7) Article ... - La modification du permis d'urbanisation - permis de lotir - sera réalisée en ... phases successives, comme il est précisé ci-après : ...

Article ... - Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au collègue communal aux fins de l'exercice éventuel par ceux-ci de leur droit de recours.

A ..., le ...

Le fonctionnaire délégué.

(1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).

(2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

(3) Indiquer les prescriptions du plan de secteur, du plan communal d'aménagement, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de permis déroge.

(4) A compléter par un ou plusieurs considérants s'il y a lieu.

(5) A biffer ou effacer si le permis n'est pas délivré.

(6) A compléter, le cas échéant, par le collègue communal

(7) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption de cinq ans.

(8) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME, DU PATRIMOINE ET DE L'ENERGIE

1) VOIES DE RECOURS

Art. 127. § 6. Le demandeur et le collègue communal peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué.

Art. 452/8. Le recours visé à l'article 127 est envoyée à l'adresse du directeur général de la direction générale opérationnelle aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie du service public de Wallonie.

Le demandeur qui introduit le recours mentionne :

1^o soit la date à laquelle il a reçu la décision du fonctionnaire délégué;

2^o soit la date de la saisine du fonctionnaire délégué.

Le demandeur joint au recours une copie des plans de la demande de permis et, le cas échéant, de la décision dont recours.

2) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Le titulaire du permis avertit, par envoi, le collègue communal et le fonctionnaire délégué du début des actes et travaux, quinze jours avant leur commencement.

Un avis indiquant que le permis a été délivré ou que les actes et travaux font l'objet du dispositif du jugement visé à l'article 155, § 5, est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiées conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

3) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 98. Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui impose à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie restante lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes, travaux ou charges imposés ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui n'impose pas à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie du bien qui n'a pas fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article 88, § 1^{er}, alinéa 4.

Art. 99. Lorsque la réalisation du permis d'urbanisation est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. 100. La péremption du permis d'urbanisation s'opère de plein droit.

Le collège communal peut constater la péremption dans un procès-verbal qu'il adresse, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

4) MODIFICATION DU PERMIS

Art. 102. Soit à l'initiative du collège communal, soit à la demande de tout propriétaire d'un lot visé par un permis d'urbanisation, une modification de celui-ci peut être autorisée pour autant qu'elle ne porte pas atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties.

Ne peut être considérée comme convention visée à l'alinéa 1^{er} la seule retranscription de tout ou partie des documents contenus dans le permis d'urbanisation, dans un acte authentique ou une convention sous seing privé.

Art. 103. § 1^{er}. Les dispositions réglant le permis d'urbanisation sont applicables à sa modification.

Le collège communal adresse, par envoi, une copie conforme de sa demande à tous les propriétaires d'un lot. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au fonctionnaire délégué, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 2. En cas d'initiative du collège communal, la demande de modification est instruite conformément à l'article 127, § 2.

§ 3. En cas de demande d'un propriétaire d'un lot et avant d'introduire la demande, celui-ci en adresse une copie conforme, par envoi, à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au collège communal, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 4. Lorsque les documents contenus dans le permis d'urbanisation ont, conformément à l'article 92, acquis valeur de rapport urbanistique et environnemental, leur modification s'opère conformément à l'article 33.

Art. 105. La modification du permis d'urbanisation n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis d'urbanisation dont la modification est demandée.

5) DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PERMIS D'URBANISATION IMPLIQUANT DES CHARGES D'URBANISME OU L'OUVERTURE D'UNE VOIRIE COMMUNALE

Art. 95. Nul ne peut procéder à la division d'une partie d'un bien faisant l'objet d'un permis d'urbanisation, qui implique des charges d'urbanisme ou l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, avant que le titulaire du permis ait, soit exécuté les actes, travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège communal et adressé, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'architecte de l'équipement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

Le cas échéant, le permis détermine ceux des lots qui peuvent être cédés sans que le titulaire ait exécuté les travaux et charges imposés ou fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2010 déterminant la forme des décisions relatives au permis d'urbanisation.

Namur, le 3 juin 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 14 - FORMULAIRE I

RECOURS AU GOUVERNEMENT WALLON PERSONNES DE DROIT PUBLIC OU ACTES ET TRAVAUX D'UTILITE PUBLIQUE

DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - DU PERMIS D'URBANISATION

Le Ministre,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Considérant que ... a introduit une demande de permis d'urbanisation relative à un bien sis à ... cadastré division ... section ..., et ayant pour objet ...;

Considérant que la demande complète de permis d'urbanisation a été réceptionnée par le fonctionnaire délégué en date du ...;

(1) (2) Considérant, qu'en date du ..., le fonctionnaire délégué a - octroyé - octroyé sous condition(s) - refusé - le permis d'urbanisation;

(1) (2) Considérant que la décision du fonctionnaire délégué a été réceptionnée par le demandeur en date du ...;

(1) (2) Considérant que le fonctionnaire délégué n'a pas statué dans le délai visé à l'article 127, § 4, du Code précité; que l'absence de décision envoyée dans ce délai équivaut à un refus;

(1) (2) Considérant que le demandeur a introduit un recours auprès du Gouvernement en date du ..., réceptionné le ...; qu'il a - n'a pas - été introduit dans les formes et délais légaux; qu'il est - recevable - irrecevable -;

(1) (2) Considérant que la décision du Fonctionnaire délégué a été réceptionnée par le collège communal en date du ...;

(1) (2) Considérant que le collège communal a introduit un recours auprès du Gouvernement en date du ..., réceptionné le ...; qu'il a - n'a pas - été introduit dans les formes et délais légaux; qu'il est - recevable - irrecevable -;

(2) Considérant que le demandeur a adressé, en date du ..., une lettre de rappel au Gouvernement; que cette lettre de rappel a été réceptionnée, en date du ...; que le délai d'envoi de la décision dans le cadre du recours expire le ...;

(2) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du ...;

(1) (2) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre ... - en zone ... au plan de secteur de ... adopté par ... du ..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le bien est situé en zone ... dans le périmètre du plan communal d'aménagement ... approuvé par ... du ..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le règlement régional sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de ... du ...;

(2) Considérant que le règlement régional sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de ... du ...;

(2) Considérant que le bien est situé en zone ... au schéma de structure communal adopté par ... du ...;

(1) (2) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par ... du ... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er} du Code précité; que le bien est situé en - aire - sous aire - ... audit règlement;

(2) (4) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -;

(2) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du ...;

(1) (2) (4) Considérant que la demande de permis se rapporte également à un bien situé dans les périmètres ou zones suivants : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification du tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que le Conseil communal, après - en l'absence de - mesures particulières de publicité, en a - n'en a pas - délibéré;

(2) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que - qu'aucune - ... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis n'est pas conforme ... pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) (4) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) suivant(es) - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...; que leur avis sollicité en date du ... et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

Considérant que l'article 120 du Code précité institue une Commission d'avis chargée d'émettre un avis motivé sur les recours visés à l'article 119 dudit Code;

Considérant que les parties et la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie (DGO4) ont été invitées à comparaître à une audience devant la Commission d'avis qui a eu lieu en date du ...;

(1) Considérant que cette Commission a transmis, en date du ..., un avis favorable - favorable conditionnel - défavorable - sur la demande; que cet avis a été émis en date du ...;

(8) Considérant que ...;

Pour les motifs précités,

Décide :

(1) Article 1^{er}. - Le permis d'urbanisation sollicité par ... est - octroyé - refusé.

(5) - Le titulaire du permis devra :

(6) 2° ...

(2) (5) (7) Article ... — Le permis d'urbanisation sera réalisé en ... phases successives, comme il est précisé ci-après : ...

Article ... - Expédition de la présente décision est transmise au demandeur, au fonctionnaire délégué et au collège communal.

Article 3. — Un recours au Conseil d'Etat est ouvert au destinataire de l'acte, par requête signée par lui-même ou par un avocat inscrit au tableau de l'Ordre, sur la liste des stagiaires ainsi que, selon les dispositions du Code judiciaire, par un ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne qui est habilité à exercer la profession d'avocat, dans un délai de soixante jours à compter de la notification de la présente décision.

La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, par lettre recommandée à la poste.

La requête est datée et contient en application de l'article 1^{er} du règlement de procédure :

1° les nom, qualité et demeure ou siège de la partie requérante;

2° l'objet de la demande ou du recours et un exposé des faits et des moyens;

3° les nom, demeure ou siège de la partie adverse.

Par ailleurs, aux termes de l'article 85 du règlement de procédure, trois copies certifiées conformes par le signataire doivent être jointes à la requête, outre autant d'exemplaires qu'il y a de parties adverses en cause.

Doit être jointe à la requête, en application de l'article 3 du règlement de procédure, une copie de la décision incriminée.

A Namur, le ...

Le Ministre.

(1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).

(2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

(3) Indiquer les prescriptions du plan de secteur, du plan communal d'aménagement, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de permis déroge.

(4) A compléter par un ou plusieurs considérants s'il y a lieu.

(5) A biffer ou effacer si le permis n'est pas délivré.

(6) A compléter, le cas échéant, par le collège communal

(7) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption de cinq ans.

(8) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME, DU PATRIMOINE ET DE L'ENERGIE

1) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Le titulaire du permis avertit, par envoi, le collège communal et le fonctionnaire délégué du début des actes et travaux, quinze jours avant leur commencement.

Un avis indiquant que le permis a été délivré ou que les actes et travaux font l'objet du dispositif du jugement visé à l'article 155, § 5, est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

2) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 98. Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui impose à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie restante lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes, travaux ou charges imposés ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui n'impose pas à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie du bien qui n'a pas fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article 88, § 1^{er}, alinéa 4.

Art. 99. Lorsque la réalisation du permis d'urbanisation est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. 100. La péremption du permis d'urbanisation s'opère de plein droit.

Le collège communal peut constater la péremption dans un procès-verbal qu'il adresse, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

3) MODIFICATION DU PERMIS

Art. 102. Soit à l'initiative du collège communal, soit à la demande de tout propriétaire d'un lot visé par un permis d'urbanisation, une modification de celui-ci peut être autorisée pour autant qu'elle ne porte pas atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties.

Ne peut être considérée comme convention visée à l'alinéa 1^{er} la seule retranscription de tout ou partie des documents contenus dans le permis d'urbanisation, dans un acte authentique ou une convention sous seing privé.

Art. 103. § 1^{er}. Les dispositions réglant le permis d'urbanisation sont applicables à sa modification.

Le collège communal adresse, par envoi, une copie conforme de sa demande à tous les propriétaires d'un lot. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au fonctionnaire délégué, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 2. En cas d'initiative du collège communal, la demande de modification est instruite conformément à l'article 127, § 2.

§ 3. En cas de demande d'un propriétaire d'un lot et avant d'introduire la demande, celui-ci en adresse une copie conforme, par envoi, à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au collège communal, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 4. Lorsque les documents contenus dans le permis d'urbanisation ont, conformément à l'article 92, acquis valeur de rapport urbanistique et environnemental, leur modification s'opère conformément à l'article 33.

Art. 105. La modification du permis d'urbanisation n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis d'urbanisation dont la modification est demandée.

4) DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PERMIS D'URBANISATION IMPLIQUANT DES CHARGES D'URBANISME OU L'OUVERTURE D'UNE VOIRIE COMMUNALE

Art. 95. Nul ne peut procéder à la division d'une partie d'un bien faisant l'objet d'un permis d'urbanisation, qui implique des charges d'urbanisme ou l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, avant que le titulaire du permis ait, soit exécuté les actes, travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège communal et adressé, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'architecte de l'équipement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

Le cas échéant, le permis détermine ceux des lots qui peuvent être cédés sans que le titulaire ait exécuté les travaux et charges imposés ou fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2010 déterminant la forme des décisions relatives au permis d'urbanisation.

Namur, le 3 juin 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 14bis - FORMULAIRE Ibis

**RECOURS AU GOUVERNEMENT WALLON PERSONNES DE DROIT PUBLIC
OU ACTES ET TRAVAUX D'UTILITE PUBLIQUE**

DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - D'UNE MODIFICATION - DU PERMIS D'URBANISATION -
DU PERMIS DE LOTIR

Le Ministre,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

(1) (2) Considérant que le Collège communal de ... a introduit une demande de modification du permis d'urbanisation - de lotir - non périmé ..., autorisé par ... du ..., relative à un bien sis à ... cadastré division...section ..., et ayant pour objet ...;

(1) (2) Considérant que ... propriétaire du - (des) - lot(s) ... a introduit une demande de modification du permis d'urbanisation - de lotir - non périmé ..., autorisé par ... du ..., relative à un bien sis à ... cadastré division ... section ..., et ayant pour objet ...;

(1) Considérant que la demande complète de modification du permis d'urbanisation - permis de lotir - a été réceptionnée par le fonctionnaire délégué en date du ...;

(1) (2) Considérant que le collège a adressé une copie conforme de la demande à tous les propriétaires de lots; que - le(s) - propriétaire(s) du - des - lot(s) ... - a - ont - introduit une réclamation dans un délai de trente jours suivant la réception de la copie conforme de la demande;

(1) (2) Considérant que tous les propriétaires d'un lot, qui n'ont pas contresigné la demande, ont reçu, préalablement à son introduction, une copie conforme de celle-ci par envoi; que - le(s) - propriétaire(s) du - des - lot(s) ... - a - ont - introduit une réclamation dans un délai de trente jours suivant la réception de la copie conforme de la demande;

(1) (2) Considérant que le(s) propriétaire(s) - du - des - lot(s) ... qui - n'a - n'ont - pas contresigné la demande - n'a - n'ont - pas reçu une copie conforme de celle-ci par envoi;

(1) (2) Considérant qu'il - ne - ressort - pas - du dossier de la demande ou des réclamations introduites que l'autorisation de modifier le permis porte atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties;

(1) (2) Considérant, qu'en date du ..., le fonctionnaire délégué a - octroyé - octroyé sous condition(s) - refusé - la modification du permis d'urbanisation;

(1) (2) Considérant que la décision du fonctionnaire délégué a été réceptionnée par le demandeur en date du ...;

(1) (2) Considérant que le fonctionnaire délégué n'a pas statué dans le délai visé à l'article 127, § 4, du Code précité; que l'absence de décision envoyée dans ce délai équivaut à un refus;

(1) (2) Considérant que le demandeur a introduit un recours auprès du Gouvernement en date du ..., réceptionné le ...; qu'il a - n'a pas - été introduit dans les formes et délais légaux; qu'il est - recevable - irrecevable -;

(1) (2) Considérant que la décision du fonctionnaire délégué a été réceptionnée par le collège communal en date du ...;

(1) (2) Considérant que le collège communal a introduit un recours auprès du Gouvernement en date du ..., réceptionné le ...; qu'il a - n'a pas - été introduit dans les formes et délais légaux; qu'il est - recevable - irrecevable -;

(2) Considérant que le demandeur a adressé, en date du ..., une lettre de rappel au Gouvernement; que cette lettre de rappel a été réceptionnée, en date du ...; que le délai d'envoi de la décision dans le cadre du recours expire le ...;

(2) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du ...;

(1) (2) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre ... - en zone ... au plan de secteur de ... adopté par ... du ..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le bien est situé en zone ... dans le périmètre du plan communal d'aménagement ... approuvé par ... du ..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le règlement régional sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de ... du ...;

(2) Considérant que le règlement régional sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de ... du ...;

(2) Considérant que le bien est situé en zone ... au schéma de structure communal adopté par ... du ...;

(1) (2) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par ... du ... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er}, du Code précité; que le bien est situé en - aire - sous aire - ... audit règlement;

(2) (4) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de modification se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -;

(2) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du ...;

(1) (2) (4) Considérant que la demande de modification se rapporte également à un bien situé dans les périmètres ou zones suivants : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de modification implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification du tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que le Conseil communal, après - en l'absence de - mesures particulières de publicité, en a - n'en a pas - délibéré;

(2) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de modification a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que - qu'aucune - ... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de modification n'est pas conforme ... pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) (4) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) suivant(es) - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...; que leur avis sollicité en date du ... et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

Considérant que l'article 120 du Code précité institue une Commission d'avis chargée d'émettre un avis motivé sur les recours visés à l'article 119 dudit Code;

Considérant que les parties et la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie (DGO4) ont été invitées à comparaître à une audience devant la Commission d'avis qui a eu lieu en date du ...;

(1) Considérant que cette Commission a transmis, en date du ..., un avis favorable - favorable conditionnel - défavorable - sur la demande; que cet avis a été émis en date du ...;

(8) Considérant que ...;

Pour les motifs précités,

Décide :

(1) Article 1^{er}. - La modification du permis d'urbanisation - permis de lotir - sollicitée par ... est - octroyée - refusée.

(5) - Le titulaire du permis devra :

(6) 2^o ...

(1) (2) (5) (7) Article ... - La modification du permis d'urbanisation - permis de lotir - sera réalisée en ... phases successives, comme il est précisé ci-après : ...

Article ... - Expédition de la présente décision est transmise au demandeur, au fonctionnaire délégué et au collègue communal.

Article ... - Un recours au Conseil d'Etat est ouvert au destinataire de l'acte, par requête signée par lui-même ou par un avocat inscrit au tableau de l'Ordre, sur la liste des stagiaires ainsi que, selon les dispositions du Code judiciaire, par un ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne qui est habilité à exercer la profession d'avocat, dans un délai de soixante jours à compter de la notification de la présente décision.

La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, par lettre recommandée à la poste.

La requête est datée et contient en application de l'article 1^{er} du règlement de procédure :

1^o les nom, qualité et demeure ou siège de la partie requérante;

2^o l'objet de la demande ou du recours et un exposé des faits et des moyens;

3^o les nom, demeure ou siège de la partie adverse.

Par ailleurs, aux termes de l'article 85 du règlement de procédure, trois copies certifiées conformes par le signataire doivent être jointes à la requête, outre autant d'exemplaires qu'il y a de parties adverses en cause.

Doit être jointe à la requête, en application de l'article 3 du règlement de procédure, une copie de la décision incriminée.

A Namur, le ...

Le Ministre.

(1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).

(2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

(3) Indiquer les prescriptions du plan de secteur, du plan communal d'aménagement, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de permis déroge.

(4) A compléter par un ou plusieurs considérants s'il y a lieu.

(5) A biffer ou effacer si le permis n'est pas délivré.

(6) A compléter, le cas échéant, par le collègue communal

(7) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption de cinq ans.

(8) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME, DU PATRIMOINE ET DE L'ENERGIE

1) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Le titulaire du permis avertit, par envoi, le collègue communal et le fonctionnaire délégué du début des actes et travaux, quinze jours avant leur commencement.

Un avis indiquant que le permis a été délivré ou que les actes et travaux font l'objet du dispositif du jugement visé à l'article 155, § 5, est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiées conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

2) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 98. Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui impose à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie restante lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes, travaux ou charges imposés ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui n'impose pas à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie du bien qui n'a pas fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article 88, § 1^{er}, alinéa 4.

Art. 99. Lorsque la réalisation du permis d'urbanisation est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. 100. La péremption du permis d'urbanisation s'opère de plein droit.

Le collège communal peut constater la péremption dans un procès-verbal qu'il adresse, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

3) MODIFICATION DU PERMIS

Art. 102. Soit à l'initiative du collège communal, soit à la demande de tout propriétaire d'un lot visé par un permis d'urbanisation, une modification de celui-ci peut être autorisée pour autant qu'elle ne porte pas atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties.

Ne peut être considérée comme convention visée à l'alinéa 1^{er} la seule retranscription de tout ou partie des documents contenus dans le permis d'urbanisation, dans un acte authentique ou une convention sous seing privé.

Art. 103. § 1^{er}. Les dispositions réglant le permis d'urbanisation sont applicables à sa modification.

Le collège communal adresse, par envoi, une copie conforme de sa demande à tous les propriétaires d'un lot. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au fonctionnaire délégué, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 2. En cas d'initiative du collège communal, la demande de modification est instruite conformément à l'article 127, § 2.

§ 3. En cas de demande d'un propriétaire d'un lot et avant d'introduire la demande, celui-ci en adresse une copie conforme, par envoi, à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au collège communal, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 4. Lorsque les documents contenus dans le permis d'urbanisation ont, conformément à l'article 92, acquis valeur de rapport urbanistique et environnemental, leur modification s'opère conformément à l'article 33.

Art. 105. La modification du permis d'urbanisation n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis d'urbanisation dont la modification est demandée.

4) DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PERMIS D'URBANISATION IMPLIQUANT DES CHARGES D'URBANISME OU L'OUVERTURE D'UNE VOIRIE COMMUNALE

Art. 95. Nul ne peut procéder à la division d'une partie d'un bien faisant l'objet d'un permis d'urbanisation, qui implique des charges d'urbanisme ou l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, avant que le titulaire du permis ait, soit exécuté les actes, travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège communal et adressé, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'architecte de l'équipement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

Le cas échéant, le permis détermine ceux des lots qui peuvent être cédés sans que le titulaire ait exécuté les travaux et charges imposés ou fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2010 déterminant la forme des décisions relatives au permis d'urbanisation.

Namur, le 3 juin 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 14 - FORMULAIRE P

RECOURS AU GOUVERNEMENT WALLON

(5) DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - DU PERMIS D'URBANISATION

Le Ministre,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Considérant que ... a introduit une demande de permis d'urbanisation relative à un bien sis à ... cadastré division ... section ..., et ayant pour objet ...;

(1) Considérant que la demande complète de permis a été :

adressée à l'administration communale en date du ...;

déposée à l'administration communale contre récépissé daté du ...;

(1) (2) Considérant, qu'en date du ..., le collège communal de la commune de ... a - octroyé - octroyé sous condition(s) - refusé - le permis d'urbanisation;

(1) (2) Considérant que la décision du collège communal a été réceptionnée par le demandeur en date du ...;

(1) (2) Considérant, qu'en date du ..., le demandeur a saisi le fonctionnaire délégué;

(1) (2) Considérant, qu'en date du ..., le fonctionnaire délégué a - octroyé - octroyé sous condition(s) - refusé - le permis d'urbanisation;

(1) (2) Considérant que la décision du fonctionnaire délégué a été réceptionnée par le demandeur en date du ...;

(1) (2) Considérant que le fonctionnaire délégué n'a pas statué dans le délai visé à l'article 118, § 2, du Code précité; que l'absence de décision envoyée dans ce délai équivaut à un refus;

(1) (2) Considérant que le demandeur a introduit un recours auprès du Gouvernement en date du ..., réceptionné le ...; qu'il a - n'a pas - été introduit dans les formes et délais légaux; qu'il est - recevable - irrecevable -;

(1) (2) Considérant que la décision du collège communal a été réceptionnée par le fonctionnaire délégué en date du ...;

(1) (2) Considérant que le fonctionnaire délégué a introduit un recours auprès du Gouvernement en date du ..., réceptionné le ...; que ledit recours a - n'a pas - été introduit dans les formes et délais légaux visés à l'article 119, § 2, du Code précité; qu'il a - n'a pas - été adressé au demandeur en même temps qu'au Ministre; qu'il est - recevable - irrecevable -;

(1) (2) Considérant que la décision du fonctionnaire délégué a été réceptionnée par le collège communal en date du ...;

(1) (2) Considérant que le collège communal a introduit un recours auprès du Gouvernement en date du ..., réceptionné le ...; qu'il a - n'a pas - été introduit dans les formes et délais légaux; qu'il est - recevable - irrecevable -;

(2) Considérant que le demandeur a adressé, en date du ..., une lettre de rappel au Gouvernement; que cette lettre de rappel a été réceptionnée, en date du ...; que le délai d'envoi de la décision dans le cadre du recours expire le ...;

(2) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du ...;

(1) (2) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre ... - en zone ... au plan de secteur de ... adopté par ... du ..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le bien est situé en zone ... dans le périmètre du plan communal d'aménagement ... approuvé par ... du ..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le règlement régional sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de ... du ...;

(2) Considérant que le règlement régional sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de ... du ...;

(2) Considérant que le bien est situé en zone ... au schéma de structure communal adopté par ... du ...;

(1) (2) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par ... du ... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er}, du Code précité; que le bien est situé en - aire - sous aire - ... audit règlement;

(2) (4) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -;

(2) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du ...;

(1) (2) (4) Considérant que la demande de permis se rapporte également à un bien situé dans les périmètres ou zones suivants : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification du tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que le Conseil communal, après - en l'absence de - mesures particulières de publicité, en a - n'en a pas - délibéré;

(2) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que - qu'aucune - ... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis n'est pas conforme ... pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) (4) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) suivant(es) - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...; que leur avis sollicité en date du ... et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

Considérant que l'article 120 du Code précité institue une Commission d'avis chargée d'émettre un avis motivé sur les recours visés à l'article 119 dudit Code;

Considérant que les parties et la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie (DGO4) ont été invitées à comparaître à une audience devant la Commission d'avis qui a eu lieu en date du ...;

(1) Considérant que cette Commission a transmis, en date du ..., un avis favorable - favorable conditionnel - défavorable - sur la demande; que cet avis a été émis en date du ...;

(8) Considérant que ...;

Pour les motifs précités,

Décide :

(1) Article 1^{er}. - Le permis d'urbanisation sollicité par ... est - octroyé - refusé.

(5) - Le titulaire du permis devra :

(6) 2° ...

(2) (5) (7) Article ... - Le permis d'urbanisation sera réalisé en ... phases successives, comme il est précisé ci-après : ...

Article ... - Expédition de la présente décision est transmise au demandeur, au fonctionnaire délégué et au collège communal.

Article 3 - Un recours au Conseil d'Etat est ouvert au destinataire de l'acte, par requête signée par lui-même ou par un avocat inscrit au tableau de l'Ordre, sur la liste des stagiaires ainsi que, selon les dispositions du Code judiciaire, par un ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne qui est habilité à exercer la profession d'avocat, dans un délai de soixante jours à compter de la notification de la présente décision.

La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, par lettre recommandée à la poste.

La requête est datée et contient en application de l'article 1^{er} du règlement de procédure :

1° les nom, qualité et demeure ou siège de la partie requérante;

2° l'objet de la demande ou du recours et un exposé des faits et des moyens;

3° les nom, demeure ou siège de la partie adverse.

Par ailleurs, aux termes de l'article 85 du règlement de procédure, trois copies certifiées conformes par le signataire doivent être jointes à la requête, outre autant d'exemplaires qu'il y a de parties adverses en cause.

Doit être jointe à la requête, en application de l'article 3 du règlement de procédure, une copie de la décision incriminée.

A Namur, le ...

Le Ministre.

(1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).

(2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

(3) Indiquer les prescriptions du plan de secteur, du plan communal d'aménagement, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de permis déroge.

(4) A compléter par un ou plusieurs considérants s'il y a lieu.

(5) A biffer ou effacer si le permis n'est pas délivré.

(6) A compléter, le cas échéant, par le collège communal

(7) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption de cinq ans.

(8) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME, DU PATRIMOINE ET DE L'ENERGIE

1) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Le titulaire du permis avertit, par envoi, le collège communal et le fonctionnaire délégué du début des actes et travaux, quinze jours avant leur commencement.

Un avis indiquant que le permis a été délivré ou que les actes et travaux font l'objet du dispositif du jugement visé à l'article 155, § 5, est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

2) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 98. Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui impose à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie restante lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes, travaux ou charges imposés ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui n'impose pas à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie du bien qui n'a pas fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article 88, § 1^{er}, alinéa 4.

Art. 99. Lorsque la réalisation du permis d'urbanisation est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. 100. La péremption du permis d'urbanisation s'opère de plein droit.

Le collège communal peut constater la péremption dans un procès-verbal qu'il adresse, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

3) MODIFICATION DU PERMIS

Art. 102. Soit à l'initiative du collège communal, soit à la demande de tout propriétaire d'un lot visé par un permis d'urbanisation, une modification de celui-ci peut être autorisée pour autant qu'elle ne porte pas atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties.

Ne peut être considérée comme convention visée à l'alinéa 1^{er} la seule retranscription de tout ou partie des documents contenus dans le permis d'urbanisation, dans un acte authentique ou une convention sous seing privé.

Art. 103. § 1^{er}. Les dispositions réglant le permis d'urbanisation sont applicables à sa modification.

Le collège communal adresse, par envoi, une copie conforme de sa demande à tous les propriétaires d'un lot. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au fonctionnaire délégué, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 2. En cas d'initiative du collège communal, la demande de modification est instruite conformément à l'article 127, § 2.

§ 3. En cas de demande d'un propriétaire d'un lot et avant d'introduire la demande, celui-ci en adresse une copie conforme, par envoi, à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au collège communal, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 4. Lorsque les documents contenus dans le permis d'urbanisation ont, conformément à l'article 92, acquis valeur de rapport urbanistique et environnemental, leur modification s'opère conformément à l'article 33.

Art. 105. La modification du permis d'urbanisation n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis d'urbanisation dont la modification est demandée.

4) DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PERMIS D'URBANISATION IMPLIQUANT DES CHARGES D'URBANISME OU L'OUVERTURE D'UNE VOIRIE COMMUNALE

Art. 95. Nul ne peut procéder à la division d'une partie d'un bien faisant l'objet d'un permis d'urbanisation, qui implique des charges d'urbanisme ou l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, avant que le titulaire du permis ait, soit exécuté les actes, travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège communal et adressé, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'architecte de l'équipement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

Le cas échéant, le permis détermine ceux des lots qui peuvent être cédés sans que le titulaire ait exécuté les travaux et charges imposés ou fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2010 déterminant la forme des décisions relatives au permis d'urbanisation.

Namur, le 3 juin 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

ANNEXE 14 - FORMULAIRE Q

RECOURS AU GOUVERNEMENT WALLON

(6) DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - D'UNE MODIFICATION - DU PERMIS D'URBANISATION - DU PERMIS DE LOTIR

Le Ministre,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

(1) Considérant que ... propriétaire du - (des) - lot(s) ... a introduit une demande de modification du permis d'urbanisation - de lotir - non périmé ..., autorisé par ... du ..., relative à un bien sis à ... cadastré division ... section ..., et ayant pour objet ...;

(1) Considérant que la demande complète de modification du permis a été :

adressée à l'administration communale en date du ...;

déposée à l'administration communale contre récépissé daté du ...;

(1) (2) Considérant, qu'en date du ..., le collège communal de la commune de ... a - octroyé - octroyé sous condition(s) - refusé - la demande de modification du permis d'urbanisation - permis de lotir -;

(1) (2) Considérant que la décision du collège communal a été réceptionnée par le demandeur en date du ...;

(1) (2) Considérant, qu'en date du ..., le demandeur a saisi le fonctionnaire délégué;

(1) (2) Considérant, qu'en date du ..., le fonctionnaire délégué a - octroyé - octroyé sous condition(s) - refusé - la demande de modification du permis d'urbanisation - permis de lotir -;

(1) (2) Considérant que la décision du fonctionnaire délégué a été réceptionnée par le demandeur en date du ...;

(1) (2) Considérant que le fonctionnaire délégué n'a pas statué dans le délai visé à l'article 118, § 2, du Code précité; que l'absence de décision envoyée dans ce délai équivaut à un refus;

(1) (2) Considérant que le demandeur a introduit un recours auprès du Gouvernement en date du ..., réceptionné le ...; qu'il a - n'a pas - été introduit dans les formes et délais légaux; qu'il est - recevable - irrecevable -;

(1) (2) Considérant que la décision du collège communal a été réceptionnée par le fonctionnaire délégué en date du ...;

(1) (2) Considérant que le fonctionnaire délégué a introduit un recours auprès du Gouvernement en date du ..., réceptionné le ...; que ledit recours a - n'a pas - été introduit dans les formes et délais légaux visés à l'article 119, § 2, du Code précité; qu'il a - n'a pas - été adressé au demandeur en même temps qu'au Ministre; qu'il est - recevable - irrecevable -;

(1) (2) Considérant que la décision du fonctionnaire délégué a été réceptionnée par le collège communal en date du ...;

(1) (2) Considérant que le collège communal a introduit un recours auprès du Gouvernement en date du ..., réceptionné le ...; qu'il a - n'a pas - été introduit dans les formes et délais légaux; qu'il est - recevable - irrecevable -;

(2) Considérant que le demandeur a adressé, en date du ..., une lettre de rappel au Gouvernement; que cette lettre de rappel a été réceptionnée, en date du ...; que le délai d'envoi de la décision dans le cadre du recours expire le ...;

(1) (2) Considérant que tous les propriétaires d'un lot, qui n'ont pas contresigné la demande, ont reçu, préalablement à son introduction, une copie conforme de celle-ci par envoi; que - le(s) - propriétaire(s) du - des - lot(s) ... - a - ont - introduit une réclamation dans un délai de trente jours suivant la réception de la copie conforme de la demande;

(1) (2) Considérant que le(s) propriétaire(s) - du - des - lot(s) ... qui - n'a - n'ont - pas contresigné la demande - n'a - n'ont - pas reçu une copie conforme de celle-ci par envoi;

(1) (2) Considérant qu'il - ne - ressort - pas - du dossier de la demande ou des réclamations introduites que l'autorisation de modifier le permis porte atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties;

(2) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du ...;

(1) (2) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre ... - en zone ... au plan de secteur de ... adopté par ... du ..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le bien est situé en zone ... dans le périmètre du plan communal d'aménagement ... approuvé par ... du ..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le règlement régional sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de ... du ...;

(2) Considérant que le règlement régional sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de ... du ...;

(2) Considérant que le bien est situé en zone ... au schéma de structure communal adopté par ... du ...;

(1) (2) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par ... du ... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er}, du Code précité; que le bien est situé en - aire - sous aire - ... audit règlement;

(2) (4) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de modification se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -;

(2) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du ...;

(1) (2) (4) Considérant que la demande de modification se rapporte également à un bien situé dans les périmètres ou zones suivants : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de modification implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification du tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que le Conseil communal, après - en l'absence de - mesures particulières de publicité, en a - n'en a pas - délibéré;

(2) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'Environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de modification a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que - qu'aucune - ... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de modification n'est pas conforme ... pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) (4) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) suivant(es) - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...; que leur avis sollicité en date du ... et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

Considérant que l'article 120 du Code précité institue une Commission d'avis chargée d'émettre un avis motivé sur les recours visés à l'article 119 dudit Code;

Considérant que les parties et la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie (DGO4) ont été invitées à comparaître à une audience devant la Commission d'avis qui a eu lieu en date du ...;

(1) Considérant que cette Commission a transmis, en date du ..., un avis favorable - favorable conditionnel - défavorable - sur la demande; que cet avis a été émis en date du ...;

(8) Considérant que ...;

Pour les motifs précités,

Décide :

(1) Article 1^{er}. - La modification du permis d'urbanisation - permis de lotir - sollicitée par ... est - octroyée - refusée.

(5) - Le titulaire du permis devra :

(6) 2° ...

(1) (2) (5) (7) Article ... - La demande de modification du permis d'urbanisation - permis de lotir - sera réalisée en ... phases successives, comme il est précisé ci-après : ...

Article ... - Expédition de la présente décision est transmise au demandeur, au fonctionnaire délégué et au collège communal.

Article ... - Un recours au Conseil d'Etat est ouvert au destinataire de l'acte, par requête signée par lui-même ou par un avocat inscrit au tableau de l'Ordre, sur la liste des stagiaires ainsi que, selon les dispositions du Code judiciaire, par un ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne qui est habilité à exercer la profession d'avocat, dans un délai de soixante jours à compter de la notification de la présente décision.

La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, par lettre recommandée à la poste.

La requête est datée et contient en application de l'article 1^{er} du règlement de procédure :

- 1° les nom, qualité et demeure ou siège de la partie requérante;
- 2° l'objet de la demande ou du recours et un exposé des faits et des moyens;
- 3° les nom, demeure ou siège de la partie adverse.

Par ailleurs, aux termes de l'article 85 du règlement de procédure, trois copies certifiées conformes par le signataire doivent être jointes à la requête, outre autant d'exemplaires qu'il y a de parties adverses en cause.

Doit être jointe à la requête, en application de l'article 3 du règlement de procédure, une copie de la décision incriminée.

A Namur, le ...

Le Ministre.

- (1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).
- (2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.
- (3) Indiquer les prescriptions du plan de secteur, du plan communal d'aménagement, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de permis déroge.
- (4) A compléter par un ou plusieurs considérants s'il y a lieu.
- (5) A biffer ou effacer si le permis n'est pas délivré.
- (6) A compléter, le cas échéant, par le collège communal
- (7) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption de cinq ans.
- (8) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME, DU PATRIMOINE ET DE L'ENERGIE

1) VOIES DE RECOURS

Art. 119. § 1^{er}. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement :

- 1° dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué;
- 2° après quarante-cinq jours à dater de la saisine du fonctionnaire délégué, et pour autant que la décision du fonctionnaire délégué ne lui ait pas été envoyée.

Est jointe au recours une copie des plans de la demande de permis et de la décision dont recours. Les délais d'instruction et de décision ne commencent à courir qu'à dater de la réception de cette copie.

Art. 452/8. Le recours visé à l'article 119 est envoyée à l'adresse du directeur général de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie.

Le demandeur qui introduit le recours mentionne :

- 1° soit la date à laquelle il a reçu la décision du fonctionnaire délégué;
- 2° soit la date de la saisine du fonctionnaire délégué.

Le demandeur joint au recours une copie des plans de la demande de permis et, le cas échéant, de la décision dont recours.

2) SUSPENSION DU PERMIS

Art. 119. § 2. Le recours du collège communal, de même que le délai pour former recours, est suspensif.

3) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Le titulaire du permis avertit, par envoi, le collège communal et le fonctionnaire délégué du début des actes et travaux, quinze jours avant leur commencement.

Un avis indiquant que le permis a été délivré ou que les actes et travaux font l'objet du dispositif du jugement visé à l'article 155, § 5, est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

4) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 98. Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui impose à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie restante lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes, travaux ou charges imposés ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui n'impose pas à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie du bien qui n'a pas fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article 88, § 1^{er}, alinéa 4.

Art. 99. Lorsque la réalisation du permis d'urbanisation est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. 100. La péremption du permis d'urbanisation s'opère de plein droit.

Le collège communal peut constater la péremption dans un procès-verbal qu'il adresse, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

5) MODIFICATION DU PERMIS

Art. 102. Soit à l'initiative du collège communal, soit à la demande de tout propriétaire d'un lot visé par un permis d'urbanisation, une modification de celui-ci peut être autorisée pour autant qu'elle ne porte pas atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties.

Ne peut être considérée comme convention visée à l'alinéa 1^{er} la seule retranscription de tout ou partie des documents contenus dans le permis d'urbanisation, dans un acte authentique ou une convention sous seing privé.

Art. 103. § 1^{er}. Les dispositions réglant le permis d'urbanisation sont applicables à sa modification.

Le collège communal adresse, par envoi, une copie conforme de sa demande à tous les propriétaires d'un lot. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au fonctionnaire délégué, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 2. En cas d'initiative du collège communal, la demande de modification est instruite conformément à l'article 127, § 2.

§ 3. En cas de demande d'un propriétaire d'un lot et avant d'introduire la demande, celui-ci en adresse une copie conforme, par envoi, à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au collège communal, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 4. Lorsque les documents contenus dans le permis d'urbanisation ont, conformément à l'article 92, acquis valeur de rapport urbanistique et environnemental, leur modification s'opère conformément à l'article 33.

Art. 105. La modification du permis d'urbanisation n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis d'urbanisation dont la modification est demandée.

6) DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PERMIS D'URBANISATION IMPLIQUANT DES CHARGES D'URBANISME OU L'OUVERTURE D'UNE VOIRIE COMMUNALE

Art. 95. Nul ne peut procéder à la division d'une partie d'un bien faisant l'objet d'un permis d'urbanisation, qui implique des charges d'urbanisme ou l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, avant que le titulaire du permis ait, soit exécuté les actes, travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège communal et adressé, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'architecte de l'équipement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

Le cas échéant, le permis détermine ceux des lots qui peuvent être cédés sans que le titulaire ait exécuté les travaux et charges imposés ou fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2010 déterminant la forme des décisions relatives au permis d'urbanisation.

Namur, le 3 juin 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

ANNEXE 31 - FORMULAIRE B

(1) DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - DU PERMIS D'URBANISATION

Le collège communal,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que ... a introduit une demande de permis d'urbanisation relative à un bien sis à ... cadastré division...section ..., et ayant pour objet ...;

(1) Considérant que la demande complète de permis a été :

adressée à l'administration communale en date du ...;

déposée à l'administration communale contre récépissé daté du ...;

(2) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du ...;

(1) (2) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre ... - en zone ... au plan de secteur de ... adopté par ... du ..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le bien est situé en zone ... dans le périmètre du plan communal d'aménagement ... approuvé par ... du ..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le règlement régional sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de ... du ...;

(2) Considérant que le règlement régional sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de ... du ...;

(2) Considérant que le bien est situé en zone ... au schéma de structure communal adopté par ... du ...;

(1) (2) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par ... du ... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er}, du Code précité; que le bien est situé en - aire - sous aire - ... audit règlement;

(2) (4) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -; qu'en vertu de l'article 109 du Code précité, le permis est délivré de l'avis conforme du fonctionnaire délégué;

(2) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du ...;

(1) (2) (4) Considérant que la demande de permis se rapporte également à un bien situé dans les périmètres ou zones suivants : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification du tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que le Conseil communal, après - en l'absence de - mesures particulières de publicité, en a - n'en a pas - délibéré;

(2) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'Environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que - qu'aucune - ... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis n'est pas conforme ... pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que la décision du fonctionnaire délégué sur la demande de dérogation transmise par le collège communal en date du ... est - favorable - favorable conditionnelle - défavorable -; que sa décision est libellée et motivée comme suit : ...;

(1) (2) Considérant que la décision du fonctionnaire délégué - transmise en date du ... - n'a pas été envoyée au collège communal dans les trente-cinq jours de sa demande; que la décision du fonctionnaire délégué est réputée favorable par défaut conformément à l'article 116, § 5, alinéa 2, du Code précité;

(1) (2) (4) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) suivant(es) - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...; que leur avis sollicité en date du ... et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

(1) (2) Considérant que l'avis - conforme - du fonctionnaire délégué a été sollicité en date du ... en application de l'article - 107, § 2, - 109 - du Code précité; que son avis est - favorable - favorable conditionnel - défavorable -; que son avis - conforme - est libellé et motivé comme suit : ...;

(1) (2) Considérant que l'avis - conforme - du fonctionnaire délégué - transmis en date du ... - n'a pas été envoyé au collège communal dans les trente-cinq jours de sa demande; que l'avis du fonctionnaire délégué est réputé favorable par défaut en vertu de l'article 116, § 5, alinéa 2, du Code précité;

(8) Considérant que ...;

Pour les motifs précités,

Décide :

(1) Article 1^{er}. - Le permis d'urbanisation sollicité par ... est - octroyé - refusé.

(5) - Le titulaire du permis devra :

(2) 1° respecter toutes les conditions prescrites par l'avis conforme du fonctionnaire délégué reproduit ci-dessus;

(6) 2° ...

(2) (5) (7) Article ... - Le permis d'urbanisation sera réalisé en ... phases successives, comme il est précisé ci-après : ...

Article ... - Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au fonctionnaire délégué aux fins de l'exercice éventuel par ceux-ci de leur droit de recours.

A, le;

PAR LE COLLEGE :

Le Secrétaire communal. Le Bourgmestre.

(1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).

(2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

(3) Indiquer les prescriptions du plan de secteur, du plan communal d'aménagement, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de permis déroge.

(4) A compléter par un ou plusieurs considérants s'il y a lieu.

(5) A biffer ou effacer si le permis n'est pas délivré.

(6) A compléter, le cas échéant, par le collège communal

(7) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption de cinq ans.

(8) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME, DU PATRIMOINE ET DE L'ENERGIE

1) VOIES DE RECOURS

Art. 119. § 1^{er}. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement dans les trente jours de la réception de la décision du collège communal.

Est jointe au recours une copie des plans de la demande de permis et de la décision dont recours. Les délais d'instruction et de décision ne commencent à courir qu'à dater de la réception de cette copie.

Art. 452/8. Le recours visé à l'article 119 est envoyé à l'adresse du directeur général de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie.

Le demandeur qui introduit le recours mentionne la date à laquelle il a reçu la décision du collège communal.

Le demandeur joint au recours une copie des plans de la demande de permis et, le cas échéant, de la décision dont recours.

2) SUSPENSION DU PERMIS

Art. 119. § 2. Le recours du fonctionnaire délégué, de même que le délai pour former recours, est suspensif.

3) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Le titulaire du permis avertit, par envoi, le collège communal et le fonctionnaire délégué du début des actes et travaux, quinze jours avant leur commencement.

Un avis indiquant que le permis a été délivré ou que les actes et travaux font l'objet du dispositif du jugement visé à l'article 155, § 5, est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

4) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 98. Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui impose à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie restante lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes, travaux ou charges imposés ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui n'impose pas à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie du bien qui n'a pas fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article 88, § 1^{er}, alinéa 4.

Art. 99. Lorsque la réalisation du permis d'urbanisation est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. 100. La péremption du permis d'urbanisation s'opère de plein droit.

Le collège communal peut constater la péremption dans un procès-verbal qu'il adresse, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

5) MODIFICATION DU PERMIS

Art. 102. Soit à l'initiative du collège communal, soit à la demande de tout propriétaire d'un lot visé par un permis d'urbanisation, une modification de celui-ci peut être autorisée pour autant qu'elle ne porte pas atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties.

Ne peut être considérée comme convention visée à l'alinéa 1^{er} la seule retranscription de tout ou partie des documents contenus dans le permis d'urbanisation, dans un acte authentique ou une convention sous seing privé.

Art. 103. § 1^{er}. Les dispositions réglant le permis d'urbanisation sont applicables à sa modification.

Le collège communal adresse, par envoi, une copie conforme de sa demande à tous les propriétaires d'un lot. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au fonctionnaire délégué, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 2. En cas d'initiative du collège communal, la demande de modification est instruite conformément à l'article 127, § 2.

§ 3. En cas de demande d'un propriétaire d'un lot et avant d'introduire la demande, celui-ci en adresse une copie conforme, par envoi, à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au collège communal, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 4. Lorsque les documents contenus dans le permis d'urbanisation ont, conformément à l'article 92, acquis valeur de rapport urbanistique et environnemental, leur modification s'opère conformément à l'article 33.

Art. 105. La modification du permis d'urbanisation n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis d'urbanisation dont la modification est demandée.

6) DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PERMIS D'URBANISATION IMPLIQUANT DES CHARGES D'URBANISME OU L'OUVERTURE D'UNE VOIRIE COMMUNALE

Art. 95. Nul ne peut procéder à la division d'une partie d'un bien faisant l'objet d'un permis d'urbanisation, qui implique des charges d'urbanisme ou l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, avant que le titulaire du permis ait exécuté les actes, travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège communal et adressé, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'architecte de l'équipement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

Le cas échéant, le permis détermine ceux des lots qui peuvent être cédés sans que le titulaire ait exécuté les travaux et charges imposés ou fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2010 déterminant la forme des décisions relatives au permis d'urbanisation.

Namur, le 3 juin 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 31 - FORMULAIRE C

(1) DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - DE LA MODIFICATION - DU PERMIS D'URBANISATION - DU PERMIS DE LOTIR

Le collège communal,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

(1) Considérant que ... propriétaire du - (des) - lot(s) ... a introduit une demande de modification du permis - d'urbanisation - de lotir - non périmé ..., autorisé par ... du ..., relative à un bien sis à ... cadastré division ... section ..., et ayant pour objet ...;

(1) Considérant que la demande complète de modification du permis a été :

adressée à l'administration communale en date du ...;

déposée à l'administration communale contre récépissé daté du ...;

(1) (2) Considérant que tous les propriétaires d'un lot, qui n'ont pas contresigné la demande, ont reçu, préalablement à son introduction, une copie conforme de celle-ci par envoi; que - le(s) - propriétaire(s) du - des - lot(s) ... - a - ont - introduit une réclamation dans un délai de trente jours suivant la réception de la copie conforme de la demande;

(1) (2) Considérant que le(s) propriétaire(s) - du - des - lot(s) ... qui - n'a - n'ont - pas contresigné la demande - n'a - n'ont - pas reçu une copie conforme de celle-ci par envoi;

(1) (2) Considérant qu'il - ne - ressort - pas - du dossier de la demande ou des réclamations introduites que l'autorisation de modifier le permis porte atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties;

(2) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du ...;

(1) (2) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre ... - en zone ... au plan de secteur de ... adopté par ... du ..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le bien est situé en zone ... dans le périmètre du plan communal d'aménagement ... approuvé par ... du ..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le règlement régional sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de ... du ...;

(2) Considérant que le règlement régional sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de ... du ...;

(2) Considérant que le bien est situé en zone ... au schéma de structure communal adopté par ... du ...;

(1) (2) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par ... du ... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er}, du Code précité; que le bien est situé en - aire - sous aire - ... audit règlement;

(2) (4) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de modification se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -; qu'en vertu de l'article 109 du Code précité, la modification du permis est délivrée de l'avis conforme du fonctionnaire délégué;

(2) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du ...;

(1) (2) (4) Considérant que la demande de modification se rapporte également à un bien situé dans les périmètres ou zones suivants : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de modification implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification du tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que le Conseil communal, après - en l'absence de - mesures particulières de publicité, en a - n'en a pas - délibéré;

(2) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'Environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de modification a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que - qu'aucune - ... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de modification n'est pas conforme ... pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que la décision du fonctionnaire délégué sur la demande de dérogation transmise par le collège communal en date du ... est - favorable - favorable conditionnelle - défavorable -; que sa décision est libellée et motivée comme suit : ...;

(1) (2) Considérant que la décision du fonctionnaire délégué - transmise en date du ... - n'a pas été envoyée au collège communal dans les trente-cinq jours de sa demande; que la décision du fonctionnaire délégué est réputée favorable par défaut conformément à l'article 116, § 5, alinéa 2, du Code précité;

(1) (2) (4) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) suivant(es) - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...; que leur avis sollicité en date du ... et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

(1) (2) Considérant que l'avis - conforme - du fonctionnaire délégué a été sollicité en date du ... en application de l'article - 107, § 2, - 109 - du Code précité; que son avis est - favorable - favorable conditionnel - défavorable -; que son avis - conforme - est libellé et motivé comme suit : ...;

(1) (2) Considérant que l'avis - conforme - du fonctionnaire délégué - transmis en date du ... - n'a pas été envoyé au collège communal dans les trente-cinq jours de sa demande; que l'avis du fonctionnaire délégué est réputé favorable par défaut en vertu de l'article 116, § 5, alinéa 2, du Code précité;

(8) Considérant que ...;

Pour les motifs précités,

Décide :

(1) Article 1^{er}. - La modification du permis d'urbanisation - permis de lotir - sollicitée par ... est - octroyée - refusée.

(5) - Le titulaire du permis devra :

(2) 1° respecter toutes les conditions prescrites par l'avis conforme du fonctionnaire délégué reproduit ci-dessus;

(6) 2° ...

(1) (2) (5) (7) Article ... - La modification du permis d'urbanisation - permis de lotir - sera réalisée en ... phases successives, comme il est précisé ci-après : ...

Article ... - Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au fonctionnaire délégué aux fins de l'exercice éventuel par ceux-ci de leur droit de recours.

A, le;

PAR LE COLLEGE :

Le Secrétaire communal. Le Bourgmestre.

(1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).

(2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

(3) Indiquer les prescriptions du plan de secteur, du plan communal d'aménagement, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de permis déroge.

(4) A compléter par un ou plusieurs considérants s'il y a lieu.

(5) A biffer ou effacer si le permis n'est pas délivré.

(6) A compléter, le cas échéant, par le collège communal

(7) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption de cinq ans.

(8) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME, DU PATRIMOINE ET DE L'ENERGIE

1) VOIES DE RECOURS

Art. 119. § 1^{er}. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement dans les trente jours de la réception de la décision du collège communal.

Est jointe au recours une copie des plans de la demande de permis et de la décision dont recours. Les délais d'instruction et de décision ne commencent à courir qu'à dater de la réception de cette copie.

Art. 452/8. Le recours visé à l'article 119 est envoyé à l'adresse du directeur général de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie.

Le demandeur qui introduit le recours mentionne la date à laquelle il a reçu la décision du collège communal.

Le demandeur joint au recours une copie des plans de la demande de permis et, le cas échéant, de la décision dont recours.

2) SUSPENSION DU PERMIS

Art. 119. § 2. Le recours du fonctionnaire délégué, de même que le délai pour former recours, est suspensif.

3) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Le titulaire du permis avertit, par envoi, le collège communal et le fonctionnaire délégué du début des actes et travaux, quinze jours avant leur commencement.

Un avis indiquant que le permis a été délivré ou que les actes et travaux font l'objet du dispositif du jugement visé à l'article 155, § 5, est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

4) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 98. Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui impose à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie restante lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes, travaux ou charges imposés ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui n'impose pas à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie du bien qui n'a pas fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article 88, § 1^{er}, alinéa 4.

Art. 99. Lorsque la réalisation du permis d'urbanisation est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. 100. La péremption du permis d'urbanisation s'opère de plein droit.

Le collège communal peut constater la péremption dans un procès-verbal qu'il adresse, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

5) MODIFICATION DU PERMIS

Art. 102. Soit à l'initiative du collège communal, soit à la demande de tout propriétaire d'un lot visé par un permis d'urbanisation, une modification de celui-ci peut être autorisée pour autant qu'elle ne porte pas atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties.

Ne peut être considérée comme convention visée à l'alinéa 1^{er} la seule retranscription de tout ou partie des documents contenus dans le permis d'urbanisation, dans un acte authentique ou une convention sous seing privé.

Art. 103. § 1^{er}. Les dispositions réglant le permis d'urbanisation sont applicables à sa modification.

Le collège communal adresse, par envoi, une copie conforme de sa demande à tous les propriétaires d'un lot. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au fonctionnaire délégué, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 2. En cas d'initiative du collège communal, la demande de modification est instruite conformément à l'article 127, § 2.

§ 3. En cas de demande d'un propriétaire d'un lot et avant d'introduire la demande, celui-ci en adresse une copie conforme, par envoi, à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au collège communal, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 4. Lorsque les documents contenus dans le permis d'urbanisation ont, conformément à l'article 92, acquis valeur de rapport urbanistique et environnemental, leur modification s'opère conformément à l'article 33.

Art. 105. La modification du permis d'urbanisation n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis d'urbanisation dont la modification est demandée.

6) DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PERMIS D'URBANISATION IMPLIQUANT DES CHARGES D'URBANISME OU L'OUVERTURE D'UNE VOIRIE COMMUNALE

Art. 95. Nul ne peut procéder à la division d'une partie d'un bien faisant l'objet d'un permis d'urbanisation, qui implique des charges d'urbanisme ou l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, avant que le titulaire du permis ait, soit exécuté les actes, travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège communal et adressé, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'architecte de l'équipement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

Le cas échéant, le permis détermine ceux des lots qui peuvent être cédés sans que le titulaire ait exécuté les travaux et charges imposés ou fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2010 déterminant la forme des décisions relatives au permis d'urbanisation.

Namur, le 3 juin 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 32 - FORMULAIRE E

SAISINE DU FONCTIONNAIRE DELEGUE

(1) DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - DU PERMIS D'URBANISATION

Le fonctionnaire délégué,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Considérant que ... a introduit une demande de permis d'urbanisation relative à un bien sis à ... cadastré division ... section ..., et ayant pour objet ...;

(1) Considérant que la demande complète de permis a été :

adressée à l'administration communale en date du ...;

déposée à l'administration communale contre récépissé daté du ...;

(1) (2) Considérant que le demandeur a invité le fonctionnaire délégué à statuer sur sa demande de permis en date du ...; que la saisine du fonctionnaire délégué est - recevable - irrecevable - pour les motifs suivants : ...;

(2) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du ...;

(1) (2) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre ... - en zone ... au plan de secteur de ... adopté par ... du ..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le bien est situé en zone ... dans le périmètre du plan communal d'aménagement ... approuvé par ... du ..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le règlement régional sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de ... du ...;

(2) Considérant que le règlement régional sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de ... du ...;

(2) Considérant que le bien est situé en zone ... au schéma de structure communal adopté par ... du ...;

(1) (2) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par ... du ... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er}, du Code précité; que le bien est situé en - aire - sous aire - ... audit règlement;

(2) (4) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -;

(2) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du ...;

(1) (2) (4) Considérant que la demande de permis se rapporte également à un bien situé dans les périmètres ou zones suivants : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification du tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que le Conseil communal, après - en l'absence de - mesures particulières de publicité, en a - n'en a pas - délibéré;

(2) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'Environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que - qu'aucune - ... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis n'est pas conforme ... pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) (4) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) suivant(es) - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...; que leur avis sollicité en date du ... et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

(8) Considérant que ...;

Pour les motifs précités,

Décide :

(1) Article 1^{er}. - Le permis d'urbanisation sollicité par ... est - octroyé - refusé.

(5) - Le titulaire du permis devra :

(6) 2° ...

(2) (5) (7) Article ... - Le permis d'urbanisation sera réalisé en ... phases successives, comme il est précisé ci-après : ...

Article ... - Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au collège communal aux fins de l'exercice éventuel par ceux-ci de leur droit de recours.

A, le;

Le fonctionnaire délégué.

(1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).

(2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

(3) Indiquer les prescriptions du plan de secteur, du plan communal d'aménagement, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de permis déroge.

(4) A compléter par un ou plusieurs considérants s'il y a lieu.

(5) A biffer ou effacer si le permis n'est pas délivré.

(6) A compléter, le cas échéant, par le collège communal

(7) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption de cinq ans.

(8) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME, DU PATRIMOINE ET DE L'ENERGIE

1) VOIES DE RECOURS

Art. 119. § 1^{er}. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué.

Est jointe au recours une copie des plans de la demande de permis et de la décision dont recours. Les délais d'instruction et de décision ne commencent à courir qu'à dater de la réception de cette copie.

Art. 452/8. Le recours visé à l'article 119 est envoyée à l'adresse du directeur général de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie.

Le demandeur qui introduit le recours mentionne :

1° soit la date à laquelle il a reçu la décision du fonctionnaire délégué;

2° soit la date de la saisine du fonctionnaire délégué.

Le demandeur joint au recours une copie des plans de la demande de permis et, le cas échéant, de la décision dont recours.

2) SUSPENSION DU PERMIS

Art. 119. § 2. Le recours du collège communal, de même que le délai pour former recours, est suspensif.

3) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Le titulaire du permis avertit, par envoi, le collège communal et le fonctionnaire délégué du début des actes et travaux, quinze jours avant leur commencement.

Un avis indiquant que le permis a été délivré ou que les actes et travaux font l'objet du dispositif du jugement visé à l'article 155, § 5, est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiées conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

4) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 98. Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui impose à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie restante lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes, travaux ou charges imposés ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui n'impose pas à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie du bien qui n'a pas fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article 88, § 1^{er}, alinéa 4.

Art. 99. Lorsque la réalisation du permis d'urbanisation est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. 100. La péremption du permis d'urbanisation s'opère de plein droit.

Le collège communal peut constater la péremption dans un procès-verbal qu'il adresse, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

5) MODIFICATION DU PERMIS

Art. 102. Soit à l'initiative du collège communal, soit à la demande de tout propriétaire d'un lot visé par un permis d'urbanisation, une modification de celui-ci peut être autorisée pour autant qu'elle ne porte pas atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties.

Ne peut être considérée comme convention visée à l'alinéa 1^{er} la seule retranscription de tout ou partie des documents contenus dans le permis d'urbanisation, dans un acte authentique ou une convention sous seing privé.

Art. 103. § 1^{er}. Les dispositions réglant le permis d'urbanisation sont applicables à sa modification.

Le collège communal adresse, par envoi, une copie conforme de sa demande à tous les propriétaires d'un lot. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au fonctionnaire délégué, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 2. En cas d'initiative du collège communal, la demande de modification est instruite conformément à l'article 127, § 2.

§ 3. En cas de demande d'un propriétaire d'un lot et avant d'introduire la demande, celui-ci en adresse une copie conforme, par envoi, à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au collège communal, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 4. Lorsque les documents contenus dans le permis d'urbanisation ont, conformément à l'article 92, acquis valeur de rapport urbanistique et environnemental, leur modification s'opère conformément à l'article 33.

Art. 105. La modification du permis d'urbanisation n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis d'urbanisation dont la modification est demandée.

6) DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PERMIS D'URBANISATION IMPLIQUANT DES CHARGES D'URBANISME OU L'OUVERTURE D'UNE VOIRIE COMMUNALE

Art. 95. Nul ne peut procéder à la division d'une partie d'un bien faisant l'objet d'un permis d'urbanisation, qui implique des charges d'urbanisme ou l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, avant que le titulaire du permis ait exécuté les actes, travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège communal et adressé, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'architecte de l'équipement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

Le cas échéant, le permis détermine ceux des lots qui peuvent être cédés sans que le titulaire ait exécuté les travaux et charges imposés ou fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2010 déterminant la forme des décisions relatives au permis d'urbanisation.

Namur, le 3 juin 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 32 - FORMULAIRE F

SAISINE DU FONCTIONNAIRE DELEGUE

(1) DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - D'UNE MODIFICATION - DU PERMIS D'URBANISATION - DU PERMIS DE LOTIR

Le fonctionnaire délégué,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

(1) Considérant que ... propriétaire du - (des) - lot(s) ... a introduit une demande de modification du permis - d'urbanisation - de lotir - non périmé ..., autorisé par ... du ..., relative à un bien sis à ... cadastré division...section ..., et ayant pour objet ...;

(1) Considérant que la demande complète de modification du permis a été :

adressée à l'administration communale en date du ...;

déposée à l'administration communale contre récépissé daté du ...;

(1) (2) Considérant que le demandeur a invité le fonctionnaire délégué à statuer sur sa demande de modification du permis d'urbanisation - permis de lotir - en date du ...; que la saisine du fonctionnaire délégué est - recevable - irrecevable - pour les motifs suivants : ...;

(1) (2) Considérant que tous les propriétaires d'un lot, qui n'ont pas contresigné la demande, ont reçu, préalablement à son introduction, une copie conforme de celle-ci par envoi; que - le(s) - propriétaire(s) du - des - lot(s) ... - a - ont - introduit une réclamation dans un délai de trente jours suivant la réception de la copie conforme de la demande;

(1) (2) Considérant que le(s) propriétaire(s) - du - des - lot(s) ... qui - n'a - n'ont - pas contresigné la demande - n'a - n'ont - pas reçu une copie conforme de celle-ci par envoi;

(1) (2) Considérant qu'il - ne - ressort - pas - du dossier de la demande ou des réclamations introduites que l'autorisation de modifier le permis porte atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties;

(2) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du ...;

(1) (2) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre ... - en zone ... au plan de secteur de ... adopté par ... du ..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le bien est situé en zone ... dans le périmètre du plan communal d'aménagement ... approuvé par ... du ..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le règlement régional sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de ... du ...;

(2) Considérant que le règlement régional sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de ... du ...;

(2) Considérant que le bien est situé en zone ... au schéma de structure communal adopté par ... du ...;

(1) (2) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par ... du ... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er}, du Code précité; que le bien est situé en - aire - sous aire - ... audit règlement;

(2) (4) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de modification se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -;

(2) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du ...;

(1) (2) (4) Considérant que la demande de modification se rapporte également à un bien situé dans les périmètres ou zones suivants : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de modification implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification du tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que le Conseil communal, après - en l'absence de - mesures particulières de publicité, en a - n'en a pas - délibéré;

(2) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'Environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que la demande de modification a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) Considérant que - qu'aucune - ... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de modification n'est pas conforme ... pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) (4) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) suivant(es) - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...; que leur avis sollicité en date du ... et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

(8) Considérant que ...;

Pour les motifs précités,

Décide :

(1) Article 1^{er}. - La modification du permis d'urbanisation - permis de lotir - sollicitée par ... est - octroyée - refusée.

(5) - Le titulaire du permis devra :

(6) 2^o ...

(1) (2) (5) (7) Article ... - La modification du permis d'urbanisation - permis de lotir - sera réalisée en ... phases successives, comme il est précisé ci-après : ...

Article ... - Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au collège communal aux fins de l'exercice éventuel par ceux-ci de leur droit de recours.

A, le;

Le fonctionnaire délégué.

(1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).

(2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

(3) Indiquer les prescriptions du plan de secteur, du plan communal d'aménagement, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de permis déroge.

(4) A compléter par un ou plusieurs considérants s'il y a lieu.

(5) A biffer ou effacer si le permis n'est pas délivré.

(6) A compléter, le cas échéant, par le collège communal

(7) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption de cinq ans.

(8) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME, DU PATRIMOINE ET DE L'ENERGIE

1) VOIES DE RECOURS

Art. 119. § 1^{er}. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué.

Est jointe au recours une copie des plans de la demande de permis et de la décision dont recours. Les délais d'instruction et de décision ne commencent à courir qu'à dater de la réception de cette copie.

Art. 452/8. Le recours visé à l'article 119 est envoyée à l'adresse du directeur général de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie.

Le demandeur qui introduit le recours mentionne :

1^o soit la date à laquelle il a reçu la décision du fonctionnaire délégué;

2^o soit la date de la saisine du fonctionnaire délégué.

Le demandeur joint au recours une copie des plans de la demande de permis et, le cas échéant, de la décision dont recours.

2) SUSPENSION DU PERMIS

Art. 119. § 2. Le recours du collège communal, de même que le délai pour former recours, est suspensif.

3) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Le titulaire du permis avertit, par envoi, le collège communal et le fonctionnaire délégué du début des actes et travaux, quinze jours avant leur commencement.

Un avis indiquant que le permis a été délivré ou que les actes et travaux font l'objet du dispositif du jugement visé à l'article 155, § 5, est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

4) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 98. Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui impose à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie restante lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes, travaux ou charges imposés ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui n'impose pas à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie du bien qui n'a pas fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article 88, § 1^{er}, alinéa 4.

Art. 99. Lorsque la réalisation du permis d'urbanisation est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. 100. La péremption du permis d'urbanisation s'opère de plein droit.

Le collège communal peut constater la péremption dans un procès-verbal qu'il adresse, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

5) MODIFICATION DU PERMIS

Art. 102. Soit à l'initiative du collège communal, soit à la demande de tout propriétaire d'un lot visé par un permis d'urbanisation, une modification de celui-ci peut être autorisée pour autant qu'elle ne porte pas atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties.

Ne peut être considérée comme convention visée à l'alinéa 1^{er} la seule retranscription de tout ou partie des documents contenus dans le permis d'urbanisation, dans un acte authentique ou une convention sous seing privé.

Art. 103. § 1^{er}. Les dispositions réglant le permis d'urbanisation sont applicables à sa modification.

Le collège communal adresse, par envoi, une copie conforme de sa demande à tous les propriétaires d'un lot. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au fonctionnaire délégué, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 2. En cas d'initiative du collège communal, la demande de modification est instruite conformément à l'article 127, § 2.

§ 3. En cas de demande d'un propriétaire d'un lot et avant d'introduire la demande, celui-ci en adresse une copie conforme, par envoi, à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au collège communal, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 4. Lorsque les documents contenus dans le permis d'urbanisation ont, conformément à l'article 92, acquis valeur de rapport urbanistique et environnemental, leur modification s'opère conformément à l'article 33.

Art. 105. La modification du permis d'urbanisation n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis d'urbanisation dont la modification est demandée.

6) DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PERMIS D'URBANISATION IMPLIQUANT DES CHARGES D'URBANISME OU L'OUVERTURE D'UNE VOIRIE COMMUNALE

Art. 95. Nul ne peut procéder à la division d'une partie d'un bien faisant l'objet d'un permis d'urbanisation, qui implique des charges d'urbanisme ou l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, avant que le titulaire du permis ait, soit exécuté les actes, travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège communal et adressé, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'architecte de l'équipement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

Le cas échéant, le permis détermine ceux des lots qui peuvent être cédés sans que le titulaire ait exécuté les travaux et charges imposés ou fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2010 déterminant la forme des décisions relatives au permis d'urbanisation.

Namur, le 3 juin 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 2412

[C - 2010/27157]

**3. JUNI 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Festlegung der Form der Beschlüsse bezüglich der Verstädterungsgenehmigung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 115, Absatz 2, und 127, § 2, Absatz 2;

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 2009 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 zur Festlegung der Anlagen zum Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 2009 über die Verstädterungsgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2009, durch den Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 2009 über die Verstädterungsgenehmigung abgeändert wird;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass durch Erlass vom 30. Juni 2009 die Wallonische Regierung die Formulare für die Anträge auf eine Verstädterungsgenehmigung und für die Anträge auf Abänderung der Verstädterungsgenehmigung verabschiedet hat;

Dass da die Formulare bezüglich der Beschlüsse nicht vorliegen, es Anlass gibt, diesem angesichts des Inkrafttretens der Verstädterungsgenehmigung am 1. September 2010 dringlich abzuhelpen, und die Formulare zu verabschieden für die Beschlüsse:

- des Gemeindegremiums in erster Instanz;
- des beauftragten Beamten nach Anrufung;

- der Wallonischen Regierung in Anwendung von Artikel 121 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie;
 - des beauftragten Beamten in Anwendung von Artikel 127 des Gesetzbuches;
 - der Wallonischen Regierung in Anwendung von Artikel 127 des Gesetzbuches;
- Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;
Nach Beratung,
Beschließt:

Artikel 1 - Die Überschrift des Kapitels XII des Titels I des Buches V des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie wird folgendermaßen ersetzt:

«KAPITEL XII. - Form der durch das Gemeindegremium gefassten Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Verstärkungsgenehmigungen und Abänderungen von Verstärkungsgenehmigungen und von Parzellierungsgenehmigungen.»

Art. 2 - Die Überschrift von Kapitel XIII von Titel I von Buch V desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

«KAPITEL XIII. - Form der gefassten Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Verstärkungsgenehmigungen und Abänderungen von Verstärkungsgenehmigungen und von Parzellierungsgenehmigungen in Anwendung von Artikel 118.»

Art. 3 - Die Überschrift von Kapitel XIV von Titel I von Buch V desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

«KAPITEL XIV. - Form der gefassten Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Verstärkungsgenehmigungen und Abänderungen von Verstärkungsgenehmigungen und von Parzellierungsgenehmigungen in Anwendung von Artikel 121 und 127.»

Art. 4 - Die Artikel 382 und 383, unter dem Kapitel XII des Titels I des Buches V desselben Gesetzbuches werden durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

«Art. 382 - Die Beschlüsse des Gemeindegremiums über die Gewährung oder Ablehnung einer Verstärkungsgenehmigung müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars B, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 31) beiliegt, gefasst werden. Dieses Formular ist links oben durch Angabe der Verwaltung, die es verwendet, zu ergänzen.

Art. 383 - Die Beschlüsse des Gemeindegremiums über die Zulassung oder Ablehnung einer Abänderung an einer Verstärkungsgenehmigung und einer Parzellierungsgenehmigung müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars C, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 31) beiliegt, gefasst werden. Dieses Formular ist links oben durch Angabe der Verwaltung, die es verwendet, zu ergänzen.»

Art. 5 - Die Artikel 385 und 386, unter dem Kapitel XIII des Titels I des Buches V desselben Gesetzbuches werden durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

«Art. 385 - Die Beschlüsse des beauftragten Beamten über die Gewährung oder Ablehnung einer Verstärkungsgenehmigung in Anwendung von Art. 118 müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars E, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 32) beiliegt, gefasst werden.

Art. 386 - Die Beschlüsse des beauftragten Beamten über die Zulassung oder Ablehnung einer Änderung an einer Verstärkungsgenehmigung und einer Parzellierungsgenehmigung in Anwendung von Art. 118 müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars F, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 32) beiliegt, gefasst werden.»

Art. 6 - Die Artikel 388, 388/1, 388/3 und 388/4, unter dem Kapitel XIV des Titels I des Buches V desselben Gesetzbuches werden durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

«Art. 388 - Die Beschlüsse des beauftragten Beamten über die Gewährung oder Ablehnung einer Verstärkungsgenehmigung in Anwendung von Art. 127 müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars H, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 13) beiliegt, gefasst werden.

Die Beschlüsse der Regierung über die Gewährung oder Ablehnung einer Verstärkungsgenehmigung in Anwendung von Art. 127 müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars I, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 14) beiliegt, gefasst werden.»

«Art. 388/1 - Die Beschlüsse des beauftragten Beamten über die Zulassung oder Ablehnung einer Änderung an einer Verstärkungsgenehmigung und einer Parzellierungsgenehmigung in Anwendung von Art. 127 müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars Hbis, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 13bis) beiliegt, gefasst werden.

Die Beschlüsse der Regierung über die Zulassung oder Ablehnung einer Änderung an einer Verstärkungsgenehmigung und einer Parzellierungsgenehmigung in Anwendung von Art. 127 müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars I bis, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 14bis) beiliegt, gefasst werden.»

«Art. 388/3 - Die Beschlüsse der Regierung über die Gewährung oder Ablehnung einer Verstärkungsgenehmigung in Anwendung von Art. 121 müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars P, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 14) beiliegt, gefasst werden.»

«Art. 388/4 - Die Beschlüsse der Regierung über die Zulassung oder Ablehnung einer Abänderung an einer Verstärkungsgenehmigung und einer Parzellierungsgenehmigung in Anwendung von Art. 121 müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars Q, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 14) beiliegt, gefasst werden.»

Art. 7 - Die Anlagen 13 (Formular H), 14 (Formulare I, P und Q), 31 (Formulare B und C) und 32 (Formulare E und F) desselben Gesetzbuches werden jeweils durch die Anlagen 13 (Formular H), 14 (Formulare I, P und Q), 31 (Formulare B und C) und 32 (Formulare E und F), die als Anlage zum vorliegenden Erlass veröffentlicht werden, ersetzt.

Die neuen Anlagen 13bis (Formular Hbis) und 14bis (Formular Ibis) desselben Gesetzbuches werden ebenfalls als Anlage zum vorliegenden Erlass veröffentlicht.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. September 2010 in Kraft.

Art. 9 - Der Minister für Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Juni 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE 13 - FORMULAR H

ÖFFENTLICH-RECHTLICHE PERSONEN ODER GEMEINNÜTZIGE HANDLUNGEN UND ARBEITEN

(1) BESCHLUSS - ZUR GEWÄHRUNG - ZUR ABLEHNUNG - EINER VERSTÄDTERUNGSGENEHMIGUNG

Der beauftragte Beamte,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches;

In der Erwägung, dass ... einen Antrag auf eine Verstädterungsgenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Flur ..., betreffend ...

In der Erwägung, dass der vollständige Antrag auf eine Verstädterungsgenehmigung vom beauftragten Beamten am in Empfang genommen wurde;

(2) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis ... - in einem Gebiet ... im Sektorenplan von ..., der durch ... vom ... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans ..., der durch ... vom ... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende regionale Bauordnung aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass die regionale Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im durch ... vom ... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass eine durch ... vom ... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78, § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche ... steht;

(2) (4) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem gemeindlichen Gebiet oder Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem im in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut betrifft;

(2) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am ... erteilt worden ist;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ebenfalls ein Gut betrifft, das in einem der folgenden Umkreise bzw. Gebieten steht: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung - die Erschließung von neuen kommunalen Verkehrswegen - die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - das Verbreitern von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - die Streichung von bestehenden kommunalen Verkehrswegen voraussetzt -; dass der Gemeinderat nach den - in Ermangelung von - besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen dazu beraten hat - nicht beraten hat;

(2) In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung aus dem / den folgenden Grund/Gründen durchgeführt worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass - eine - keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist: ...;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass die nachstehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind: ...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig - bedingt günstig - abschlägig - ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

(8) In der Erwägung, dass

Aus den vorerwähnten Gründen,

Beschließt:

(1) Artikel 1 - Die von ... beantragte Verstädterungsgenehmigung wird - gewährt - abgelehnt.

(5) - Der Inhaber der Genehmigung muss:

(6) 2° ...

(2) (5) (7) Artikel ... - Die Verstädterungsgenehmigung wird in ... aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt: ...

Artikel ... - Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller und dem Gemeindegremium im Hinblick auf die etwaige Ausübung deren Beschwerderechts übermittelt.

....., den

Der beauftragte Beamte,

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

(3) Die Vorschriften des Sektorenplans, des kommunalen Raumordnungsplans, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Genehmigung abweicht, bitte angeben.

(4) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Erwägungsgründen vervollständigen.

(5) Zu streichen oder radieren, wenn die Genehmigung nicht erteilt wird.

(6) Gegebenenfalls durch das Gemeindegremium auszufüllen.

(7) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der fünfjährigen Verfallsfrist angeben.

(8) Die tatsächlichen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG, DEN STÄDTEBAU, DAS ERBE UND DIE ENERGIE

1) BESCHWERDEWEGE

Art. 127 - § 6. Der Antragsteller und das Gemeindegremium können innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der Entscheidung des beauftragten Beamten einen Einspruch bei der Regierung einlegen.

Art. 452/8 - Der in Artikel 127 angeführte Einspruch ist durch eine Sendung an den Generaldirektor der operativen Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" des öffentlichen Dienstes der Wallonie zu richten.

Der Antragsteller, der den Einspruch einlegt, gibt Folgendes an:

1° entweder das Datum, an dem ihm der Beschluss des beauftragten Beamten zugestellt wurde.

2° oder das Datum der Anrufung des beauftragten Beamten.

Dem Einspruch legt der Antragsteller eine Abschrift der Pläne des Antrags auf Genehmigung und ggf. des Beschlusses, für den der Einspruch erhoben ist, bei.

2) BEKANNTMACHUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Der Genehmigungsinhaber benachrichtigt das Gemeindegremium und den beauftragten Beamten per Einsendung fünfzehn Tage im Voraus über den Anfang der Handlungen und Arbeiten.

Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist oder dass die Handlungen und Arbeiten Gegenstand des Wortlauts des in Artikel 155 § 5 erwähnten Urteils bilden, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muss die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine durch die Gemeinde oder den beauftragten Beamten als gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente oder das in Artikel 155, § 5 erwähnte Urteil den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

3) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 98 - Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstärkungsgenehmigung, in der dem Inhaber Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den übrigen Teil, wenn der Inhaber die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen nicht ausgeführt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht aufgebracht hat.

Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstärkungsgenehmigung, in der dem Inhaber keine Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den Teil des Gutes, der nicht Gegenstand der Eintragung einer der in Artikel 88 § 1 Absatz 4 erwähnten Handlungen war.

Art. 99 - Ist die Ausführung der Verstärkungsgenehmigung in Phasen erlaubt, so wird in der Genehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die fünfjährige Verfallsfrist für jede andere Phase als die erste anläuft.

Art. 100 - Der Verfall der Verstärkungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

Das Gemeindegremium kann den Verfall in einem Protokoll feststellen, das er per Einsendung an den Genehmigungsinhaber richtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

4) ABÄNDERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 102 - Entweder auf Initiative des Gemeindegremiums oder auf Antrag eines jeden Inhabers eines Loses, der Gegenstand einer Verstärkungsgenehmigung ist, kann eine Abänderung dieser Genehmigung beantragt werden, insofern diese nicht die Rechte, die aus den zwischen den Parteien ausdrücklich getroffenen Vereinbarungen hervorgehen, beeinträchtigt.

Die alleinige Übertragung der gesamten oder eines Teils der in der Verstärkungsgenehmigung enthaltenen Urkunden in einer notariellen Urkunde oder in einer privatschriftlichen Urkunde kann nicht als Vereinbarung im Sinne von Absatz 1 angesehen werden.

Art. 103 - § 1. Die Vorschriften bezüglich der Verstärkungsgenehmigung sind auf ihre Abänderung anwendbar.

Das Gemeindegremium richtet eine gleichlautende Abschrift seines Antrags per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigefügt.

Eventuelle Beanstandungen werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an den beauftragten Beamten gerichtet.

§ 2. Im Falle einer Initiative seitens des Gemeindegremiums wird der Antrag auf Abänderung gemäß Artikel 127, § 2 eingereicht.

§ 3. Im Falle eines Antrags seitens des Eigentümers eines Loses und bevor dieser den Antrag einreicht, richtet er eine gleichlautende Abschrift per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigefügt.

Eventuelle Beschwerden werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an das Gemeindegremium gerichtet.

§ 4. Wenn die in der Verstärkungsgenehmigung enthaltenen Urkunden gemäß Artikel 92 den Wert eines Städtebau- und Umweltberichts erhalten haben, erfolgt deren Abänderung gemäß Artikel 33.

Art. 105 - Die Abänderung der Verstärkungsgenehmigung hat keinerlei Einfluss auf die Verfallsfrist der Verstärkungsgenehmigung, deren Abänderung beantragt worden ist.

5) BESONDERE BESTIMMUNGEN, DIE AUF DIE VERSTÄRKUNGSGENEHMIGUNGEN ANWENDBAR SIND, DIE STÄDTEBAULICHE AUFLAGEN ODER DIE ERSCHLIESSUNG NEUER VERKEHRSWEGE ERFORDERN

Art. 95 - Niemand darf die Aufteilung eines Teils eines Gutes, das Gegenstand einer Verstärkungsgenehmigung ist, die städtebauliche Auflagen oder die Anlage, die Änderung oder das Abschaffen eines Gemeindegeweges erfordert, vornehmen, bevor der Inhaber der Genehmigung entweder die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen ausgeführt, oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Die Erfüllung dieser Formalität wird in einer durch das Gemeindegremium ausgestellten Bescheinigung beurkundet und per Einsendung an den Genehmigungsinhaber gerichtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

Außer wenn die Ausrüstung durch die öffentlichen Behörden ausgeführt worden ist, bleibt der Inhaber der Genehmigung mit dem Unternehmer und dem Architekten zehn Jahre lang für die Ausrüstung gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Region, der Gemeinde und den Käufern der Lose, und zwar innerhalb der in den Artikeln 1792 und 2270 des Zivilgesetzbuches bestimmten Grenzen.

Gegebenenfalls wird in der Genehmigung festgelegt, welche der Lose abgetreten werden dürfen, ohne dass der Inhaber die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2010 zur Festlegung der Form der Beschlüsse bezüglich der Verstärkungsgenehmigung als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 3. Juni 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Ph. HENRY

ANLAGE 13bis - FORMULAR Hbis

ÖFFENTLICH-RECHTLICHE PERSONEN ODER GEMEINNÜTZIGE HANDLUNGEN UND ARBEITEN

(2) BESCHLUSS - ZUR ZULASSUNG - ZUR ABLEHNUNG - EINER ABÄNDERUNG - DER VERSTÄRKUNGSGENEHMIGUNG - DER PARZELLIERUNGSGENEHMIGUNG

Der beauftragte Beamte,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gemeindegremium ... einen Antrag auf Abänderung der nicht verfallenen und durch ... vom ... genehmigten Verstärkungsgenehmigung - Parzellierungsgenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Gemarkung ... Flur ..., betreffend ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass ..., Eigentümer - des Loses - der Lose - ... einen Antrag auf Abänderung der nicht verfallenen und durch ... vom ... genehmigten Verstärkungsgenehmigung - Parzellierungsgenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Gemarkung ... Flur ..., betreffend ...;

In der Erwägung, dass der vollständige Antrag auf Abänderung der Verstärkungsgenehmigung - Parzellierungsgenehmigung vom beauftragten Beamten am in Empfang genommen wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Kollegium eine gleichlautende Abschrift des Antrags an alle Loseigentümer gerichtet hat; dass der(die) Eigentümer des Loses - der Lose- binnen dreißig Tagen nach dem Empfang der gleichlautenden Abschrift eine Beschwerde eingereicht hat/haben;

(1) (2) In der Erwägung, dass alle Eigentümer eines Loses, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben, vor dessen Einreichung, eine gleichlautende Abschrift des Antrags per Einsendung erhalten haben; dass der - die Eigentümer des/der Lose ... binnen dreißig Tagen nach dem Empfang der gleichlautenden Abschrift eine Beschwerde eingereicht hat/haben;

(1) (2) In der Erwägung, dass der (die) Eigentümer des Loses - der Lose -, der (die) den Antrag nicht gegengezeichnet hat (haben) - keine gleichlautende Abschrift dieses Antrags per Einsendung erhalten hat (haben);

(1) (3) In der Erwägung, dass sich aus der eingereichten Antragsakte oder den eingereichten Beschwerden - nicht - ergibt, dass die Zulassung zur Abänderung der Genehmigung die Rechte beeinträchtigt, die aus ausdrücklichen Vereinbarungen zwischen den Parteien entstehen;

(2) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis ... - in einem Gebiet ... im Sektorenplan von ..., der durch ... vom ... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans ..., der durch ... vom ... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende regionale Bauordnung aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass die regionale Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im durch ... vom ... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass eine durch ... vom ... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78, § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche ... steht;

(2) (4) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem gemeindlichen Gebiet oder Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem im in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut betrifft;

(2) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am ... erteilt worden ist;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung ebenfalls ein Gut betrifft, das in einem der folgenden Umkreise bzw. Gebieten steht: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung - die Erschließung von neuen kommunalen Verkehrswegen - die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - das Verbreitern von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - die Streichung von bestehenden kommunalen Verkehrswegen voraussetzt -; dass der Gemeinderat nach den - in Ermangelung von - besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen dazu beraten hat - nicht beraten hat;

(2) In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung aus dem/den folgenden Grund/Gründen durchgeführt worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass - eine - keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist: ...;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass die nachstehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind:; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig - bedingt günstig - abschlägig - ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

(8) In der Erwägung, dass

Aus den vorerwähnten Gründen,

Beschließt:

(1) Artikel 1 - Die von ... beantragte Abänderung der Verstädterungsgenehmigung - Parzellierungsgehemigung - wird zugelassen - abgelehnt.

(5) - Der Inhaber der Genehmigung muss:

(6) 2° ...

(1) (2) (5) (7) Artikel ... - Die Abänderung der Verstädterungsgenehmigung - Parzellierungsgehemigung - wird in ... aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt: ...

Artikel ... - Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller und dem Gemeindegremium in Hinblick auf die etwaige Ausübung deren Beschwerderechts übermittelt.

....., den

Der beauftragte Beamte,

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

(3) Die Vorschriften des Sektorenplans, des kommunalen Raumordnungsplans, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Genehmigung abweicht, bitte angeben.

(4) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Erwägungsgründen vervollständigen.

(5) Zu streichen oder radieren, wenn die Genehmigung nicht erteilt wird.

(6) Gegebenenfalls durch das Gemeindegremium auszufüllen.

(7) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der fünfjährigen Verfallsfrist angeben.

(8) Die faktischen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG, DEN STÄDTEBAU, DAS ERBE UND DIE ENERGIE

1) BESCHWERDEWEGE

Art. 127 - § 6. Der Antragsteller und das Gemeindegremium können innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der Entscheidung des beauftragten Beamten einen Einspruch bei der Regierung einlegen.

Art. 452/8 - Der in Artikel 127 angeführte Einspruch ist durch eine Sendung an den Generaldirektor der operativen Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" des öffentlichen Dienstes der Wallonie zu richten.

Der Antragsteller, der den Einspruch einlegt, gibt Folgendes an:

1° entweder das Datum, an dem ihm der Beschluss des beauftragten Beamten zugestellt wurde.

2° oder das Datum der Anrufung des beauftragten Beamten.

Dem Einspruch legt der Antragsteller eine Abschrift der Pläne des Antrags auf Genehmigung und ggf. des Beschlusses, für den der Einspruch erhoben ist, bei.

2) BEKANNTMACHUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Der Genehmigungsinhaber benachrichtigt das Gemeindegremium und den beauftragten Beamten per Einsendung fünfzehn Tage im Voraus über den Anfang der Handlungen und Arbeiten.

Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist oder dass die Handlungen und Arbeiten Gegenstand des Wortlauts des in Artikel 155 § 5 erwähnten Urteils bilden, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muss die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine durch die Gemeinde oder den beauftragten Beamten als gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente oder das in Artikel 155, § 5 erwähnte Urteil den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

3) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 98 - Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstärkungsgenehmigung, in der dem Inhaber Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den übrigen Teil, wenn der Inhaber die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen nicht ausgeführt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht aufgebracht hat.

Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstärkungsgenehmigung, in der dem Inhaber keine Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den Teil des Gutes, der nicht Gegenstand der Eintragung einer der in Artikel 88 § 1 Absatz 4 erwähnten Handlungen war.

Art. 99 - Ist die Ausführung der Verstärkungsgenehmigung in Phasen erlaubt, so wird in der Genehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die fünfjährige Verfallsfrist für jede andere Phase als die erste anläuft.

Art. 100 - Der Verfall der Verstärkungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

Das Gemeindegremium kann den Verfall in einem Protokoll feststellen, das er per Einsendung an den Genehmigungsinhaber richtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

4) ABÄNDERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 102 - Entweder auf Initiative des Gemeindegremiums oder auf Antrag eines jeden Inhabers eines Loses, der Gegenstand einer Verstärkungsgenehmigung ist, kann eine Abänderung dieser Genehmigung beantragt werden, insofern diese nicht die Rechte, die aus den zwischen den Parteien ausdrücklich getroffenen Vereinbarungen hervorgehen, beeinträchtigt.

Die alleinige Übertragung der gesamten oder eines Teils der in der Verstärkungsgenehmigung enthaltenen Urkunden in einer notariellen Urkunde oder in einer privatschriftlichen Urkunde kann nicht als Vereinbarung im Sinne von Absatz 1 angesehen werden.

Art. 103 - § 1. Die Vorschriften bezüglich der Verstärkungsgenehmigung sind auf ihre Abänderung anwendbar.

Das Gemeindegremium richtet eine gleichlautende Abschrift seines Antrags per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigefügt.

Eventuelle Beanstandungen werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an den beauftragten Beamten gerichtet.

§ 2. Im Falle einer Initiative seitens des Gemeindegremiums wird der Antrag auf Abänderung gemäß Artikel 127, § 2 eingereicht.

§ 3. Im Falle eines Antrags seitens des Eigentümers eines Loses und bevor dieser den Antrag einreicht, richtet er eine gleichlautende Abschrift per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigefügt.

Eventuelle Beschwerden werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an das Gemeindegremium gerichtet.

§ 4. Wenn die in der Verstärkungsgenehmigung enthaltenen Urkunden gemäß Artikel 92 den Wert eines Städtebau- und Umweltberichts erhalten haben, erfolgt deren Abänderung gemäß Artikel 33.

Art. 105 - Die Abänderung der Verstärkungsgenehmigung hat keinerlei Einfluss auf die Verfallsfrist der Verstärkungsgenehmigung, deren Abänderung beantragt worden ist.

5) BESONDERE BESTIMMUNGEN, DIE AUF DIE VERSTÄRKUNGSGENEHMIGUNGEN ANWENDBAR SIND, DIE STÄDTEBAULICHE AUFLAGEN ODER DIE ERSCHLIESSUNG NEUER VERKEHRSWEGE ERFORDERN

Art. 95 - Niemand darf die Aufteilung eines Teils eines Gutes, das Gegenstand einer Verstärkungsgenehmigung ist, die städtebauliche Auflagen oder die Anlage, die Änderung oder das Abschaffen eines Gemeindegeweges erfordert, vornehmen, bevor der Inhaber der Genehmigung entweder die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen ausgeführt, oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Die Erfüllung dieser Formalität wird in einer durch das Gemeindegremium ausgestellten Bescheinigung beurkundet und per Einsendung an den Genehmigungsinhaber gerichtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

Außer wenn die Ausrüstung durch die öffentlichen Behörden ausgeführt worden ist, bleibt der Inhaber der Genehmigung mit dem Unternehmer und dem Architekten zehn Jahre lang für die Ausrüstung gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Region, der Gemeinde und den Käufern der Lose, und zwar innerhalb der in den Artikeln 1792 und 2270 des Zivilgesetzbuches bestimmten Grenzen.

Gegebenenfalls wird in der Genehmigung festgelegt, welche der Lose abgetreten werden dürfen, ohne dass der Inhaber die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2010 zur Festlegung der Form der Beschlüsse bezüglich der Verstärkungsgenehmigung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 3. Juni 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE 14 - FORMULAR I

EINSPRUCH BEI DER WALLONISCHEN REGIERUNG

ÖFFENTLICH-RECHTLICHE PERSONEN ODER GEMEINNÜTZIGE AKTE UND ARBEITEN

(3) BESCHLUSS - ZUR GEWÄHRUNG - ZUR ABLEHNUNG - EINER VERSTÄDTERUNGSGENEHMIGUNG

Der Minister,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches;

In der Erwägung, dass ... einen Antrag auf eine Verstädterungsgenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Flur ..., betreffend ...

In der Erwägung, dass der vollständige Antrag auf eine Verstädterungsgenehmigung vom beauftragten Beamten am in Empfang genommen wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte am die Verstädterungsgenehmigung gewährt - unter Bedingungen gewährt - abgelehnt hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Beschluss des beauftragten Beamten durch den Antragsteller am ... erhalten wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte nicht innerhalb der in Artikel 127, § 4 des vorerwähnten Gesetzbuches vorgeschriebenen Frist befunden hat; dass eine Nicht-Zustellung der Entscheidung innerhalb dieser Frist als Ablehnung angesehen wird;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller am einen am eingegangenen Einspruch bei der Regierung eingereicht hat; dass der besagte Einspruch - nicht - den gesetzlich vorgeschriebenen Formen und Fristen genügt; dass er zulässig - nicht zulässig - ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Beschluss des beauftragten Beamten durch das Gemeindegremium am ... erhalten wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass Gemeindegremium am einen am eingegangenen Einspruch bei der Regierung eingereicht hat; dass der besagte Einspruch - nicht - den gesetzlich vorgeschriebenen Formen und Fristen genügt; dass er zulässig - nicht zulässig - ist;

(2) In der Erwägung, dass der Antragsteller am ... ein Erinnerungsschreiben an die Regierung gerichtet hat; dass dieses Erinnerungsschreiben am ... eingegangen ist; dass die Einsendefrist des Beschlusses im Rahmen des Einspruchs am ... abläuft;

(2) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis ... - in einem Gebiet ... im Sektorenplan von ..., der durch ... vom ... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans ..., der durch ... vom ... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende regionale Bauordnung aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass die regionale Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im durch ... vom ... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass eine durch ... vom ... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78, § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche ...steht;

(2) (4) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem gemeindlichen Gebiet oder Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem im in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut betrifft;

(2) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am ... erteilt worden ist;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ebenfalls ein Gut betrifft, das in einem der folgenden Umkreise bzw. Gebieten steht: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung - die Erschließung von neuen kommunalen Verkehrswegen - die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - das Verbreitern von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - die Streichung von bestehenden kommunalen Verkehrswegen voraussetzt -; dass der Gemeinderat nach den - in Ermangelung von - besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen dazu beraten hat - nicht beraten hat;

(2) In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung aus dem/den folgenden Grund/Gründen durchgeführt worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass - eine - keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist: ...;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass die nachstehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig - bedingt günstig - abschlägig - ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

In der Erwägung, dass in Anwendung von Art.120 des vorgenannten Gesetzbuches eine beratende Kommission eingesetzt wird, die damit beauftragt wird, begründete Gutachten über die Einsprüche im Sinne von Art. 119 des besagten Gesetzbuches abzugeben;

In der Erwägung, dass die Parteien und die operative Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" (DGO4) zu einer am ... stattgefundenen Anhörung vor der beratender Kommission vorgeladen wurden;

(1) In der Erwägung, dass diese Kommission am ... ein - günstiges - bedingt günstiges - abschlägiges Gutachten - über den Antrag übermittelt hat; dass dieses Gutachten am ... abgegeben wurde;

(8) In der Erwägung, dass

Aus den vorerwähnten Gründen,

Beschließt:

(1) Artikel 1 - - Die von ... beantragte Verstärkungsgenehmigung wird - gewährt - abgelehnt.

(5) - Der Inhaber der Genehmigung muss:

(6) 2° ...

(2) (5) (7) Artikel ... - Die Verstärkungsgenehmigung wird in ... aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt: ...

Artikel ... - Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller, dem beauftragten Beamten und dem Gemeindegremium übermittelt.

Artikel 3 - Dem Empfänger der Akte steht ein Einspruch beim Staatsrat offen, mittels einer innerhalb einer Frist von 60 Tagen ab der Zustellung des vorliegenden Beschlusses zugestellten Klageschrift, die entweder von ihm selbst, einem im Anwaltsstand oder der Liste der Anwalt-Praktikanten eingetragenen Anwalt, oder gemäß den Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches von einem Staatsangehörigen der Europäischen Union, der in seinem Land ermächtigt ist, um den Beruf eines Anwalts auszuüben, unterschrieben wird.

Die Klageschrift muss per bei der Post aufgegebenes Einschreiben an den Staatsrat gerichtet werden.

Die Klageschrift wird datiert und umfasst in Anwendung von Art. 1 der Verfahrensordnung:

1° den Namen, die Eigenschaft, den Sitz oder Wohnsitz der klagenden Partei;

2° den Gegenstand des Antrags oder des Einspruchs und eine Darstellung des Sachverhalts und der Klagemittel;

3° den Namen, den Sitz oder Wohnsitz der Gegenpartei.

Gemäß Art. 85 der Verfahrensordnung müssen außerdem drei vom Unterzeichner als gleichlautend unterschriebene Abschriften der Klageschrift beigelegt werden, sowie so viele Ausfertigungen wie es betroffene Gegenparteien gibt.

In Anwendung von Art. 3 der Verfahrensordnung muss eine Abschrift des angefochtenen Beschlusses der Klageschrift beigelegt werden.

Namur, den.....

Der Minister,

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

(3) Die Vorschriften des Sektorenplans, des kommunalen Raumordnungsplans, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Genehmigung abweicht, bitte angeben.

(4) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Erwägungsgründen vervollständigen.

(5) Zu streichen oder radieren, wenn die Genehmigung nicht erteilt wird.

(6) Gegebenenfalls durch das Gemeindegremium auszufüllen.

(7) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der fünfjährigen Verfallsfrist angeben.

(8) Die faktischen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG, DEN STÄDTEBAU, DAS ERBE UND DIE ENERGIE

1) BEKANNTMACHUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Der Genehmigungsinhaber benachrichtigt das Gemeindegremium und den beauftragten Beamten per Einsendung fünfzehn Tage im Voraus über den Anfang der Handlungen und Arbeiten.

Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist oder dass die Handlungen und Arbeiten Gegenstand des Wortlauts des in Artikel 155 § 5 erwähnten Urteils bilden, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muss die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine durch die Gemeinde oder den beauftragten Beamten als gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente oder das in Artikel 155, § 5 erwähnte Urteil den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

2) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 98 - Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstädterungsgenehmigung, in der dem Inhaber Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den übrigen Teil, wenn der Inhaber die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen nicht ausgeführt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht aufgebracht hat.

Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstädterungsgenehmigung, in der dem Inhaber keine Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den Teil des Gutes, der nicht Gegenstand der Eintragung einer der in Artikel 88, § 1, Absatz 4 erwähnten Handlungen war.

Art. 99 - Ist die Ausführung der Verstädterungsgenehmigung in Phasen erlaubt, so wird in der Genehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die fünfjährige Verfallsfrist für jede andere Phase als die erste anläuft.

Art. 100 - Der Verfall der Verstädterungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

Das Gemeindegremium kann den Verfall in einem Protokoll feststellen, das er per Einsendung an den Genehmigungsinhaber richtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

3) ABÄNDERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 102 - Entweder auf Initiative des Gemeindegremiums oder auf Antrag eines jeden Inhabers eines Loses, der Gegenstand einer Verstädterungsgenehmigung ist, kann eine Abänderung dieser Genehmigung beantragt werden, insofern diese nicht die Rechte, die aus den zwischen den Parteien ausdrücklich getroffenen Vereinbarungen hervorgehen, beeinträchtigt.

Die alleinige Übertragung der gesamten oder eines Teils der in der Verstädterungsgenehmigung enthaltenen Urkunden in einer notariellen Urkunde oder in einer privatschriftlichen Urkunde kann nicht als Vereinbarung im Sinne von Absatz 1 angesehen werden.

Art. 103 - § 1. Die Vorschriften bezüglich der Verstädterungsgenehmigung sind auf ihre Abänderung anwendbar.

Das Gemeindegremium richtet eine gleichlautende Abschrift seines Antrags per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigelegt.

Eventuelle Beanstandungen werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an den beauftragten Beamten gerichtet.

§ 2. Im Falle einer Initiative seitens des Gemeindegremiums wird der Antrag auf Abänderung gemäß Artikel 127, § 2 eingereicht.

§ 3. Im Falle eines Antrags seitens des Eigentümers eines Loses und bevor dieser den Antrag einreicht, richtet er eine gleichlautende Abschrift per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigelegt.

Eventuelle Beschwerden werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an das Gemeindegremium gerichtet.

§ 4. Wenn die in der Verstädterungsgenehmigung enthaltenen Urkunden gemäß Artikel 92 den Wert eines Städtebau- und Umweltberichts erhalten haben, erfolgt deren Abänderung gemäß Artikel 33.

Art. 105 - Die Abänderung der Verstädterungsgenehmigung hat keinerlei Einfluss auf die Verfallsfrist der Verstädterungsgenehmigung, deren Abänderung beantragt worden ist.

4) BESONDERE BESTIMMUNGEN, DIE AUF DIE VERSTÄDTERUNGSGENEHMIGUNGEN ANWENDBAR SIND, DIE STÄDTEBAULICHE AUFLAGEN ODER DIE ERSCHLIESSUNG NEUER VERKEHRSWEGE ERFORDERN

Art. 95 - Niemand darf die Aufteilung eines Teils eines Gutes, das Gegenstand einer Verstädterungsgenehmigung ist, die städtebauliche Auflagen oder die Anlage, die Änderung oder das Abschaffen eines Gemeindegeweges erfordert, vornehmen, bevor der Inhaber der Genehmigung entweder die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen ausgeführt, oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Die Erfüllung dieser Formalität wird in einer durch das Gemeindegremium ausgestellten Bescheinigung beurkundet und per Einsendung an den Genehmigungsinhaber gerichtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

Außer wenn die Ausrüstung durch die öffentlichen Behörden ausgeführt worden ist, bleibt der Inhaber der Genehmigung mit dem Unternehmer und dem Architekten zehn Jahre lang für die Ausrüstung gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Region, der Gemeinde und den Käufern der Lose, und zwar innerhalb der in den Artikeln 1792 und 2270 des Zivilgesetzbuches bestimmten Grenzen.

Gegebenenfalls wird in der Genehmigung festgelegt, welche der Lose abgetreten werden dürfen, ohne dass der Inhaber die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2010 zur Festlegung der Form der Beschlüsse bezüglich der Verstädterungsgenehmigung als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 3. Juni 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

ANLAGE 14bis - FORMULAR Ibis

EINSPRUCH BEI DER WALLONISCHEN REGIERUNG

ÖFFENTLICH-RECHTLICHE PERSONEN ODER GEMEINNÜTZIGE AKTE UND ARBEITEN

(4) BESCHLUSS - ZUR ZULASSUNG - ZUR ABLEHNUNG - EINER ABÄNDERUNG -
DER VERSTÄDTERUNGSGENEHMIGUNG -
DER PARZELLIERUNGSGENEHMIGUNG

Der Minister,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gemeindekollegium ... einen Antrag auf Abänderung der nicht verfallenen und durch ... vom ... genehmigten Verstädterungsgenehmigung - Parzellierungsgenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Gemarkung ... Flur ..., betreffend ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass ..., Eigentümer - des Loses - der Lose - ... einen Antrag auf Abänderung der nicht verfallenen und durch ... vom ... genehmigten Verstädterungsgenehmigung - Parzellierungsgenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Gemarkung ... Flur ..., betreffend ...;

(1) In der Erwägung, dass der vollständige Antrag auf Abänderung der Verstädterungsgenehmigung - Parzellierungsgenehmigung vom beauftragten Beamten am in Empfang genommen wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Kollegium eine gleichlautende Abschrift des Antrags an alle Loseigentümer gerichtet hat; dass der(die) Eigentümer - des Loses - der Lose- binnen dreißig Tagen nach dem Empfang der gleichlautenden Abschrift eine Beschwerde eingereicht hat/haben;

(1) (2) In der Erwägung, dass alle Eigentümer eines Loses, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben, vor dessen Einreichung, eine gleichlautende Abschrift des Antrags per Einsendung erhalten haben; dass der - die Eigentümer des/der Lose ...binnen dreißig Tagen nach dem Empfang der gleichlautenden Abschrift eine Beschwerde eingereicht hat/haben;

(1) (2) In der Erwägung, dass der (die) Eigentümer des Loses - der Lose -, der (die) den Antrag nicht gegengezeichnet hat (haben) - keine gleichlautende Abschrift dieses Antrags per Einsendung erhalten hat (haben);

(1) (3) In der Erwägung, dass sich aus der eingereichten Antragsakte oder den eingereichten Beschwerden - nicht - ergibt, dass die Zulassung zur Abänderung der Genehmigung die Rechte beeinträchtigt, die aus ausdrücklichen Vereinbarungen zwischen den Parteien entstehen;

(1) (2) In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte am die Abänderung der Verstädterungsgenehmigung zugelassen - unter Bedingungen zugelassen - abgelehnt hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Beschluss des beauftragten Beamten durch den Antragsteller am ... erhalten wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte nicht innerhalb der in Artikel 127, § 4 des vorerwähnten Gesetzbuches vorgeschriebenen Frist befunden hat; dass eine Nicht-Zustellung der Entscheidung innerhalb dieser Frist als Ablehnung angesehen wird;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller am einen am eingegangenen Einspruch bei der Regierung eingereicht hat; dass der besagte Einspruch - nicht - den gesetzlich vorgeschriebenen Formen und Fristen genügt; dass er zulässig - nicht zulässig - ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Beschluss des beauftragten Beamten durch das Gemeindekollegium am ... erhalten wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass Gemeindekollegium am einen am eingegangenen Einspruch bei der Regierung eingereicht hat; dass der besagte Einspruch - nicht - den gesetzlich vorgeschriebenen Formen und Fristen genügt; dass er zulässig - nicht zulässig - ist;

(2) In der Erwägung, dass der Antragsteller am ... ein Erinnerungsschreiben an die Regierung gerichtet hat; dass dieses Erinnerungsschreiben am ... eingegangen ist; dass die Einsendefrist des Beschlusses im Rahmen des Einspruchs am ... abläuft;

(2) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis ... - in einem Gebiet ... im Sektorenplan von ..., der durch ... vom ... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans ..., der durch ... vom ... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende regionale Bauordnung aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass die regionale Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im durch ... vom ... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass eine durch ... vom ... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78, § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche ...steht;

(2) (4) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem gemeindlichen Gebiet oder Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem im in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut betrifft;

(2) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am ... erteilt worden ist;

((1) (2) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung ebenfalls ein Gut betrifft, das in einem der folgenden Umkreise bzw. Gebieten steht: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung - die Erschließung von neuen kommunalen Verkehrswegen - die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - das Verbreitern von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - die Streichung von bestehenden kommunalen Verkehrswegen voraussetzt -; dass der Gemeinderat nach den - in Ermangelung von - besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen dazu beraten hat - nicht beraten hat;

(2) In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung aus dem/den folgenden Grund/Gründen durchgeführt worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass - eine - keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist: ...;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass die nachstehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig - bedingt günstig - abschlägig - ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

In der Erwägung, dass in Anwendung von Art.120 des vorgenannten Gesetzbuches eine beratende Kommission eingesetzt wird, die damit beauftragt wird, begründete Gutachten über die Einsprüche im Sinne von Art. 119 des besagten Gesetzbuches abzugeben;

In der Erwägung, dass die Parteien und die operative Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" (DGO4) zu einer am ... stattgefundenen Anhörung vor der beratenden Kommission vorgeladen wurden;

(1) In der Erwägung, dass diese Kommission am ... ein - günstiges - bedingt günstiges - abschlägiges Gutachten - über den Antrag übermittelt hat; dass dieses Gutachten am ... abgegeben wurde;

(8) In der Erwägung, dass

Aus den vorerwähnten Gründen,

Beschließt:

(1) Artikel 1 - Die von ... beantragte Abänderung der Verstärkungsgenehmigung - Parzellierungsgenehmigung - wird zugelassen - abgelehnt.

(5) - Der Inhaber der Genehmigung muss:

(6) 2° ...

(1) (2) (5) (7) Artikel ... - Die Abänderung der Verstärkungsgenehmigung - Parzellierungsgenehmigung - wird in ... aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt: ...

Artikel ... - Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller, dem beauftragten Beamten und dem Gemeindegremium übermittelt.

Artikel ... - Dem Empfänger der Akte steht ein Einspruch beim Staatsrat offen, mittels einer innerhalb einer Frist von 60 Tagen ab der Zustellung des vorliegenden Beschlusses zugestellten Klageschrift, die entweder von ihm selbst, einem im Anwaltsstand oder der Liste der Anwalt-Praktikanten eingetragenen Anwalt, oder gemäß den Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches von einem Staatsangehörigen der Europäischen Union, der in seinem Land ermächtigt ist, um den Beruf eines Anwalts auszuüben, unterschrieben wird.

Die Klageschrift muss per bei der Post aufgegebenes Einschreiben an den Staatsrat gerichtet werden.

Die Klageschrift wird datiert und umfasst in Anwendung von Art. 1 der Verfahrensordnung:

1° den Namen, die Eigenschaft, den Sitz oder Wohnsitz der klagenden Partei;

2° den Gegenstand des Antrags oder des Einspruchs und eine Darstellung des Sachverhalts und der Klagemittel;

3° den Namen, den Sitz oder Wohnsitz der Gegenpartei.

Gemäß Art. 85 der Verfahrensordnung müssen außerdem drei vom Unterzeichner als gleichlautend unterschriebene Abschriften der Klageschrift beigelegt werden, sowie so viele Ausfertigungen wie es betroffene Gegenparteien gibt.

In Anwendung von Art. 3 der Verfahrensordnung muss eine Abschrift des angefochtenen Beschlusses der Klageschrift beigelegt werden.

Namur, den.....

Der Minister, (1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

(3) Die Vorschriften des Sektorenplans, des kommunalen Raumordnungsplans, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Genehmigung abweicht, bitte angeben.

(4) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Erwägungsgründen vervollständigen.

(5) Zu streichen oder radieren, wenn die Genehmigung nicht erteilt wird.

(6) Gegebenenfalls durch das Gemeindegremium auszufüllen.

(7) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der fünfjährigen Verfallsfrist angeben.

(8) Die faktischen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG, DEN STÄDTEBAU, DAS ERBE UND DIE ENERGIE

1) BEKANNTMACHUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Der Genehmigungsinhaber benachrichtigt das Gemeindegremium und den beauftragten Beamten per Eindienung fünfzehn Tage im Voraus über den Anfang der Handlungen und Arbeiten.

Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist oder dass die Handlungen und Arbeiten Gegenstand des Wortlauts des in Artikel 155 § 5 erwähnten Urteils bilden, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muss die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine durch die Gemeinde oder den beauftragten

Beamten als gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente oder das in Artikel 155 § 5 erwähnte Urteil den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

2) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 98 - Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstärkungsgenehmigung, in der dem Inhaber Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den übrigen Teil, wenn der Inhaber die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen nicht ausgeführt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht aufgebracht hat.

Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstärkungsgenehmigung, in der dem Inhaber keine Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den Teil des Gutes, der nicht Gegenstand der Eintragung einer der in Artikel 88 § 1 Absatz 4 erwähnten Handlungen war.

Art. 99 - Ist die Ausführung der Verstärkungsgenehmigung in Phasen erlaubt, so wird in der Genehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die fünfjährige Verfallsfrist für jede andere Phase als die erste anläuft.

Art. 100 - Der Verfall der Verstärkungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

Das Gemeindegremium kann den Verfall in einem Protokoll feststellen, das er per Einsendung an den Genehmigungsinhaber richtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

3) ABÄNDERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 102 - Entweder auf Initiative des Gemeindegremiums oder auf Antrag eines jeden Inhabers eines Loses, der Gegenstand einer Verstärkungsgenehmigung ist, kann eine Abänderung dieser Genehmigung beantragt werden, insofern diese nicht die Rechte, die aus den zwischen den Parteien ausdrücklich getroffenen Vereinbarungen hervorgehen, beeinträchtigt.

Die alleinige Übertragung der gesamten oder eines Teils der in der Verstärkungsgenehmigung enthaltenen Urkunden in einer notariellen Urkunde oder in einer privatschriftlichen Urkunde kann nicht als Vereinbarung im Sinne von Absatz 1 angesehen werden.

Art. 103 - § 1. Die Vorschriften bezüglich der Verstärkungsgenehmigung sind auf ihre Abänderung anwendbar.

Das Gemeindegremium richtet eine gleichlautende Abschrift seines Antrags per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigefügt.

Eventuelle Beanstandungen werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an den beauftragten Beamten gerichtet.

§ 2. Im Falle einer Initiative seitens des Gemeindegremiums wird der Antrag auf Abänderung gemäß Artikel 127, § 2 eingereicht.

§ 3. Im Falle eines Antrags seitens des Eigentümers eines Loses und bevor dieser den Antrag einreicht, richtet er eine gleichlautende Abschrift per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigefügt.

Eventuelle Beschwerden werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an das Gemeindegremium gerichtet.

§ 4. Wenn die in der Verstärkungsgenehmigung enthaltenen Urkunden gemäß Artikel 92 den Wert eines Städtebau- und Umweltberichts erhalten haben, erfolgt deren Abänderung gemäß Artikel 33.

Art. 105 - Die Abänderung der Verstärkungsgenehmigung hat keinerlei Einfluss auf die Verfallsfrist der Verstärkungsgenehmigung, deren Abänderung beantragt worden ist.

4) BESONDERE BESTIMMUNGEN, DIE AUF DIE VERSTÄRKUNGSGENEHMIGUNGEN ANWENDBAR SIND, DIE STÄDTEBAULICHE AUFLAGEN ODER DIE ERSCHLIESSUNG NEUER VERKEHRSWEGE ERFORDERN

Art. 95 - Niemand darf die Aufteilung eines Teils eines Gutes, das Gegenstand einer Verstärkungsgenehmigung ist, die städtebauliche Auflagen oder die Anlage, die Änderung oder das Abschaffen eines Gemeindegeweges erfordert, vornehmen, bevor der Inhaber der Genehmigung entweder die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen ausgeführt, oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Die Erfüllung dieser Formalität wird in einer durch das Gemeindegremium ausgestellten Bescheinigung beurkundet und per Einsendung an den Genehmigungsinhaber gerichtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

Außer wenn die Ausrüstung durch die öffentlichen Behörden ausgeführt worden ist, bleibt der Inhaber der Genehmigung mit dem Unternehmer und dem Architekten zehn Jahre lang für die Ausrüstung gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Region, der Gemeinde und den Käufern der Lose, und zwar innerhalb der in den Artikeln 1792 und 2270 des Zivilgesetzbuches bestimmten Grenzen.

Gegebenenfalls wird in der Genehmigung festgelegt, welche der Lose abgetreten werden dürfen, ohne dass der Inhaber die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2010 zur Festlegung der Form der Beschlüsse bezüglich der Verstärkungsgenehmigung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 3. Juni 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

ANLAGE 14 - FORMULAR P

EINSPRUCH BEI DER WALLONISCHEN REGIERUNG

(5) BESCHLUSS - ZUR GEWÄHRUNG - ZUR ABLEHNUNG - EINER VERSTÄDTERUNGSGENEHMIGUNG

Der Minister,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie;
Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches;

In der Erwägung, dass ... einen Antrag auf eine Verstädterungsgenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Flur ..., betreffend ...

(1) In der Erwägung, dass der vollständige Genehmigungsantrag:

an die Gemeindeverwaltung am... (Datum) gerichtet wurde;

bei der Gemeindeverwaltung gegen eine Abnahmebescheinigung vom ... (Datum) abgegeben wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gemeindegremium der Gemeinde am die Verstädterungsgenehmigung gewährt - unter Bedingungen gewährt - abgelehnt hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Beschluss des Gemeindegremiums durch den Antragsteller am ... erhalten wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller den beauftragten Beamten am ... angerufen hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte am die Verstädterungsgenehmigung gewährt - unter Bedingungen gewährt - abgelehnt hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Beschluss des beauftragten Beamten durch den Antragsteller am ... erhalten wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte nicht innerhalb der in Artikel 118 § 2 des vorerwähnten Gesetzbuches vorgeschriebenen Frist befunden hat; dass eine Nicht-Zustellung der Entscheidung innerhalb dieser Frist als Ablehnung angesehen wird;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller am einen am eingegangenen Einspruch bei der Regierung eingereicht hat; dass der besagte Einspruch - nicht - den gesetzlich vorgeschriebenen Formen und Fristen genügt; dass er zulässig - nicht zulässig - ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Beschluss des Gemeindegremiums durch den beauftragten Beamten am ... erhalten wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte am einen am eingegangenen Einspruch bei der Regierung eingereicht hat; dass der besagte Einspruch - nicht - den in Art. 119 § 2 des besagten Gesetzbuches erwähnten Formen und Fristen genügt; dass der Einspruch - nicht - ebenfalls dem Antragsteller gleichzeitig mit der Zustellung an den Minister übermittelt worden ist; dass er zulässig - nicht zulässig ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Beschluss des beauftragten Beamten durch das Gemeindegremium am ... erhalten wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass Gemeindegremium am einen am eingegangenen Einspruch bei der Regierung eingereicht hat; dass der besagte Einspruch - nicht - den gesetzlich vorgeschriebenen Formen und Fristen genügt; dass er zulässig - nicht zulässig - ist;

(2) In der Erwägung, dass der Antragsteller am ... ein Erinnerungsschreiben an die Regierung gerichtet hat; dass dieses Erinnerungsschreiben am ... eingegangen ist; dass die Einsendefrist des Beschlusses im Rahmen des Einspruchs am ... abläuft;

(2) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis ... - in einem Gebiet ... im Sektorenplan von ..., der durch ... vom ... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans ..., der durch ... vom ... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende regionale Bauordnung aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass die regionale Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im durch ... vom ... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass eine durch ... vom ... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78 § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche ... steht;

(2) (4) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem gemeindlichen Gebiet oder Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem im in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut betrifft;

(2) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am ... erteilt worden ist;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ebenfalls ein Gut betrifft, das in einem der folgenden Umkreise bzw. Gebieten steht: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung - die Erschließung von neuen kommunalen Verkehrswegen - die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - das Verbreitern von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - die Streichung von bestehenden kommunalen Verkehrswegen voraussetzt -; dass der Gemeinderat nach den - in Ermangelung von - besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen dazu beraten hat - nicht beraten hat;

(2) In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung aus dem/den folgenden Grund/Gründen durchgeführt worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass - eine - keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist: ...;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass die nachstehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig - bedingt günstig - abschlägig - ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

In der Erwägung, dass in Anwendung von Art.120 des vorgenannten Gesetzbuches eine beratende Kommission eingesetzt wird, die damit beauftragt wird, begründete Gutachten über die Einsprüche im Sinne von Art. 119 des besagten Gesetzbuches abzugeben;

In der Erwägung, dass die Parteien und die operative Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" (DGO4) zu einer am ... stattgefundenen Anhörung vor der beratenden Kommission vorgeladen wurden;

(1) In der Erwägung, dass diese Kommission am ... ein - günstiges - bedingt günstiges - abschlägiges Gutachten - über den Antrag übermittelt hat; dass dieses Gutachten am ... abgegeben wurde;

(8) In der Erwägung, dass

Aus den vorerwähnten Gründen,

Beschließt:

(1) Artikel 1 - Die von ... beantragte Verstärkungsgenehmigung wird - gewährt - abgelehnt.

(5) - Der Inhaber der Genehmigung muss:

(6) 2° ...

(2) (5) (7) Artikel ... - Die Verstärkungsgenehmigung wird in ... aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt: ...

Artikel ... - Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller, dem beauftragten Beamten und dem Gemeindegremium übermittelt.

Artikel 3 - Dem Empfänger der Akte steht ein Einspruch beim Staatsrat offen, mittels einer innerhalb einer Frist von 60 Tagen ab der Zustellung des vorliegenden Beschlusses zugestellten Klageschrift, die entweder von ihm selbst, einem im Anwaltsstand oder der Liste der Anwalt-Praktikanten eingetragenen Anwalt, oder gemäß den Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches von einem Staatsangehörigen der Europäischen Union, der in seinem Land ermächtigt ist, um den Beruf eines Anwalts auszuüben, unterschrieben wird.

Die Klageschrift muss per bei der Post aufgegebenes Einschreiben an den Staatsrat gerichtet werden.

Die Klageschrift wird datiert und umfasst in Anwendung von Art. 1 der Verfahrensordnung:

1° den Namen, die Eigenschaft, den Sitz oder Wohnsitz der klagenden Partei;

2° den Gegenstand des Antrags oder des Einspruchs und eine Darstellung des Sachverhalts und der Klagemittel;

3° den Namen, den Sitz oder Wohnsitz der Gegenpartei.

Gemäß Art. 85 der Verfahrensordnung müssen außerdem drei vom Unterzeichner als gleichlautend unterschriebene Abschriften der Klageschrift beigefügt werden, sowie so viele Ausfertigungen wie es betroffene Gegenparteien gibt.

In Anwendung von Art. 3 der Verfahrensordnung muss eine Abschrift des angefochtenen Beschlusses der Klageschrift beigefügt werden.

Namur, den.....

Der Minister,

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

(3) Die Vorschriften des Sektorenplans, des kommunalen Raumordnungsplans, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Genehmigung abweicht, bitte angeben.

(4) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Erwägungsgründen vervollständigen.

(5) Zu streichen oder radieren, wenn die Genehmigung nicht erteilt wird.

(6) Gegebenenfalls durch das Gemeindegremium auszufüllen.

(7) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der fünfjährigen Verfallsfrist angeben.

(8) Die faktischen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG, DEN STÄDTEBAU, DAS ERBE UND DIE ENERGIE

1) BEKANNTMACHUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Der Genehmigungsinhaber benachrichtigt das Gemeindegremium und den beauftragten Beamten per Einsendung fünfzehn Tage im Voraus über den Anfang der Handlungen und Arbeiten.

Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist oder dass die Handlungen und Arbeiten Gegenstand des Wortlauts des in Artikel 155 § 5 erwähnten Urteils bilden, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muss die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine durch die Gemeinde oder den beauftragten Beamten als gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente oder das in Artikel 155, § 5 erwähnte Urteil den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

2) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 98 - Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstärkungsgenehmigung, in der dem Inhaber Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den übrigen Teil, wenn der Inhaber die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen nicht ausgeführt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht aufgebracht hat.

Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstärkungsgenehmigung, in der dem Inhaber keine Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den Teil des Gutes, der nicht Gegenstand der Eintragung einer der in Artikel 88 § 1 Absatz 4 erwähnten Handlungen war.

Art. 99 - Ist die Ausführung der Verstärkungsgenehmigung in Phasen erlaubt, so wird in der Genehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die fünfjährige Verfallsfrist für jede andere Phase als die erste anläuft.

Art. 100 - Der Verfall der Verstärkungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

Das Gemeindegremium kann den Verfall in einem Protokoll feststellen, das er per Einsendung an den Genehmigungsinhaber richtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

3) ABÄNDERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 102 - Entweder auf Initiative des Gemeindegremiums oder auf Antrag eines jeden Inhabers eines Loses, der Gegenstand einer Verstärkungsgenehmigung ist, kann eine Abänderung dieser Genehmigung beantragt werden, insofern diese nicht die Rechte, die aus den zwischen den Parteien ausdrücklich getroffenen Vereinbarungen hervorgehen, beeinträchtigt.

Die alleinige Übertragung der gesamten oder eines Teils der in der Verstärkungsgenehmigung enthaltenen Urkunden in einer notariellen Urkunde oder in einer privatschriftlichen Urkunde kann nicht als Vereinbarung im Sinne von Absatz 1 angesehen werden.

Art. 103 - § 1. Die Vorschriften bezüglich der Verstärkungsgenehmigung sind auf ihre Abänderung anwendbar.

Das Gemeindegremium richtet eine gleichlautende Abschrift seines Antrags per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigelegt.

Eventuelle Beanstandungen werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an den beauftragten Beamten gerichtet.

§ 2. Im Falle einer Initiative seitens des Gemeindegremiums wird der Antrag auf Abänderung gemäß Artikel 127, § 2 eingereicht.

§ 3. Im Falle eines Antrags seitens des Eigentümers eines Loses und bevor dieser den Antrag einreicht, richtet er eine gleichlautende Abschrift per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigelegt.

Eventuelle Beschwerden werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an das Gemeindegremium gerichtet.

§ 4. Wenn die in der Verstärkungsgenehmigung enthaltenen Urkunden gemäß Artikel 92 den Wert eines Städtebau- und Umweltberichts erhalten haben, erfolgt deren Abänderung gemäß Artikel 33.

Art. 105 - Die Abänderung der Verstärkungsgenehmigung hat keinerlei Einfluss auf die Verfallsfrist der Verstärkungsgenehmigung, deren Abänderung beantragt worden ist.

4) BESONDERE BESTIMMUNGEN, DIE AUF DIE VERSTÄRKUNGSGENEHMIGUNGEN ANWENDBAR SIND, DIE STÄDTEBAULICHE AUFLAGEN ODER DIE ERSCHLIESSUNG NEUER VERKEHRSWEGE ERFORDERN

Art. 95 - Niemand darf die Aufteilung eines Teils eines Gutes, das Gegenstand einer Verstärkungsgenehmigung ist, die städtebauliche Auflagen oder die Anlage, die Änderung oder das Abschaffen eines Gemeindegeweges erfordert, vornehmen, bevor der Inhaber der Genehmigung entweder die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen ausgeführt, oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Die Erfüllung dieser Formalität wird in einer durch das Gemeindegremium ausgestellten Bescheinigung beurkundet und per Einsendung an den Genehmigungsinhaber gerichtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

Außer wenn die Ausrüstung durch die öffentlichen Behörden ausgeführt worden ist, bleibt der Inhaber der Genehmigung mit dem Unternehmer und dem Architekten zehn Jahre lang für die Ausrüstung gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Region, der Gemeinde und den Käufern der Lose, und zwar innerhalb der in den Artikeln 1792 und 2270 des Zivilgesetzbuches bestimmten Grenzen.

Gegebenenfalls wird in der Genehmigung festgelegt, welche der Lose abgetreten werden dürfen, ohne dass der Inhaber die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2010 zur Festlegung der Form der Beschlüsse bezüglich der Verstärkungsgenehmigung als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 3. Juni 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

ANLAGE 14 - FORMULAR Q

EINSPRUCH BEI DER WALLONISCHEN REGIERUNG

(6) BESCHLUSS - ZUR ZULASSUNG - ZUR ABLEHNUNG - EINER ABÄNDERUNG - DER VERSTÄDTERUNGSGENEHMIGUNG - DER PARZELLIERUNGSGENEHMIGUNG

Der Minister,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches;

(1) In der Erwägung, dass ..., Eigentümer - des Loses- der Lose ... einen Antrag auf Abänderung der nicht verfallenen und durch ... vom ... genehmigten Verstädterungsgenehmigung - Parzellierungsgenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Gemarkung ... Flur ..., betreffend ...;

(1) In der Erwägung, dass der vollständige Antrag auf eine Abänderung der Genehmigung:

an die Gemeindeverwaltung am... (Datum) gerichtet wurde;

bei der Gemeindeverwaltung gegen eine Abnahmebescheinigung vom ... (Datum) abgegeben wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gemeindegremium der Gemeinde ... am den Antrag auf eine Abänderung der Verstädterungsgenehmigung - Parzellierungsgenehmigung - zugelassen - unter Bedingungen zugelassen - abgelehnt hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Beschluss des Gemeindegremiums durch den Antragsteller am ... erhalten wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller den beauftragten Beamten am ... angerufen hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte am den Antrag auf Abänderung der Verstädterungsgenehmigung - Parzellierungsgenehmigung - zugelassen - unter Bedingungen zugelassen - abgelehnt hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Beschluss des beauftragten Beamten durch den Antragsteller am ... erhalten wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte nicht innerhalb der in Artikel 118 § 2 des vorerwähnten Gesetzbuches vorgeschriebenen Frist befunden hat; dass eine Nicht-Zustellung der Entscheidung innerhalb dieser Frist als Ablehnung angesehen wird;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller am einen am eingegangenen Einspruch bei der Regierung eingereicht hat; dass der besagte Einspruch - nicht - den gesetzlich vorgeschriebenen Formen und Fristen genügt; dass er zulässig - nicht zulässig - ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Beschluss des Gemeindegremiums durch den beauftragten Beamten am ... erhalten wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte am einen am eingegangenen Einspruch bei der Regierung eingereicht hat; dass der besagte Einspruch - nicht - den in Artikel 119 § 2 des besagten Gesetzbuches erwähnten Formen und Fristen genügt; dass der Einspruch - nicht - ebenfalls dem Antragsteller gleichzeitig mit der Zustellung an den Minister übermittelt worden ist; dass er zulässig - nicht zulässig ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Beschluss des beauftragten Beamten durch das Gemeindegremium am ... erhalten wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass Gemeindegremium am einen am eingegangenen Einspruch bei der Regierung eingereicht hat; dass der besagte Einspruch - nicht - den gesetzlich vorgeschriebenen Formen und Fristen genügt; dass er zulässig - nicht zulässig - ist;

(2) In der Erwägung, dass der Antragsteller am ... ein Erinnerungsschreiben an die Regierung gerichtet hat; dass dieses Erinnerungsschreiben am ... eingegangen ist; dass die Einsendefrist des Beschlusses im Rahmen des Einspruchs am ... abläuft;

(1) (2) In der Erwägung, dass alle Eigentümer eines Loses, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben, vor dessen Einreichung, eine gleichlautende Abschrift des Antrags per Einsendung erhalten haben; dass der - die Eigentümer des/der Lose ... binnen dreißig Tagen nach dem Empfang der gleichlautenden Abschrift eine Beschwerde eingereicht hat/haben;

(1) (2) In der Erwägung, dass der (die) Eigentümer des Loses - der Lose -, der (die) den Antrag nicht gegengezeichnet hat (haben) - keine gleichlautende Abschrift dieses Antrags per Einsendung erhalten hat (haben);

(1) (3) In der Erwägung, dass sich aus der eingereichten Antragsakte oder den eingereichten Beschwerden - nicht - ergibt, dass die Zulassung zur Abänderung der Genehmigung die Rechte beeinträchtigt, die aus ausdrücklichen Vereinbarungen zwischen den Parteien entstehen;

(2) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis ... - in einem Gebiet ... im Sektorenplan von ..., der durch ... vom ... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans ..., der durch ... vom ... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende regionale Bauordnung aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass die regionale Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im durch ... vom ... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass eine durch ... vom ... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78 § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche ... steht;

(2) (4) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem gemeindlichen Gebiet oder Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut betrifft;

(2) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am ... erteilt worden ist;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung ebenfalls ein Gut betrifft, das in einem der folgenden Umkreise bzw. Gebieten steht: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung - die Erschließung von neuen kommunalen Verkehrswegen - die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - das Verbreitern von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - die Streichung von bestehenden kommunalen Verkehrswegen voraussetzt -; dass der Gemeinderat nach den - in Ermangelung von - besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen dazu beraten hat - nicht beraten hat;

(2) In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung aus dem/den folgenden Grund/Gründen durchgeführt worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass - eine - keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist: ...;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass die nachstehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig - bedingt günstig - abschlägig - ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

In der Erwägung, dass in Anwendung von Artikel 120 des vorgenannten Gesetzbuches eine beratende Kommission eingesetzt wird, die damit beauftragt wird, begründete Gutachten über die Einsprüche im Sinne von Artikel 119 des besagten Gesetzbuches abzugeben;

In der Erwägung, dass die Parteien und die operative Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" (DGO4) zu einer am ... stattgefundenen Anhörung vor der beratenden Kommission vorgeladen wurden;

(1) In der Erwägung, dass diese Kommission am ... ein - günstiges - bedingt günstiges - abschlägiges Gutachten - über den Antrag übermittelt hat; dass dieses Gutachten am ... abgegeben wurde;

(8) In der Erwägung, dass

Aus den vorerwähnten Gründen,

Beschließt:

(1) Artikel 1 - Die von ... beantragte Abänderung der Verstärkungsgenehmigung - Parzellierungsgenehmigung - wird zugelassen - abgelehnt.

(5) - Der Inhaber der Genehmigung muss:

(6) 2° ...

(1) (2) (5) (7) Artikel ... - Die beantragte Abänderung der Verstärkungsgenehmigung - Parzellierungsgenehmigung - wird in ... aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt: ...

Artikel ... - Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller, dem beauftragten Beamten und dem Gemeindegremium übermittelt.

Artikel ... - Dem Empfänger der Akte steht ein Einspruch beim Staatsrat offen, mittels einer innerhalb einer Frist von 60 Tagen ab der Zustellung des vorliegenden Beschlusses zugestellten Klageschrift, die entweder von ihm selbst, einem im Anwaltsstand oder der Liste der Anwalt-Praktikanten eingetragenen Anwalt, oder gemäß den Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches von einem Staatsangehörigen der Europäischen Union, der in seinem Land ermächtigt ist, um den Beruf eines Anwalts auszuüben, unterschrieben wird.

Die Klageschrift muss per bei der Post aufgegebenes Einschreiben an den Staatsrat gerichtet werden.

Die Klageschrift wird datiert und umfasst in Anwendung von Artikel 1 der Verfahrensordnung:

1° den Namen, die Eigenschaft, den Sitz oder Wohnsitz der klagenden Partei;

2° den Gegenstand des Antrags oder des Einspruchs und eine Darstellung des Sachverhalts und der Klagemittel;

3° den Namen, den Sitz oder Wohnsitz der Gegenpartei.

Gemäß Art. 85 der Verfahrensordnung müssen außerdem drei vom Unterzeichner als gleichlautend unterschriebene Abschriften der Klageschrift beigefügt werden, sowie so viele Ausfertigungen wie es betroffene Gegenparteien gibt.

In Anwendung von Artikel 3 der Verfahrensordnung muss eine Abschrift des angefochtenen Beschlusses der Klageschrift beigefügt werden.

Namur, den.....

Der Minister,

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

(3) Die Vorschriften des Sektorenplans, des kommunalen Raumordnungsplans, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Genehmigung abweicht, bitte angeben.

(4) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Erwägungsgründen vervollständigen.

(5) Zu streichen oder radieren, wenn die Genehmigung nicht erteilt wird.

(6) Gegebenenfalls durch das Gemeindegremium auszufüllen.

(7) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der fünfjährigen Verfallsfrist angeben.

(8) Die faktischen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG, DEN STÄDTEBAU, DAS ERBE UND DIE ENERGIE

1) BESCHWERDEWEGE

Art. 119 - § 1. Der Antragsteller kann bei der Regierung einen begründeten Einspruch einreichen:

1° innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der Entscheidung des beauftragten Beamten;

2° nach fünfundvierzig Tagen ab der Anrufung des beauftragten Beamten, und insofern die Entscheidung des beauftragten Beamten ihm noch nicht zugegangen ist.

Dem Einspruch wird eine Abschrift der Pläne des Genehmigungsantrags und des angefochtenen Beschlusses beigefügt. Die Untersuchungs- und Entscheidungsfristen laufen erst ab dem Eingang dieser Abschrift.

Art. 452/8 - Der in Artikel 119 angeführte Einspruch ist durch eine Sendung an den Generaldirektor der operativen Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" des öffentlichen Dienstes der Wallonie zu richten.

Der Antragsteller, der den Einspruch einlegt, gibt Folgendes an:

1° entweder das Datum, an dem ihm der Beschluss des beauftragten Beamten zugestellt wurde.

2° oder das Datum der Anrufung des beauftragten Beamten.

Dem Einspruch legt der Antragsteller eine Abschrift der Pläne des Antrags auf Genehmigung und ggf. des Beschlusses, für den der Einspruch erhoben ist, bei.

2) AUSSETZUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 119 - § 2. Der Einspruch des Gemeindegremiums sowie die Frist, in der Einspruch erhoben werden muss, haben aufschiebende Wirkung.

3) BEKANNTMACHUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Der Genehmigungsinhaber benachrichtigt das Gemeindegremium und den beauftragten Beamten per Einsendung fünfzehn Tage im Voraus über den Anfang der Handlungen und Arbeiten.

Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist oder dass die Handlungen und Arbeiten Gegenstand des Wortlauts des in Artikel 155 § 5 erwähnten Urteils bilden, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muss die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine durch die Gemeinde oder den beauftragten Beamten als gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente oder das in Artikel 155 § 5 erwähnte Urteil den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

4) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 98 - Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstädterungsgenehmigung, in der dem Inhaber Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den übrigen Teil, wenn der Inhaber die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen nicht ausgeführt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht aufgebracht hat.

Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstädterungsgenehmigung, in der dem Inhaber keine Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den Teil des Gutes, der nicht Gegenstand der Eintragung einer der in Artikel 88, § 1, Absatz 4 erwähnten Handlungen war.

Art. 99 - Ist die Ausführung der Verstädterungsgenehmigung in Phasen erlaubt, so wird in der Genehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die fünfjährige Verfallsfrist für jede andere Phase als die erste anläuft.

Art. 100 - Der Verfall der Verstädterungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

Das Gemeindegremium kann den Verfall in einem Protokoll feststellen, das er per Einsendung an den Genehmigungsinhaber richtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

5) ABÄNDERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 102 - Entweder auf Initiative des Gemeindegremiums oder auf Antrag eines jeden Inhabers eines Loses, der Gegenstand einer Verstädterungsgenehmigung ist, kann eine Abänderung dieser Genehmigung beantragt werden, insofern diese nicht die Rechte, die aus den zwischen den Parteien ausdrücklich getroffenen Vereinbarungen hervorgehen, beeinträchtigt.

Die alleinige Übertragung der gesamten oder eines Teils der in der Verstädterungsgenehmigung enthaltenen Urkunden in einer notariellen Urkunde oder in einer privatschriftlichen Urkunde kann nicht als Vereinbarung im Sinne von Absatz 1 angesehen werden.

Art. 103 - § 1. Die Vorschriften bezüglich der Verstädterungsgenehmigung sind auf ihre Abänderung anwendbar.

Das Gemeindegremium richtet eine gleichlautende Abschrift seines Antrags per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigefügt.

Eventuelle Beanstandungen werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an den beauftragten Beamten gerichtet.

§ 2. Im Falle einer Initiative seitens des Gemeindegremiums wird der Antrag auf Abänderung gemäß Artikel 127, § 2 eingereicht.

§ 3. Im Falle eines Antrags seitens des Eigentümers eines Loses und bevor dieser den Antrag einreicht, richtet er eine gleichlautende Abschrift per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigefügt.

Eventuelle Beschwerden werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an das Gemeindegremium gerichtet.

§ 4. Wenn die in der Verstädterungsgenehmigung enthaltenen Urkunden gemäß Artikel 92 den Wert eines Städtebau- und Umweltberichts erhalten haben, erfolgt deren Abänderung gemäß Artikel 33.

Art. 105 - Die Abänderung der Verstärkungsgenehmigung hat keinerlei Einfluss auf die Verfallsfrist der Verstärkungsgenehmigung, deren Abänderung beantragt worden ist.

6) BESONDERE BESTIMMUNGEN, DIE AUF DIE VERSTÄDTERUNGSGENEHMIGUNGEN ANWENDBAR SIND, DIE STÄDTEBAULICHE AUFLAGEN ODER DIE ERSCHLIESSUNG NEUER VERKEHRSWEGE ERFORDERN

Art. 95 - Niemand darf die Aufteilung eines Teils eines Gutes, das Gegenstand einer Verstärkungsgenehmigung ist, die städtebauliche Auflagen oder die Anlage, die Änderung oder das Abschaffen eines Gemeindegeweges erfordert, vornehmen, bevor der Inhaber der Genehmigung entweder die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen ausgeführt, oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Die Erfüllung dieser Formalität wird in einer durch das Gemeindegremium ausgestellten Bescheinigung beurkundet und per Einsendung an den Genehmigungsinhaber gerichtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

Außer wenn die Ausrüstung durch die öffentlichen Behörden ausgeführt worden ist, bleibt der Inhaber der Genehmigung mit dem Unternehmer und dem Architekten zehn Jahre lang für die Ausrüstung gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Region, der Gemeinde und den Käufern der Lose, und zwar innerhalb der in den Artikeln 1792 und 2270 des Zivilgesetzbuches bestimmten Grenzen.

Gegebenenfalls wird in der Genehmigung festgelegt, welche der Lose abgetreten werden dürfen, ohne dass der Inhaber die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2010 zur Festlegung der Form der Beschlüsse bezüglich der Verstärkungsgenehmigung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 3. Juni 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE 31 - FORMULAR B

(1) BESCHLUSS - ZUR GEWÄHRUNG - ZUR ABLEHNUNG - EINER VERSTÄDTERUNGSGENEHMIGUNG

Das Gemeindegremium,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung;

In der Erwägung, dass ... einen Antrag auf eine Verstärkungsgenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Flur ..., betreffend ...

(1) In der Erwägung, dass der vollständige Genehmigungsantrag:

an die Gemeindeverwaltung am... (Datum) gerichtet wurde;

bei der Gemeindeverwaltung gegen eine Abnahmebescheinigung vom ... (Datum) abgegeben wurde;

(2) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis ... - in einem Gebiet ... im Sektorenplan von ..., der durch ... vom ... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans ..., der durch ... vom ... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende regionale Bauordnung aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass die regionale Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im durch ... vom ... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass eine durch ... vom ... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78 § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche ... steht;

(2) (4) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem gemeindlichen Gebiet oder Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem im in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut - betrifft; dass die Genehmigung aufgrund des Artikels 109 des vorerwähnten Gesetzbuches nach gleichlautendem Gutachten des beauftragten Beamten gewährt wird;

(2) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am ... erteilt worden ist;

((1) (2) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ebenfalls ein Gut betrifft, das in einem der folgenden Umkreise bzw. Gebieten steht: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung - die Erschließung von neuen kommunalen Verkehrswegen - die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - das Verbreitern von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - die Streichung von bestehenden kommunalen Verkehrswegen voraussetzt -; dass der Gemeinderat nach den - in Ermangelung von - besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen dazu beraten hat - nicht beraten hat;

(2) In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung aus dem/den folgenden Grund/Gründen durchgeführt worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass - eine - keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Beschluss des beauftragten Beamten über den am ... durch das Gemeindegremium übermittelten Antrag auf Abweichung - günstig - bedingt günstig - abschlägig ist -; dass sein Beschluss wie folgt verfasst und begründet ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der am ... übermittelte Beschluss des beauftragten Beamten dem Gemeindegremium nicht innerhalb von 35 Tagen ab dessen Antrag zugeschickt worden ist; dass der nicht zeitig vorgelegte Beschluss des beauftragten Beamten gemäß Artikel 116 § 5 Absatz 2 des vorerwähnten Gesetzbuches als günstig gilt;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass die nachstehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig - bedingt günstig - abschlägig - ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

(1) (2) In der Erwägung, dass das - gleichlautende - Gutachten des beauftragten Beamten am ... in Anwendung des Artikels - 107 § 2 - 109 - des vorerwähnten Gesetzbuches angefordert worden ist; dass sein Gutachten - günstig - bedingt günstig - abschlägig ist; dass sein - gleichlautendes - Gutachten wie folgt verfasst und begründet ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass das am ... übermittelte - gleichlautende - Gutachten des beauftragten Beamten dem Gemeindegremium nicht innerhalb von 35 Tagen ab dessen Antrag zugeschickt worden ist; dass das nicht zeitig vorgelegte Gutachten des beauftragten Beamten gemäß Artikel 116 § 5 Absatz 2 des vorerwähnten Gesetzbuches als günstig gilt;

(8) In der Erwägung, dass

Aus den vorerwähnten Gründen,

Beschließt:

(1) Artikel 1 - - Die von ... beantragte Verstärkungsgenehmigung wird - gewährt - abgelehnt.

(5) - Der Inhaber der Genehmigung muss:

(2) 1° alle im oben angeführten gleichlautenden Gutachten des beauftragten Beamten vorgeschriebenen Bedingungen einhalten müssen;

(6) 2° ...

(2) (5) (7) Artikel ... - Die Verstärkungsgenehmigung wird in ... aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt: ...

Artikel ... - Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller und dem beauftragten Beamten im Hinblick auf die etwaige Ausübung deren Beschwerderechts übermittelt.

... .., den;

DURCH DAS KOLLEGIUM:

Der Gemeindegemeinsekretär, Der Bürgermeister,

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

(3) Die Vorschriften des Sektorenplans, des kommunalen Raumordnungsplans, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Genehmigung abweicht, bitte angeben.

(4) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Erwägungsgründen vervollständigen.

(5) Zu streichen oder radieren, wenn die Genehmigung nicht erteilt wird.

(6) Gegebenenfalls durch das Gemeindegremium auszufüllen.

(7) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der fünfjährigen Verfallsfrist angeben.

(8) Die faktischen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG, DEN STÄDTEBAU, DAS ERBE UND DIE ENERGIE

1) BESCHWERDEWEGE

Art. 119 - § 1. Der Antragsteller kann innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Beschlusses des Gemeindegremiums bei der Regierung einen begründeten Einspruch einreichen.

Dem Einspruch wird eine Abschrift der Pläne des Genehmigungsantrags und des angefochtenen Beschlusses beigefügt. Die Untersuchungs- und Entscheidungsfristen laufen erst ab dem Eingang dieser Abschrift.

Art. 452/8 - Der in Artikel 119 angeführte Einspruch ist durch eine Sendung an den Generaldirektor der operativen Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" des öffentlichen Dienstes der Wallonie zu richten.

Der Antragsteller, der einen Einspruch erhebt, vermerkt das Datum, an er den Beschluss des Gemeindegremiums empfangen hat.

Dem Einspruch legt der Antragsteller eine Abschrift der Pläne des Antrags auf Genehmigung und ggf. des Beschlusses, für den der Einspruch erhoben ist, bei.

2) AUSSETZUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 119 - § 2. Der Einspruch des beauftragten Beamten sowie die Frist, in der Einspruch erhoben werden muss, haben aufschiebende Wirkung.

3) BEKANNTMACHUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Der Genehmigungsinhaber benachrichtigt das Gemeindegremium und den beauftragten Beamten per Einsendung fünfzehn Tage im Voraus über den Anfang der Handlungen und Arbeiten.

Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist oder dass die Handlungen und Arbeiten Gegenstand des Wortlauts des in Artikel 155 § 5 erwähnten Urteils bilden, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle

aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muss die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine durch die Gemeinde oder den beauftragten Beamten als gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente oder das in Artikel 155, § 5 erwähnte Urteil den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

4) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 98 - Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstädterungsgenehmigung, in der dem Inhaber Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den übrigen Teil, wenn der Inhaber die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen nicht ausgeführt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht aufgebracht hat.

Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstädterungsgenehmigung, in der dem Inhaber keine Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den Teil des Gutes, der nicht Gegenstand der Eintragung einer der in Artikel 88 § 1 Absatz 4 erwähnten Handlungen war.

Art. 99 - Ist die Ausführung der Verstädterungsgenehmigung in Phasen erlaubt, so wird in der Genehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die fünfjährige Verfallsfrist für jede andere Phase als die erste anläuft.

Art. 100 - Der Verfall der Verstädterungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

Das Gemeindegremium kann den Verfall in einem Protokoll feststellen, das er per Einsendung an den Genehmigungsinhaber richtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

5) ABÄNDERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 102 - Entweder auf Initiative des Gemeindegremiums oder auf Antrag eines jeden Inhabers eines Loses, der Gegenstand einer Verstädterungsgenehmigung ist, kann eine Abänderung dieser Genehmigung beantragt werden, insofern diese nicht die Rechte, die aus den zwischen den Parteien ausdrücklich getroffenen Vereinbarungen hervorgehen, beeinträchtigt.

Die alleinige Übertragung der gesamten oder eines Teils der in der Verstädterungsgenehmigung enthaltenen Urkunden in einer notariellen Urkunde oder in einer privatschriftlichen Urkunde kann nicht als Vereinbarung im Sinne von Absatz 1 angesehen werden.

Art. 103 - § 1. Die Vorschriften bezüglich der Verstädterungsgenehmigung sind auf ihre Abänderung anwendbar.

Das Gemeindegremium richtet eine gleichlautende Abschrift seines Antrags per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigelegt.

Eventuelle Beanstandungen werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an den beauftragten Beamten gerichtet.

§ 2. Im Falle einer Initiative seitens des Gemeindegremiums wird der Antrag auf Abänderung gemäß Artikel 127, § 2 eingereicht.

§ 3. Im Falle eines Antrags seitens des Eigentümers eines Loses und bevor dieser den Antrag einreicht, richtet er eine gleichlautende Abschrift per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigelegt.

Eventuelle Beschwerden werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an das Gemeindegremium gerichtet.

§ 4. Wenn die in der Verstädterungsgenehmigung enthaltenen Urkunden gemäß Artikel 92 den Wert eines Städtebau- und Umweltberichts erhalten haben, erfolgt deren Abänderung gemäß Artikel 33.

Art. 105 - Die Abänderung der Verstädterungsgenehmigung hat keinerlei Einfluss auf die Verfallsfrist der Verstädterungsgenehmigung, deren Abänderung beantragt worden ist.

6) BESONDERE BESTIMMUNGEN, DIE AUF DIE VERSTÄDTERUNGSGENEHMIGUNGEN ANWENDBAR SIND, DIE STÄDTEBAULICHE AUFLAGEN ODER DIE ERSCHLIESSUNG NEUER VERKEHRSWEGE ERFORDERN

Art. 95 - Niemand darf die Aufteilung eines Teils eines Gutes, das Gegenstand einer Verstädterungsgenehmigung ist, die städtebauliche Auflagen oder die Anlage, die Änderung oder das Abschaffen eines Gemeindegeweges erfordert, vornehmen, bevor der Inhaber der Genehmigung entweder die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen ausgeführt, oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Die Erfüllung dieser Formalität wird in einer durch das Gemeindegremium ausgestellten Bescheinigung beurkundet und per Einsendung an den Genehmigungsinhaber gerichtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

Außer wenn die Ausrüstung durch die öffentlichen Behörden ausgeführt worden ist, bleibt der Inhaber der Genehmigung mit dem Unternehmer und dem Architekten zehn Jahre lang für die Ausrüstung gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Region, der Gemeinde und den Käufern der Lose, und zwar innerhalb der in den Artikeln 1792 und 2270 des Zivilgesetzbuches bestimmten Grenzen.

Gegebenenfalls wird in der Genehmigung festgelegt, welche der Lose abgetreten werden dürfen, ohne dass der Inhaber die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2010 zur Festlegung der Form der Beschlüsse bezüglich der Verstädterungsgenehmigung als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 3. Juni 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE 31 - FORMULAR C

(1) BESCHLUSS - ZUR ZULASSUNG - ZUR ABLEHNUNG - DER ABÄNDERUNG - EINER VERSTÄDTERUNGSGENEHMIGUNG - PARZELLIERUNGSGENEHMIGUNG

Das Gemeindegremium,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung;

(1) In der Erwägung, dass ..., Eigentümer - des Loses- der Lose ... einen Antrag auf Abänderung der nicht verfallenen und durch ... vom ... genehmigten Verstädterungsgenehmigung - Parzellierungsgenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Gemarkung ... Flur ..., betreffend ...;

(1) In der Erwägung, dass der vollständige Antrag auf eine Abänderung der Genehmigung:

an die Gemeindeverwaltung am... (Datum) gerichtet wurde;

bei der Gemeindeverwaltung gegen eine Abnahmebescheinigung vom ... (Datum) abgegeben wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass alle Eigentümer eines Loses, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben, vor dessen Einreichung, eine gleichlautende Abschrift des Antrags per Einsendung erhalten haben; dass der - die Eigentümer des/der Lose ... binnen dreißig Tagen nach dem Empfang der gleichlautenden Abschrift eine Beschwerde eingereicht hat/haben;

(1) (2) In der Erwägung, dass der (die) Eigentümer des Loses - der Lose -, der (die) den Antrag nicht gegengezeichnet hat (haben) - keine gleichlautende Abschrift dieses Antrags per Einsendung erhalten hat (haben);

(1) (3) In der Erwägung, dass sich aus der eingereichten Antragsakte oder den eingereichten Beschwerden - nicht - ergibt, dass die Zulassung zur Abänderung der Genehmigung die Rechte beeinträchtigt, die aus ausdrücklichen Vereinbarungen zwischen den Parteien entstehen;

(2) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis ... - in einem Gebiet ... im Sektorenplan von ..., der durch ... vom ... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans ..., der durch ... vom ... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende regionale Bauordnung aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass die regionale Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im durch ... vom ... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass eine durch ... vom ... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78, § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche ... steht;

(2) (4) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem gemeindlichen Gebiet oder Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf eine Abänderung der Genehmigung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem im in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut - betrifft; dass die Abänderung die Genehmigung aufgrund des Artikels 109 des vorerwähnten Gesetzbuches nach gleichlautendem Gutachten des beauftragten Beamten gewährt wird;

(2) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am ... erteilt worden ist;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung ebenfalls ein Gut betrifft, das in einem der folgenden Umkreise bzw. Gebieten steht: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung - die Erschließung von neuen kommunalen Verkehrswegen - die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - das Verbessern von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - die Streichung von bestehenden kommunalen Verkehrswegen voraussetzt -; dass der Gemeinderat nach den - in Ermangelung von - besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen dazu beraten hat - nicht beraten hat;

(2) In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung aus dem/den folgenden Grund/Gründen durchgeführt worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass - eine - keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Beschluss des beauftragten Beamten über den am ... durch das Gemeindegremium übermittelten Antrag auf Abweichung - günstig - bedingt günstig - abschlägig ist -; dass sein Beschluss wie folgt verfasst und begründet ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der am ... übermittelte Beschluss des beauftragten Beamten dem Gemeindegremium nicht innerhalb von 35 Tagen ab dessen Antrag zugeschickt worden ist; dass der nicht zeitig vorgelegte Beschluss des beauftragten Beamten gemäß Artikel 116, § 5, Absatz 2 des vorerwähnten Gesetzbuches als günstig gilt;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass die nachstehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig - bedingt günstig - abschlägig - ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

(1) (2) In der Erwägung, dass das - gleichlautende - Gutachten des beauftragten Beamten am ... in Anwendung des Artikels - 107, § 2, - 109 - des vorerwähnten Gesetzbuches angefordert worden ist; dass sein Gutachten - günstig - bedingt günstig - abschlägig ist; dass sein - gleichlautendes - Gutachten wie folgt verfasst und begründet ist: ...;

4) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 98 - Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstärkungsgenehmigung, in der dem Inhaber Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den übrigen Teil, wenn der Inhaber die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen nicht ausgeführt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht aufgebracht hat.

Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstärkungsgenehmigung, in der dem Inhaber keine Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den Teil des Gutes, der nicht Gegenstand der Eintragung einer der in Artikel 88 § 1 Absatz 4 erwähnten Handlungen war.

Art. 99 - Ist die Ausführung der Verstärkungsgenehmigung in Phasen erlaubt, so wird in der Genehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die fünfjährige Verfallsfrist für jede andere Phase als die erste anläuft.

Art. 100 - Der Verfall der Verstärkungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

Das Gemeindegremium kann den Verfall in einem Protokoll feststellen, das er per Einsendung an den Genehmigungsinhaber richtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

5) ABÄNDERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 102 - Entweder auf Initiative des Gemeindegremiums oder auf Antrag eines jeden Inhabers eines Loses, der Gegenstand einer Verstärkungsgenehmigung ist, kann eine Abänderung dieser Genehmigung beantragt werden, insofern diese nicht die Rechte, die aus den zwischen den Parteien ausdrücklich getroffenen Vereinbarungen hervorgehen, beeinträchtigt.

Die alleinige Übertragung der gesamten oder eines Teils der in der Verstärkungsgenehmigung enthaltenen Urkunden in einer notariellen Urkunde oder in einer privatschriftlichen Urkunde kann nicht als Vereinbarung im Sinne von Absatz 1 angesehen werden.

Art. 103 - § 1. Die Vorschriften bezüglich der Verstärkungsgenehmigung sind auf ihre Abänderung anwendbar.

Das Gemeindegremium richtet eine gleichlautende Abschrift seines Antrags per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigelegt.

Eventuelle Beanstandungen werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an den beauftragten Beamten gerichtet.

§ 2. Im Falle einer Initiative seitens des Gemeindegremiums wird der Antrag auf Abänderung gemäß Artikel 127 § 2 eingereicht.

§ 3. Im Falle eines Antrags seitens des Eigentümers eines Loses und bevor dieser den Antrag einreicht, richtet er eine gleichlautende Abschrift per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigelegt.

Eventuelle Beschwerden werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an das Gemeindegremium gerichtet.

§ 4. Wenn die in der Verstärkungsgenehmigung enthaltenen Urkunden gemäß Artikel 92 den Wert eines Städtebau- und Umweltberichts erhalten haben, erfolgt deren Abänderung gemäß Artikel 33.

Art. 105 - Die Abänderung der Verstärkungsgenehmigung hat keinerlei Einfluss auf die Verfallsfrist der Verstärkungsgenehmigung, deren Abänderung beantragt worden ist.

6) BESONDERE BESTIMMUNGEN, DIE AUF DIE VERSTÄRKUNGSGENEHMIGUNGEN ANWENDBAR SIND, DIE STÄDTEBAULICHE AUFLAGEN ODER DIE ERSCHLIESSUNG NEUER VERKEHRSWEGE ERFORDERN

Art. 95 - Niemand darf die Aufteilung eines Teils eines Gutes, das Gegenstand einer Verstärkungsgenehmigung ist, die städtebauliche Auflagen oder die Anlage, die Änderung oder das Abschaffen eines Gemeindegeweges erfordert, vornehmen, bevor der Inhaber der Genehmigung entweder die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen ausgeführt, oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Die Erfüllung dieser Formalität wird in einer durch das Gemeindegremium ausgestellten Bescheinigung beurkundet und per Einsendung an den Genehmigungsinhaber gerichtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

Außer wenn die Ausrüstung durch die öffentlichen Behörden ausgeführt worden ist, bleibt der Inhaber der Genehmigung mit dem Unternehmer und dem Architekten zehn Jahre lang für die Ausrüstung gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Region, der Gemeinde und den Käufern der Lose, und zwar innerhalb der in den Artikeln 1792 und 2270 des Zivilgesetzbuches bestimmten Grenzen.

Gegebenenfalls wird in der Genehmigung festgelegt, welche der Lose abgetreten werden dürfen, ohne dass der Inhaber die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2010 zur Festlegung der Form der Beschlüsse bezüglich der Verstärkungsgenehmigung als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 3. Juni 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

ANLAGE 32 - FORMULAR E

ANRUFUNG DES BEAUFTRAGTEN BEAMTEN

(1) BESCHLUSS - ZUR GEWÄHRUNG - ZUR ABLEHNUNG - EINER VERSTÄDTERUNGSGENEHMIGUNG

Der beauftragte Beamte,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches;

In der Erwägung, dass ... einen Antrag auf eine Verstädterungsgenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Flur ..., betreffend ...

(1) In der Erwägung, dass der vollständige Genehmigungsantrag:

an die Gemeindeverwaltung am ... (Datum) gerichtet wurde;

bei der Gemeindeverwaltung gegen eine Abnahmebescheinigung vom ... (Datum) abgegeben wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller den beauftragten Beamten dazu aufgefordert hat, über seinen Genehmigungsantrag vom ... zu befinden; dass die Anrufung des beauftragten Beamten aus folgenden Gründen zulässig - nicht zulässig ist: ...;

(2) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis ... - in einem Gebiet ... im Sektorenplan von ..., der durch ... vom ... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans ..., der durch ... vom ... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende regionale Bauordnung aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass die regionale Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im durch ... vom ... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass eine durch ... vom ... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78, § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche ... steht;

(2) (4) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem gemeindlichen Gebiet oder Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem im in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut betrifft;

(2) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am ... erteilt worden ist;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ebenfalls ein Gut betrifft, das in einem der folgenden Umkreise bzw. Gebieten steht: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung - die Erschließung von neuen kommunalen Verkehrswegen - die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - das Verbreitern von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - die Streichung von bestehenden kommunalen Verkehrswegen voraussetzt -; dass der Gemeinderat nach den - in Ermangelung von - besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen dazu beraten hat - nicht beraten hat;

(2) In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung aus dem/den folgenden Grund/Gründen durchgeführt worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass - eine - keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist: ...;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass die nachstehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig - bedingt günstig - abschlägig - ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

(8) In der Erwägung, dass

Aus den vorerwähnten Gründen,

Beschließt:

(1) Artikel 1 - - Die von ... beantragte Verstädterungsgenehmigung wird - gewährt - abgelehnt.

(5) - Der Inhaber der Genehmigung muss:

(6) 2° ...

(2) (5) (7) Artikel ... - Die Verstädterungsgenehmigung wird in ... aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt: ...

Artikel ... - Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller und dem Gemeindegremium im Hinblick auf die etwaige Ausübung deren Beschwerderechts übermittelt.

... .., den;

Der beauftragte Beamte,

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

(3) Die Vorschriften des Sektorenplans, des kommunalen Raumordnungsplans, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Genehmigung abweicht, bitte angeben.

(4) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Erwägungsgründen vervollständigen.

(5) Zu streichen oder radieren, wenn die Genehmigung nicht erteilt wird.

(6) Gegebenenfalls durch das Gemeindegremium auszufüllen.

(7) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der fünfjährigen Verfallsfrist angeben.

(8) Die faktischen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG, DEN STÄDTEBAU, DAS ERBE UND DIE ENERGIE

1) BESCHWERDEWEGE

Art. 119 - § 1. Der Antragsteller kann innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Beschlusses des beauftragten Beamten bei der Regierung einen begründeten Einspruch einreichen.

Dem Einspruch wird eine Abschrift der Pläne des Genehmigungsantrags und des angefochtenen Beschlusses beigelegt. Die Untersuchungs- und Entscheidungsfristen laufen erst ab dem Eingang dieser Abschrift.

Art. 452/8 - Der in Artikel 119 angeführte Einspruch ist durch eine Sendung an den Generaldirektor der operativen Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" des öffentlichen Dienstes der Wallonie zu richten.

Der Antragsteller, der den Einspruch einlegt, gibt Folgendes an:

1° entweder das Datum, an dem ihm der Beschluss des beauftragten Beamten zugestellt wurde.

2° oder das Datum der Anrufung des beauftragten Beamten.

Dem Einspruch legt der Antragsteller eine Abschrift der Pläne des Antrags auf Genehmigung und ggf. des Beschlusses, für den der Einspruch erhoben ist, bei.

2) AUSSETZUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 119 - § 2. Der Einspruch des Gemeindegremiums sowie die Frist, in der Einspruch erhoben werden muss, haben aufschiebende Wirkung.

3) BEKANNTMACHUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Der Genehmigungsinhaber benachrichtigt das Gemeindegremium und den beauftragten Beamten per Einsendung fünfzehn Tage im Voraus über den Anfang der Handlungen und Arbeiten.

Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist oder dass die Handlungen und Arbeiten Gegenstand des Wortlauts des in Artikel 155 § 5 erwähnten Urteils bilden, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muss die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine durch die Gemeinde oder den beauftragten Beamten als gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente oder das in Artikel 155 § 5 erwähnte Urteil den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

4) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 98 - Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstädterungsgenehmigung, in der dem Inhaber Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den übrigen Teil, wenn der Inhaber die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen nicht ausgeführt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht aufgebracht hat.

Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstädterungsgenehmigung, in der dem Inhaber keine Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den Teil des Gutes, der nicht Gegenstand der Eintragung einer der in Artikel 88, § 1, Absatz 4 erwähnten Handlungen war.

Art. 99 - Ist die Ausführung der Verstädterungsgenehmigung in Phasen erlaubt, so wird in der Genehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die fünfjährige Verfallsfrist für jede andere Phase als die erste anläuft.

Art. 100 - Der Verfall der Verstädterungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

Das Gemeindegremium kann den Verfall in einem Protokoll feststellen, das er per Einsendung an den Genehmigungsinhaber richtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

5) ABÄNDERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 102 - Entweder auf Initiative des Gemeindegremiums oder auf Antrag eines jeden Inhabers eines Loses, der Gegenstand einer Verstädterungsgenehmigung ist, kann eine Abänderung dieser Genehmigung beantragt werden, insofern diese nicht die Rechte, die aus den zwischen den Parteien ausdrücklich getroffenen Vereinbarungen hervorgehen, beeinträchtigt.

Die alleinige Übertragung der gesamten oder eines Teils der in der Verstädterungsgenehmigung enthaltenen Urkunden in einer notariellen Urkunde oder in einer privatschriftlichen Urkunde kann nicht als Vereinbarung im Sinne von Absatz 1 angesehen werden.

Art. 103 - § 1. Die Vorschriften bezüglich der Verstädterungsgenehmigung sind auf ihre Abänderung anwendbar.

Das Gemeindegremium richtet eine gleichlautende Abschrift seines Antrags per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigelegt.

Eventuelle Beanstandungen werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an den beauftragten Beamten gerichtet.

§ 2. Im Falle einer Initiative seitens des Gemeindegremiums wird der Antrag auf Abänderung gemäß Artikel 127, § 2 eingereicht.

§ 3. Im Falle eines Antrags seitens des Eigentümers eines Loses und bevor dieser den Antrag einreicht, richtet er eine gleichlautende Abschrift per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigelegt.

Eventuelle Beschwerden werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an das Gemeindegremium gerichtet.

§ 4. Wenn die in der Verstärkungsgenehmigung enthaltenen Urkunden gemäß Artikel 92 den Wert eines Städtebau- und Umweltberichts erhalten haben, erfolgt deren Abänderung gemäß Artikel 33.

Art. 105 - Die Abänderung der Verstärkungsgenehmigung hat keinerlei Einfluss auf die Verfallsfrist der Verstärkungsgenehmigung, deren Abänderung beantragt worden ist.

6) **BESONDERE BESTIMMUNGEN, DIE AUF DIE VERSTÄDTERUNGSGENEHMIGUNGEN ANWENDBAR SIND, DIE STÄDTEBAULICHE AUFLAGEN ODER DIE ERSCHLIESSUNG NEUER VERKEHRSWEGE ERFORDERN**

Art. 95 - Niemand darf die Aufteilung eines Teils eines Gutes, das Gegenstand einer Verstärkungsgenehmigung ist, die städtebauliche Auflagen oder die Anlage, die Änderung oder das Abschaffen eines Gemeindegeweges erfordert, vornehmen, bevor der Inhaber der Genehmigung entweder die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen ausgeführt, oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Die Erfüllung dieser Formalität wird in einer durch das Gemeindegremium ausgestellten Bescheinigung beurkundet und per Einsendung an den Genehmigungsinhaber gerichtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

Außer wenn die Ausrüstung durch die öffentlichen Behörden ausgeführt worden ist, bleibt der Inhaber der Genehmigung mit dem Unternehmer und dem Architekten zehn Jahre lang für die Ausrüstung gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Region, der Gemeinde und den Käufern der Lose, und zwar innerhalb der in den Artikeln 1792 und 2270 des Zivilgesetzbuches bestimmten Grenzen.

Gegebenenfalls wird in der Genehmigung festgelegt, welche der Lose abgetreten werden dürfen, ohne dass der Inhaber die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2010 zur Festlegung der Form der Beschlüsse bezüglich der Verstärkungsgenehmigung als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 3. Juni 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE 32 - FORMULAR F

ANRUFUNG DES BEAUFTRAGTEN BEAMTEN

(1) **BESCHLUSS - ZUR ZULASSUNG - ZUR ABLEHNUNG - EINER ABÄNDERUNG - DER VERSTÄDTERUNGSGENEHMIGUNG - DER PARZELLIERUNGSGENEHMIGUNG**

Der beauftragte Beamte,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches;

(1) In der Erwägung, dass ..., Eigentümer - des Loses- der Lose ... einen Antrag auf Abänderung der nicht verfallenen und durch ... vom ... genehmigten Verstärkungsgenehmigung - Parzellierungsgenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Gemarkung ... Flur ..., betreffend ...;

(1) In der Erwägung, dass der vollständige Antrag auf eine Abänderung der Genehmigung::

an die Gemeindeverwaltung am... (Datum) gerichtet wurde;

bei der Gemeindeverwaltung gegen eine Abnahmebescheinigung vom ... (Datum) abgegeben wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller den beauftragten Beamten dazu aufgefordert hat, über seinen Antrag auf eine Abänderung der Verstärkungsgenehmigung - Parzellierungsgenehmigung - vom ... zu befinden; dass die Anrufung des beauftragten Beamten aus folgenden Gründen zulässig - nicht zulässig ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass alle Eigentümer eines Loses, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben, vor dessen Einreichung, eine gleichlautende Abschrift des Antrags per Einsendung erhalten haben; dass der - die Eigentümer des/der Lose ... binnen dreißig Tagen nach dem Empfang der gleichlautenden Abschrift eine Beschwerde eingereicht hat/haben;

(1) (2) In der Erwägung, dass der (die) Eigentümer des Loses - der Lose -, der (die) den Antrag nicht gegengezeichnet hat (haben) - keine gleichlautende Abschrift dieses Antrags per Einsendung erhalten hat (haben);

(1) (3) In der Erwägung, dass sich aus der eingereichten Antragsakte oder den eingereichten Beschwerden - nicht - ergibt, dass die Zulassung zur Abänderung der Genehmigung die Rechte beeinträchtigt, die aus ausdrücklichen Vereinbarungen zwischen den Parteien entstehen;

(2) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis ... - in einem Gebiet ... im Sektorenplan von ..., der durch ... vom ... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans ..., der durch ... vom ... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende regionale Bauordnung aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass die regionale Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im durch ... vom ... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass eine durch ... vom ... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78 § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche ... steht;

(2) (4) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem gemeindlichen Gebiet oder Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem im in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut betrifft;

(2) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am ... erteilt worden ist;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung ebenfalls ein Gut betrifft, das in einem der folgenden Umkreise bzw. Gebieten steht: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung - die Erschließung von neuen kommunalen Verkehrswegen - die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - das Verbreitern von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - die Streichung von bestehenden kommunalen Verkehrswegen voraussetzt -; dass der Gemeinderat nach den - in Ermangelung von - besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen dazu beraten hat - nicht beraten hat;

(2) In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung aus dem/den folgenden Grund/Gründen durchgeführt worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass - eine - keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist: ...;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass die nachstehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig - bedingt günstig - abschlägig - ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

(8) In der Erwägung, dass

Aus den vorerwähnten Gründen,

Beschließt:

(1) Artikel 1 - Die von ... beantragte Abänderung der Verstärkungsgenehmigung - Parzellierungsgenehmigung - wird zugelassen - abgelehnt.

(5) - Der Inhaber der Genehmigung muss:

(6) 2° ...

(1) (2) (5) (7) Artikel ... - Die Abänderung der Verstärkungsgenehmigung - Parzellierungsgenehmigung - wird in ... aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt: ...

Artikel ... - Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller und dem Gemeindegremium im Hinblick auf die etwaige Ausübung deren Beschwerderechts übermittelt.

... .., den;

Der beauftragte Beamte,

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

(3) Die Vorschriften des Sektorenplans, des kommunalen Raumordnungsplans, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Genehmigung abweicht, bitte angeben.

(4) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Erwägungsgründen vervollständigen.

(5) Zu streichen oder radieren, wenn die Genehmigung nicht erteilt wird.

(6) Gegebenenfalls durch das Gemeindegremium auszufüllen.

(7) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der fünfjährigen Verfallsfrist angeben.

(8) Die tatsächlichen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG, DEN STÄDTEBAU, DAS ERBE UND DIE ENERGIE

1) BESCHWERDEWEGE

Art. 119 - § 1. Der Antragsteller kann innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Beschlusses des beauftragten Beamten bei der Regierung einen begründeten Einspruch einreichen.

Dem Einspruch wird eine Abschrift der Pläne des Genehmigungsantrags und des angefochtenen Beschlusses beigefügt. Die Untersuchungs- und Entscheidungsfristen laufen erst ab dem Eingang dieser Abschrift.

Art. 452/8 - Der in Artikel 119 angeführte Einspruch ist durch eine Sendung an den Generaldirektor der operativen Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" des öffentlichen Dienstes der Wallonie zu richten.

Der Antragsteller, der den Einspruch einlegt, gibt Folgendes an:

1° entweder das Datum, an dem ihm der Beschluss des beauftragten Beamten zugestellt wurde.

2° oder das Datum der Anrufung des beauftragten Beamten.

Dem Einspruch legt der Antragsteller eine Abschrift der Pläne des Antrags auf Genehmigung und ggf. des Beschlusses, für den der Einspruch erhoben ist, bei.

2) AUSSETZUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 119 - § 2. Der Einspruch des Gemeindegremiums sowie die Frist, in der Einspruch erhoben werden muss, haben aufschiebende Wirkung.

3) BEKANNTMACHUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Der Genehmigungsinhaber benachrichtigt das Gemeindegremium und den beauftragten Beamten per Einsendung fünfzehn Tage im Voraus über den Anfang der Handlungen und Arbeiten.

Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist oder dass die Handlungen und Arbeiten Gegenstand des Wortlauts des in Artikel 155 § 5 erwähnten Urteils bilden, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muss die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine durch die Gemeinde oder den beauftragten Beamten als gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente oder das in Artikel 155 § 5 erwähnte Urteil den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

4) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 98 - Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstädterungsgenehmigung, in der dem Inhaber Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den übrigen Teil, wenn der Inhaber die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen nicht ausgeführt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht aufgebracht hat.

Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstädterungsgenehmigung, in der dem Inhaber keine Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den Teil des Gutes, der nicht Gegenstand der Eintragung einer der in Artikel 88 § 1 Absatz 4 erwähnten Handlungen war.

Art. 99 - Ist die Ausführung der Verstädterungsgenehmigung in Phasen erlaubt, so wird in der Genehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die fünfjährige Verfallsfrist für jede andere Phase als die erste anläuft.

Art. 100 - Der Verfall der Verstädterungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

Das Gemeindegremium kann den Verfall in einem Protokoll feststellen, das er per Einsendung an den Genehmigungsinhaber richtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

5) ABÄNDERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 102 - Entweder auf Initiative des Gemeindegremiums oder auf Antrag eines jeden Inhabers eines Loses, der Gegenstand einer Verstädterungsgenehmigung ist, kann eine Abänderung dieser Genehmigung beantragt werden, insofern diese nicht die Rechte, die aus den zwischen den Parteien ausdrücklich getroffenen Vereinbarungen hervorgehen, beeinträchtigt.

Die alleinige Übertragung der gesamten oder eines Teils der in der Verstädterungsgenehmigung enthaltenen Urkunden in einer notariellen Urkunde oder in einer privatschriftlichen Urkunde kann nicht als Vereinbarung im Sinne von Absatz 1 angesehen werden.

Art. 103 - § 1. Die Vorschriften bezüglich der Verstädterungsgenehmigung sind auf ihre Abänderung anwendbar.

Das Gemeindegremium richtet eine gleichlautende Abschrift seines Antrags per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigefügt.

Eventuelle Beanstandungen werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an den beauftragten Beamten gerichtet.

§ 2. Im Falle einer Initiative seitens des Gemeindegremiums wird der Antrag auf Abänderung gemäß Artikel 127, § 2 eingereicht.

§ 3. Im Falle eines Antrags seitens des Eigentümers eines Loses und bevor dieser den Antrag einreicht, richtet er eine gleichlautende Abschrift per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigefügt.

Eventuelle Beschwerden werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an das Gemeindegremium gerichtet.

§ 4. Wenn die in der Verstädterungsgenehmigung enthaltenen Urkunden gemäß Artikel 92 den Wert eines Städtebau- und Umweltberichts erhalten haben, erfolgt deren Abänderung gemäß Artikel 33.

Art. 105 - Die Abänderung der Verstädterungsgenehmigung hat keinerlei Einfluss auf die Verfallsfrist der Verstädterungsgenehmigung, deren Abänderung beantragt worden ist.

6) BESONDERE BESTIMMUNGEN, DIE AUF DIE VERSTÄDTERUNGSGENEHMIGUNGEN ANWENDBAR SIND, DIE STÄDTEBAULICHE AUFLAGEN ODER DIE ERSCHLIESSUNG NEUER VERKEHRSWEGE ERFORDERN

Art. 95 - Niemand darf die Aufteilung eines Teils eines Gutes, das Gegenstand einer Verstädterungsgenehmigung ist, die städtebauliche Auflagen oder die Anlage, die Änderung oder das Abschaffen eines Gemeindegeweges erfordert, vornehmen, bevor der Inhaber der Genehmigung entweder die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen ausgeführt, oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Die Erfüllung dieser Formalität wird in einer durch das Gemeindegremium ausgestellten Bescheinigung beurkundet und per Einsendung an den Genehmigungsinhaber gerichtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

Außer wenn die Ausrüstung durch die öffentlichen Behörden ausgeführt worden ist, bleibt der Inhaber der Genehmigung mit dem Unternehmer und dem Architekten zehn Jahre lang für die Ausrüstung gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Region, der Gemeinde und den Käufern der Lose, und zwar innerhalb der in den Artikeln 1792 und 2270 des Zivilgesetzbuches bestimmten Grenzen.

Gegevenenfalls wird in der Genehmigung festgelegt, welche der Lose abgetreten werden dürfen, ohne dass der Inhaber die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2010 zur Festlegung der Form der Beschlüsse bezüglich der Verstärkungsgenehmigung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 3. Juni 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 2412

[C - 2010/27157]

**3 JUNI 2010. — Besluit van de Waalse Regering
tot bepaling van de vorm van de beslissingen betreffende de bebouwingsvergunning**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, inzonderheid op de artikelen 115, tweede lid, en 127, § 2, tweede lid;

Gelet op het decreet van 30 april 2009 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 houdende de bijlagen bij het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 2009 betreffende de bebouwingsvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2009 tot wijziging van artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 2009 betreffende de bebouwingsvergunning;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Waalse Regering bij besluit van 30 juni 2009 de formulieren betreffende de aanvraag voor een bebouwingsvergunning en de aanvraag tot wijziging van de bebouwingsvergunning heeft aangenomen;

Overwegende dat, daar de beslissingsformulieren werden weggelaten, dat dringend dient te worden verholpen rekening houdende met de inwerkingtreding van de bebouwingsvergunning op 1 september 2010 en dat de beslissingsformulieren van volgende instanties dienen te worden aangenomen :

- het gemeentecollege in eerste instantie;

- de gemachtigd ambtenaar, nadat de zaak bij hem aanhangig is gemaakt;

- de Waalse Regering, overeenkomstig artikel 121 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

- de gemachtigd ambtenaar, overeenkomstig artikel 127 van het Wetboek;

- de Waalse Regering, overeenkomstig artikel 127 van het Wetboek;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het opschrift van hoofdstuk XII van Titel I van Boek V van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK XII. - Vorm van de beslissingen die door het gemeentecollege getroffen worden inzake de stedenbouwkundige vergunningen, de bebouwingsvergunningen en de wijzigingen van bebouwingsvergunningen en verkavelingsvergunningen. ».

Art. 2. Het opschrift van hoofdstuk XIII van titel I van boek V van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK XIII. - Vorm van de beslissingen die overeenkomstig artikel 118 getroffen worden inzake de stedenbouwkundige vergunningen, de bebouwingsvergunningen en de wijzigingen van bebouwingsvergunningen en verkavelingsvergunningen. ».

Art. 3. Het opschrift van hoofdstuk XIV van titel I van boek V van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK XIV. - Vorm van de beslissingen die overeenkomstig de artikelen 121 en 127 getroffen worden inzake de stedenbouwkundige vergunningen, de bebouwingsvergunningen en de wijzigingen van bebouwingsvergunningen en verkavelingsvergunningen. ».

Art. 4. De artikelen 382 en 383 van hoofdstukken XII van Titel I van Boek V van hetzelfde Wetboek worden vervangen als volgt :

« Art. 382. De beslissingen van het gemeentecollege waarbij de bebouwingsvergunningen toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier B waarvan het model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 31). Dat formulier wordt ingevuld met vermelding, in de linkerbovenhoek, van het bestuur dat er gebruik van maakt. ».

« Art. 383. De beslissingen van het gemeentecollege waarbij de wijzigingen van bebouwingsvergunningen en verkavelingsvergunningen toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier C waarvan het model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 31). Dat formulier wordt ingevuld met vermelding, in de linkerbovenhoek, van het bestuur dat er gebruik van maakt. ».

Art. 5. De artikelen 385 en 386 van hoofdstukken XIII van Titel I van Boek V van hetzelfde Wetboek worden vervangen als volgt :

« Art. 385. De beslissingen van de gemachtigd ambtenaar waarbij de bebouwingsvergunningen overeenkomstig artikel 118 toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier E waarvan een model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 32). ».

« Art. 386. De beslissingen van de gemachtigd ambtenaar waarbij de wijzigingen van bebouwingsvergunningen en verkavelingsvergunningen overeenkomstig artikel 118 toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier F waarvan een model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 32). ».

Art. 6. De artikelen 388, 388/1, 388/3 en 388/4 van hoofdstukken XIV van Titel I van Boek V van hetzelfde Wetboek worden vervangen als volgt :

« Art. 388. De beslissingen van de gemachtigd ambtenaar waarbij de bebouwingsvergunningen overeenkomstig artikel 127 toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier H waarvan een model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 13). ».

De beslissingen van de Regering waarbij de bebouwingsvergunningen overeenkomstig artikel 127 toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier I waarvan een model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 14). ».

« Art. 388/1. De beslissingen van de gemachtigd ambtenaar waarbij de wijzigingen van bebouwingsvergunningen en verkavelingsvergunningen overeenkomstig artikel 127 toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier H_{bis} waarvan een model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 13_{bis}). ».

De beslissingen van de Regering waarbij de wijzigingen van bebouwingsvergunningen en verkavelingsvergunningen overeenkomstig artikel 127 toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier I_{bis} waarvan een model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 14_{bis}). ».

« Art. 388/3. De beslissingen van de Regering waarbij de bebouwingsvergunningen overeenkomstig artikel 121 toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier P waarvan een model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 14). ».

« Art. 388/4. De beslissingen van de Regering waarbij de wijzigingen van bebouwingsvergunningen en verkavelingsvergunningen overeenkomstig artikel 121 toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier Q waarvan een model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 14). ».

Art. 7. De bijlagen 13 (formulier H), 14 (formulieren I, P en Q), 31 (formulieren B en C), en 32 (formulieren E en F) van hetzelfde Wetboek worden respectievelijk vervangen door de bijlagen 13 (formulier H), 14 (formulieren I, P en Q), 31 (formulieren B en C), en 32 (formulieren E en F), die als bijlage bij dit besluit worden bekendgemaakt.

De nieuwe bijlagen 13_{bis} (formulier H_{bis}) en 14_{bis} (formulier I_{bis}) van hetzelfde Wetboek worden ook als bijlage bij dit besluit bekendgemaakt.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2010.

Art. 9. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 3 juni 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE 13 - FORMULIER H

PUBLIEKRECHTELIJKE PERSONEN OF HANDELINGEN EN WERKEN VAN OPENBAAR NUT

(1) BESLISSING TOT -TOEKENNING - WEIGERING - VAN DE BEBOUWINGSVERGUNNING

De gemachtigd ambtenaar,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek;

Overwegende dat...een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... kadastraal bekend afdeling ... sectie ... en met als voorwerp ...;

Overwegende dat de volledige aanvraag voor een bebouwingsvergunning op...door de gemachtigd ambtenaar ontvangen werd;

(2) Overwegende dat er een niet-ervallen stedenbouwkundig attest nr. 2 betreffende het voorwerp van de aanvraag op... afgegeven is;

(1) (2) Overwegende dat het goed gelegen is - in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(1) (2) Overwegende dat het goed in een ... gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ...goedgekeurd bij ... van ... en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) Overwegende dat de gewestelijke verordening op gebouwen die van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens... van ...;

(2) Overwegende dat de gewestelijke verordening op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) Overwegende dat het goed in een ... gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) Overwegende dat er een gemeentelijke stedenbouwkundige vergunning goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een -gebied -ondergebied - ... in bedoeld verordening;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een - beschermd - goed dat op de beschermingslijst opgenomen is - gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek - gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -;

(2) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-ervallen erfgoedattest is afgeleverd met datum van...;

(1) (2) (4) Overwegende dat de vergunningsaanvraag ook betrekking heeft op een goed gelegen in de volgende omtrekken of gebieden : ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag - de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen - de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen - de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen - de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; de vergunningsaanvraag ter advies is voorgelegd - niet ter advies is voorgelegd - aan het gewestelijke - het provinciebestuur; dat de gemeenteraad na het treffen van - bij gebrek aan - bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover - niet - beraadslaagd heeft;

(2) Overwegende dat er een milieueffectenonderzoek is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) - geen bezwaarschrift(en) is - zijn ingediend; dat er een overlegvergadering - geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag niet conform is om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (4) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is - zijn om volgende reden(en) :...; dat hun op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig - onder voorwaarden gunstig - ongunstig is - geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

(8) Overwegende dat ...;

Om de hierbovenvermelde redenen,

Besluit :

(1) Artikel 1. - De door ... aangevraagde bebouwingsvergunning wordt - toegekend - geweigerd.

(5) - De houder van de vergunning dient :

(6) 2° ...

(2) (5) (7) Artikel ... - De bebouwingsvergunning dient in ... opeenvolgende fasen zoals hierna aangegeven doorgevoerd te worden : ...

Artikel ... - Van deze beslissing wordt een uitgifte aan de aanvrager en aan het gemeentecollege overgemaakt, om hun eventueel hun recht op hoger beroep te kunnen laten uitoefenen.

Te , op

De gemachtigd ambtenaar.

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past.

(2) Schrappen of uitwissen indien zulks niet het geval is.

(3) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige verordening waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.

(4) Eén of meer gedachtestreepjes toevoegen indien nodig.

(5) Schrappen of uitwissen indien de vergunning niet is afgeleverd.

(6) In voorkomend geval door het gemeentecollege in te vullen

(7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn van vijf jaar aangeven.

(8) De overwegingen in rechte en in feite die als beslissingsgrond dienen, aangeven.

UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING, STEDENBOUW, PATRIMONIUM EN ENERGIE

1) BEROEPSREGELING

Art. 127. § 6. De aanvrager en het gemeentecollege kunnen een beroep indienen bij de Waalse Regering binnen de dertig dagen na de ontvangst van de beslissing van de gemachtigd ambtenaar.

Art. 452/8. Het beroep bedoeld in artikel 127 wordt gericht aan de directeur-generaal van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst.

De aanvrager die het beroep indient, vermeldt :

3° ofwel de datum waarop hij de beslissing van de gemachtigd ambtenaar heeft gekregen;

2° ofwel op de datum van aanhangigmaking bij de gemachtigd ambtenaar.

Bij het beroep voegt de aanvrager een afschrift de vergunningsaanvraag en, in voorkomend geval, van de beslissing waarop het beroep slaat.

2) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De houder van de vergunning brengt per schrijven het gemeentecollege en de gemachtigd ambtenaar op de hoogte van de aanvang van de handelingen en werken, vijftien dagen voor hun begin.

De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend of dat de handelingen en werken het voorwerp uitmaken van het beschikende gedeelte van het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigd ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten of het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5, permanent ter beschikking liggen van de in artikel 156 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

3) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 98. Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het overige deel indien de houder de opgelegde handelingen, werken of lasten niet heeft uitgevoerd of de vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt.

Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het deel van het goed dat het voorwerp niet heeft uitgemaakt van de registratie van één van de handelingen bedoeld in artikel 88, § 1, lid 4.

Art. 99. Indien de uitvoering van de bebouwingsvergunning gefaseerd mag verlopen, bepaalt de vergunning het tijdstip waarop de vijfjarige vervalttermijn ingaat voor elke fase buiten de eerste.

Art. 100. De bebouwingsvergunning vervalt van rechtswege.

Het gemeentecollege kan het verval vaststellen in een proces-verbaal dat het per zending aan de houder van de vergunning richt. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht.

4) WIJZIGING VAN DE VERGUNNING

Art. 102. Een bebouwingsvergunning kan, ofwel op initiatief van het gemeentecollege ofwel op verzoek van de eigenaar van een kavel waarop ze betrekking heeft, gewijzigd worden voor zover de wijziging geen afbreuk doet aan de rechten die voortvloeien uit uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen.

De gewone heroverschrijving van alle of van een deel van de documenten vervat in de bebouwingsvergunning in een authentieke akte of in een onderhandse overeenkomst mag niet worden beschouwd als een overeenkomst zoals bedoeld in het eerste lid.

Art. 103. § 1. De bepalingen die de bebouwingsvergunning regelen, zijn van toepassing op de wijziging ervan.

Het gemeentecollege richt per zending een eensluitend afschrift van het verzoek aan alle eigenaars van een kavel. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluitend afschrift van het verzoek gericht aan de gemachtigd ambtenaar.

§ 2. Bij initiatief van het gemeentecollege wordt de wijzigingsaanvraag behandeld overeenkomstig artikel 127, § 2.

§ 3. Indien het een aanvraag betreft van een eigenaar van een kavel en alvorens het verzoek in te dienen, richt laatstgenoemde er een eensluitend afschrift van per zending aan alle kaveleigenaars die de aanvraag niet medeondertekend hebben. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluitend afschrift van de aanvraag gericht aan het gemeentecollege.

§ 4. Wanneer de documenten vervat in de bebouwingsvergunning overeenkomstig artikel 92 hun geldigheid als stedenbouwkundig en leefmilieuverslag gekregen hebben, geschiedt hun wijziging overeenkomstig artikel 33.

Art. 105. De wijziging van de bebouwingsvergunning heeft geen enkele weerslag op de vervalttermijn van de bebouwingsvergunning waarvan de wijziging is gevraagd.

5) BEPALINGEN VAN TOEPASSING OP DE BEBOUWINGSVERGUNNINGEN DIE STEDENBOUWKUNDIGE LASTEN OF DE OPENING VAN EEN GEMEENTEWEG IMPLICEREN

Art. 95. Niemand kan tot de verdeling overgaan van een deel van een goed dat het voorwerp uitmaakt van een bebouwingsvergunning die stedenbouwkundige lasten tot gevolg heeft, of de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg voordat de houder van de vergunning ofwel de opgelegde handelingen, werken en lasten heeft uitgevoerd ofwel de financiële waarborgen heeft verstrekt die nodig zijn voor de uitvoering ervan.

Het volbrengen van die formaliteit wordt vastgesteld in een attest verstrekt door het gemeentecollege en per zending gericht aan de houder van de vergunning. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht.

Behalve wanneer de voorzieningen door de overheid zijn uitgevoerd, blijft de houder van de vergunning met de aannemer en de architect tien jaar lang voor de uitrusting hoofdelijk aansprakelijk tegenover het Gewest, de gemeente en de kopers van kavels, binnen de in de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek bepaalde perken.

In voorkomend geval worden in de vergunning de kavels bepaald, die afgestaan kunnen worden zonder dat de houder de opgelegde werken en lasten heeft uitgevoerd of de financiële waarborgen heeft geleverd die nodig zijn voor uitvoering ervan.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2010 tot bepaling van de vorm van de beslissingen betreffende de bebouwingsvergunning.

Namen, 3 juni 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

BIJLAGE 13bis - FORMULIER Hbis

PUBLIEKRECHTELIJKE PERSONEN OF HANDELINGEN EN WERKEN VAN OPENBAAR NUT

**(2) BESLISSING TOT - TOEKENNING - WEIGERING - VAN EEN WIJZIGING -
VAN DE BEBOUWINGSVERGUNNING -
VAN DE VERKAVELINGSVERGUNNING**

De gemachtigd ambtenaar,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek;

(1) (2) Overwegende dat het gemeentecollege van ... een aanvraag tot wijziging van de niet-ervallen bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning nr. ..., vergund bij ... van ..., heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... kadastraal bekend afdeling ...sectie en met als voorwerp...;

(1) (2) Overwegende dat ..., eigenaar van de kavel(s) ... een aanvraag tot wijziging van de niet-ervallen bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning nr. ..., vergund bij ... van ..., heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... kadastraal bekend afdeling ... sectie en met als voorwerp ...;

Overwegende dat de volledige aanvraag tot wijziging van de bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning- op ... door de gemachtigd ambtenaar ontvangen werd;

(1) (2) Overwegende dat het college een eensluidend afschrift van de aanvraag aan alle eigenaars van kavels heeft gericht; dat de eigenaar(s) van de kavel(s) ... - een bezwaarschrift heeft(hebben) ingediend binnen dertig dagen na ontvangst van het eensluidend afschrift van de aanvraag;

(1) (2) Overwegende dat alle eigenaars van een kavel die de aanvraag niet medeondertekend hebben, vóór de indiening ervan, een eensluidend afschrift ervan per zending hebben gekregen; dat de eigenaar(s) van de kavel(s) - een bezwaarschrift heeft(hebben) ingediend binnen dertig dagen na ontvangst van het eensluidend afschrift van de aanvraag;

(1) (2) Overwegende dat de eigenaar(s) van de kavel(s) ... die de aanvraag niet medeondertekend heeft - hebben, geen eensluidend afschrift ervan per zending gekregen heeft - hebben;

(1) (3) Overwegende dat uit het ingediende dossier betreffende de aanvraag of uit de bezwaarschriften blijkt - niet blijkt dat de toelating om de vergunning te wijzigen de rechten voortvloeiende uit de uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen schade berokkent;

(2) Overwegende dat er een niet-ervallen stedenbouwkundig attest nr. 2 betreffende het voorwerp van de aanvraag op ... afgegeven is,

(1) (2) Overwegende dat het goed gelegen is - in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(1) (2) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ... en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) Overwegende dat de gewestelijke verordening op gebouwen die van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) Overwegende dat de gewestelijke verordening op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) Overwegende dat het goed in een... gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) Overwegende dat er een gemeentelijke stedenbouwkundige verordening goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een -gebied -ondergebied - ... in bedoelde verordening;

(2) (4) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is; ...;

(1) (2) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag verband houdt met een - beschermd - goed dat op de beschermingslijst opgenomen is - gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek - gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -;

(2) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-ervallen erfgoedattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) (4) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag ook betrekking heeft op een goed gelegen in de volgende omtrekken of gebieden : ...;

(1) (2) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag - de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen - de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen - de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen - de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de gemeenteraad na het treffen van - bij gebrek aan - bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover - niet - beraadslaagd heeft;

(2) Overwegende dat er een milieueffectenonderzoek is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) - geen bezwaarschrift(en) is - zijn ingediend; dat er een overlegvergadering - geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag niet conform is om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (4) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is - zijn om volgende reden(en) : ...; dat hun op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig - onder voorwaarden gunstig - ongunstig is - geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

(8) Overwegende dat ...;

Om de hierbovenvermelde redenen,

Besluit :

(1) Artikel 1. - De wijziging van de bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning aangevraagd door... wordt - ingewilligd - geweigerd.

(5) - De houder van de vergunning dient :

(6) 2° ...

(1) (2) (5) (7) Artikel ... - De wijziging van de bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning dient in ... opeenvolgende fasen zoals hierna aangegeven doorgevoerd te worden : ...

Artikel ... - Van deze beslissing wordt een uitgifte aan de aanvrager en aan het gemeentecollege overgemaakt, om hun eventueel hun recht op hoger beroep te kunnen laten uitoefenen.

Te....., op

De gemachtigd ambtenaar.

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past.

(2) Schrappen of uitwissen indien zulks niet het geval is.

(3) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige verordening waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.

(4) Eén of meer gedachtestreepjes toevoegen indien nodig.

(5) Schrappen of uitwissen indien de vergunning niet is afgeleverd.

(6) In voorkomend geval door het gemeentecollege in te vullen

(7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn van vijf jaar aangeven.

(8) De overwegingen in rechte en in feite die als beslissingsgrond dienen, aangeven.

UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING, STEDENBOUW, PATRIMONIUM EN ENERGIE

1) BEROEPSREGELING

Art. 127. § 6. De aanvrager en het gemeentecollege kunnen een beroep indienen bij de Waalse Regering binnen de dertig dagen na de ontvangst van de beslissing van de gemachtigd ambtenaar.

Art. 452/8. Het beroep bedoeld in artikel 127 wordt gericht aan de directeur-generaal van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst.

De aanvrager die het beroep indient, vermeldt :

3° ofwel de datum waarop hij de beslissing van de gemachtigd ambtenaar heeft gekregen;

2° ofwel op de datum van aanhangigmaking bij de gemachtigd ambtenaar.

Bij het beroep voegt de aanvrager een afschrift de vergunningsaanvraag en, in voorkomend geval, van de beslissing waarop het beroep slaat.

2) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De houder van de vergunning brengt per schrijven het gemeentecollege en de gemachtigd ambtenaar op de hoogte van de aanvang van de handelingen en werken, vijftien dagen voor hun begin.

De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend of dat de handelingen en werken het voorwerp uitmaken van het beschikking gedeelte van het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigd ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten of het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5, permanent ter beschikking liggen van de in artikel 156 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

3) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 98. Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het overige deel indien de houder de opgelegde handelingen, werken of lasten niet heeft uitgevoerd of de vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt.

Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het deel van het goed dat het voorwerp niet heeft uitgemaakt van de registratie van één van de handelingen bedoeld in artikel 88, § 1, lid 4.

Art. 99. Indien de uitvoering van de bebouwingsvergunning gefaseerd mag verlopen, bepaalt de vergunning het tijdstip waarop de vijfjarige vervaltermijn ingaat voor elke fase buiten de eerste.

Art. 100. De bebouwingsvergunning vervalt van rechtswege.

Het gemeentecollege kan het verval vaststellen in een proces-verbaal dat het per zending aan de houder van de vergunning richt. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht.

4) WIJZIGING VAN DE VERGUNNING

Art. 102. Een bebouwingsvergunning kan, ofwel op initiatief van het gemeentecollege ofwel op verzoek van de eigenaar van een kavel waarop ze betrekking heeft, gewijzigd worden voor zover de wijziging geen afbreuk doet aan de rechten die voortvloeien uit uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen.

De gewone heroverschrijving van alle of van een deel van de documenten vervat in de bebouwingsvergunning in een authentieke akte of in een onderhandse overeenkomst mag niet worden beschouwd als een overeenkomst zoals bedoeld in het eerste lid.

Art. 103. § 1. De bepalingen die de bebouwingsvergunning regelen, zijn van toepassing op de wijziging ervan.

Het gemeentecollege richt per zending een eensluitend afschrift van het verzoek aan alle eigenaars van een kavel. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluitend afschrift van het verzoek gericht aan de gemachtigd ambtenaar.

§ 2. Bij initiatief van het gemeentecollege wordt de wijzigingsaanvraag behandeld overeenkomstig artikel 127, § 2.

§ 3. Indien het een aanvraag betreft van een eigenaar van een kavel en alvorens het verzoek in te dienen, richt laatstgenoemde er een eensluitend afschrift van per zending aan alle kaveleigenaars die de aanvraag niet medeondertekend hebben. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluitend afschrift van de aanvraag gericht aan het gemeentecollege.

§ 4. Wanneer de documenten vervat in de bebouwingsvergunning overeenkomstig artikel 92 hun geldigheid als stedenbouwkundig en leefmilieuverslag gekregen hebben, geschiedt hun wijziging overeenkomstig artikel 33.

Art. 105. De wijziging van de bebouwingsvergunning heeft geen enkele weerslag op de vervaltermijn van de bebouwingsvergunning waarvan de wijziging is gevraagd.

5) BEPALINGEN VAN TOEPASSING OP DE BEBOUWINGSVERGUNNINGEN DIE STEDENBOUWKUNDIGE LASTEN OF DE OPENING VAN EEN GEMEENTEWEG IMPLICEREN

Art. 95. Niemand kan tot de verdeling overgaan van een deel van een goed dat het voorwerp uitmaakt van een bebouwingsvergunning die stedenbouwkundige lasten tot gevolg heeft, of de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg voordat de houder van de vergunning ofwel de opgelegde handelingen, werken en lasten heeft uitgevoerd ofwel de financiële waarborgen heeft verstrekt die nodig zijn voor de uitvoering ervan.

Het volbrengen van die formaliteit wordt vastgesteld in een attest verstrekt door het gemeentecollege en per zending gericht aan de houder van de vergunning. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht.

Behalve wanneer de voorzieningen door de overheid zijn uitgevoerd, blijft de houder van de vergunning met de aannemer en de architect tien jaar lang voor de uitrusting hoofdelijk aansprakelijk tegenover het Gewest, de gemeente en de kopers van kavels binnen de in de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek bepaalde perken.

In voorkomend geval worden in de vergunning de kavels bepaald, die afgestaan kunnen worden zonder dat de houder de opgelegde werken en lasten heeft uitgevoerd of de financiële waarborgen heeft geleverd die nodig zijn voor uitvoering ervan.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2010 tot bepaling van de vorm van de beslissingen betreffende de bebouwingsvergunning.

Namen, 3 juni 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE 14 - FORMULIER I
BEROEP BIJ DE WAALSE REGERING

PUBLIEKRECHTELIJKE PERSONEN OF HANDELINGEN EN WERKEN VAN OPENBAAR NUT

(3) BESLISSING TOT -TOEKENNING - WEIGERING -VAN DE BEBOUWINGSVERGUNNING

De Minister,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek;

Overwegende dat ... een aanvraag ingediend heeft voor een bebouwingsvergunning betreffende een goed gelegen ... kadastraal bekend afdeling ... sectie ... met als voorwerp ...;

Overwegende dat de volledige aanvraag voor een bebouwingsvergunning op ... door de gemachtigd ambtenaar ontvangen werd;

(1) (2) Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar ... met datum van ... de bebouwingsvergunning - toegekend - onder voorwaarden toegekend - geweigerd - heeft;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar door de aanvrager ontvangen is op ...;

(1) (2) Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar niet beslist heeft in de termijn bepaald bij artikel 127, § 4, van voornoemd Wetboek; dat het niet-versturen van een beslissing binnen die termijn staat gelijk met een weigering;

(1) (2) Overwegende dat de aanvrager een beroep heeft ingediend bij de Regering, met datum van ..., ontvangen op ...; dat bedoeld beroep onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend - niet onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend; dat het ontvankelijk - onontvankelijk is;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar door het gemeentecollege ontvangen is op ...;

(1) (2) Overwegende dat het gemeentecollege een beroep heeft ingediend bij de Regering, met datum van ..., ontvangen op ...; dat bedoeld beroep onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend - niet onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend; dat het ontvankelijk - onontvankelijk is;

(2) Overwegende dat de aanvrager met datum van ... een herinneringsschrijven aan de Regering heeft verstuurd; dat dit herinneringsschrijven ontvangen is op ...; dat de termijn voor zending van de beslissing in het kader van het beroep verstrijkt op ...;

(2) Overwegende dat er een niet-vervallen stedenbouwkundig attest nr. 2 betreffende het voorwerp van de aanvraag op ... afgegeven is,

(1) (2) Overwegende dat het goed gelegen is - in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(1) (2) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ...goedgekeurd bij ... van ... en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) Overwegende dat de gewestelijke verordening op gebouwen die van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) Overwegende dat de gewestelijke verordening op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) Overwegende dat het goed in een ... gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) Overwegende dat er een gemeentelijke stedenbouwkundige verordening goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een -gebied -ondergebied - ... in bedoelde verordening;

(2) (4) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een - beschermd - goed dat op de beschermingslijst opgenomen is - gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek - gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -;

(2) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-vervallen erfgoedattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) (4) Overwegende dat de vergunningsaanvraag ook betrekking heeft op een goed gelegen in de volgende omtrekken of gebieden : ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag - de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen - de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen - de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen - de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de gemeenteraad na het treffen van - bij gebrek aan - bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover - niet - beraadslaagd heeft;

(2) Overwegende dat er een milieueffectenonderzoek is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) - geen bezwaarschrift(en) is - zijn ingediend; dat er een overlegvergadering - geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag niet conform is om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (4) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is - zijn om volgende reden(en) : ...; dat hun op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig - onder voorwaarden gunstig - ongunstig is - geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

Overwegende dat bij artikel 120 van voornoemd Wetboek een adviescommissie ingesteld wordt, belast met het uitbrengen van een gemotiveerd advies over de beroepen bedoeld in artikel 119 van bedoeld Wetboek;

Overwegende dat de partijen en het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie (DGO4) uitgenodigd zijn om gehoord te worden door de adviescommissie van ...;

(1) Overwegende dat die commissie met datum van een gunstig advies - een voorwaardelijk gunstig advies - een ongunstig advies over de aanvraag heeft overgemaakt; dat dat advies uitgebracht is op ...;

(8) Overwegende dat ...;

Om de hierbovenvermelde redenen,

Besluit :

(1) Artikel 1. - De door ... aangevraagde bebouwingsvergunning wordt - toegekend - geweigerd.

(5) - De houder van de vergunning dient :

(6) 2° ...

(2) (5) (7) Artikel ... - De bebouwingsvergunning dient in ... opeenvolgende fasen zoals hierna aangegeven doorgevoerd te worden : ...

Artikel ... - Van deze beslissing wordt een uitgifte aan de aanvrager, aan de gemachtigd ambtenaar en aan het gemeentecollege overgemaakt.

Artikel 3 - De persoon aan wie de handeling bestemd is, heeft de mogelijkheid om een beroep in te dienen bij de Raad van State door middel van een verzoekschrift ondertekend door hemzelf en een op de tabel van de orde ingeschreven advocaat, op de lijst van de stagiairs evenals, volgens de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, door één van de onderdanen van een Staat die lid is van de Europese Unie en die gemachtigd is om het beroep van advocaat uit te oefenen, binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van deze beslissing.

Het verzoekschrift moet bij ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State opgestuurd worden.

Het verzoekschrift wordt gedateerd en bevat overeenkomstig artikel 1 van de procesverordening :

1° naam, hoedanigheid en verblijfplaats of zetel van de verzoeker;

2° het voorwerp van de aanvraag of van het beroep en een uiteenzetting van de feiten en middelen;

3° naam, verblijfplaats of zetel van de verweerder.

Bovendien dienen volgens artikel 85 van de procesverordening drie door de ondertekenaar eensluidend verklaarde afschriften bij het verzoekschrift te worden gevoegd, met daarnaast evenveel afschriften als er verweerders bij de zaak zijn.

Een afschrift van de omstreden beslissing dient bij het verzoekschrift te worden gevoegd overeenkomstig artikel 3 van de procesverordening.

Namen,

De Minister,

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past.

(2) Schrappen of uitwissen indien zulks niet het geval is.

(3) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige verordening waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.

(4) Eén of meer gedachtestreepjes toevoegen indien nodig.

(5) Schrappen of uitwissen indien de vergunning niet is afgeleverd.

(6) In voorkomend geval door het gemeentecollege in te vullen

(7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn van vijf jaar aangeven.

(8) De overwegingen in rechte en in feite die als beslissingsgrond dienen, aangeven.

UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING, STEDENBOUW, PATRIMONIUM EN ENERGIE

1) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De houder van de vergunning brengt per schrijven het gemeentecollege en de gemachtigd ambtenaar op de hoogte van de aanvang van de handelingen en werken, vijftien dagen voor hun begin.

De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend of dat de handelingen en werken het voorwerp uitmaken van het beschikbare gedeelte van het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigd ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten of het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5, permanent ter beschikking liggen van de in artikel 156 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

2) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 98. Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het overige deel indien de houder de opgelegde handelingen, werken of lasten niet heeft uitgevoerd of de vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt.

Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het deel van het goed dat het voorwerp niet heeft uitgemaakt van de registratie van één van de handelingen bedoeld in artikel 88, § 1, lid 4.

Art. 99. Indien de uitvoering van de bebouwingsvergunning gefaseerd mag verlopen, bepaalt de vergunning het tijdstip waarop de vijfjarige vervaltermijn ingaat voor elke fase buiten de eerste.

Art. 100. De bebouwingsvergunning vervalt van rechtswege.

Het gemeentecollege kan het verval vaststellen in een proces-verbaal dat het per zending aan de houder van de vergunning richt. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht.

3) WIJZIGING VAN DE VERGUNNING

Art. 102. Een bebouwingsvergunning kan, ofwel op initiatief van het gemeentecollege ofwel op verzoek van de eigenaar van een kavel waarop ze betrekking heeft, gewijzigd worden voor zover de wijziging geen afbreuk doet aan de rechten die voortvloeien uit uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen.

De gewone heroverschrijving van alle of van een deel van de documenten vervat in de bebouwingsvergunning in een authentieke akte of in een onderhandse overeenkomst mag niet worden beschouwd als een overeenkomst zoals bedoeld in het eerste lid.

Art. 103. § 1. De bepalingen die de bebouwingsvergunning regelen, zijn van toepassing op de wijziging ervan.

Het gemeentecollege richt per zending een eensluitend afschrift van het verzoek aan alle eigenaars van een kavel. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluitend afschrift van het verzoek gericht aan de gemachtigd ambtenaar.

§ 2. Bij initiatief van het gemeentecollege wordt de wijzigingsaanvraag behandeld overeenkomstig artikel 127, § 2.

§ 3. Indien het een aanvraag betreft van een eigenaar van een kavel en alvorens het verzoek in te dienen, richt laatstgenoemde er een eensluitend afschrift van per zending aan alle kaveleigenaars die de aanvraag niet medeondertekend hebben. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluitend afschrift van de aanvraag gericht aan het gemeentecollege.

§ 4. Wanneer de documenten vervat in de bebouwingsvergunning overeenkomstig artikel 92 hun geldigheid als stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag gekregen hebben, geschiedt hun wijziging overeenkomstig artikel 33.

Art. 105. De wijziging van de bebouwingsvergunning heeft geen enkele weerslag op de vervaltermijn van de bebouwingsvergunning waarvan de wijziging is gevraagd.

4) BEPALINGEN VAN TOEPASSING OP DE BEBOUWINGSVERGUNNINGEN DIE STEDENBOUWKUNDIGE LASTEN OF DE OPENING VAN EEN GEMEENTEWEG IMPLICEREN

Art. 95. Niemand kan tot de verdeling overgaan van een deel van een goed dat het voorwerp uitmaakt van een bebouwingsvergunning die stedenbouwkundige lasten tot gevolg heeft, of de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg voordat de houder van de vergunning ofwel de opgelegde handelingen, werken en lasten heeft uitgevoerd ofwel de financiële waarborgen heeft verstrekt die nodig zijn voor de uitvoering ervan.

Het volbrengen van die formaliteit wordt vastgesteld in een attest verstrekt door het gemeentecollege en per zending gericht aan de houder van de vergunning. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht.

Behalve wanneer de voorzieningen door de overheid zijn uitgevoerd, blijft de houder van de vergunning met de aannemer en de architect tien jaar lang voor de uitrusting hoofdelijk aansprakelijk tegenover het Gewest, de gemeente en de kopers van kavels, binnen de in de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek bepaalde perken.

In voorkomend geval worden in de vergunning de kavels bepaald, die afgestaan kunnen worden zonder dat de houder de opgelegde werken en lasten heeft uitgevoerd of de financiële waarborgen heeft geleverd die nodig zijn voor uitvoering ervan.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2010 tot bepaling van de vorm van de beslissingen betreffende de bebouwingsvergunning.

Namen, 3 juni 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE 14bis - FORMULIER Ibis

BEROEP BIJ DE WAALSE REGERING

PUBLIEKRECHTELIJKE PERSONEN OF HANDELINGEN EN WERKEN VAN OPENBAAR NUT

**(4) BESLISSING TOT - TOEKENNING - WEIGERING - VAN EEN WIJZIGING -
VAN DE BEBOUWINGSVERGUNNING -
VAN DE VERKAVELINGSVERGUNNING**

De Minister,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek;

(1) (2) Overwegende dat het gemeentecollege van ... een aanvraag tot wijziging van de niet-vervallen bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning nr. ..., vergund bij ... van ..., heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... kadastraal bekend afdeling ... sectie en met als voorwerp ...;

(1) (2) Overwegende dat ..., eigenaar van de kavel(s) ... een aanvraag tot wijziging van de niet-vervallen bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning nr. ..., vergund bij ... van ..., heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... kadastraal bekend afdeling ... sectie en met als voorwerp ...;

(1) Overwegende dat de volledige aanvraag tot wijziging van de bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning - op ... door de gemachtigd ambtenaar ontvangen werd;

(1) (2) Overwegende dat het college een eensluidend afschrift van de aanvraag aan alle eigenaars van kavels heeft gericht; dat de eigenaar(s) van de kavel(s).. - een bezwaarschrift heeft(hebben) ingediend binnen dertig dagen na ontvangst van het eensluidend afschrift van de aanvraag;

(1) (2) Overwegende dat alle eigenaars van een kavel die de aanvraag niet medeondertekend hebben, vóór de indiening ervan, een eensluidend afschrift ervan per zending hebben gekregen; dat de eigenaar(s) van de kavel(s) - een bezwaarschrift heeft(hebben) ingediend binnen dertig dagen na ontvangst van het eensluidend afschrift van de aanvraag;

(1) (2) Overwegende dat de eigenaar(s) van de kavel(s) ... die de aanvraag niet medeondertekend heeft - hebben, geen eensluidend afschrift ervan per zending gekregen heeft - hebben;

(1) (2) Overwegende dat uit het ingediende dossier betreffende de aanvraag of uit de bezwaarschriften blijkt - niet blijkt dat de toelating om de vergunning te wijzigen de rechten voortvloeiende uit de uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen schade berokkent;

(1) (2) Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar ... met datum van ... de wijziging van de bebouwingsvergunning - toegekend - onder voorwaarden toegekend - geweigerd - heeft;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar door de aanvrager ontvangen is op ...;

(1) (2) Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar niet beslist heeft in de termijn bepaald bij artikel 127, § 4, van voornoemd Wetboek; dat het niet-versturen van een beslissing binnen die termijn staat gelijk met een weigering;

(1) (2) Overwegende dat de aanvrager een beroep heeft ingediend bij de Regering, met datum van ..., ontvangen op ...; dat bedoeld beroep onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend - niet onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend; dat het ontvankelijk - onontvankelijk is;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar door het gemeentecollege ontvangen is op ...;

(1) (2) Overwegende dat het gemeentecollege een beroep heeft ingediend bij de Regering, met datum van ..., ontvangen op ...; dat bedoeld beroep onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend - niet onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend; dat het ontvankelijk - onontvankelijk is;

(2) Overwegende dat de aanvrager met datum van ... een herinneringsschrijven aan de Regering heeft verstuurd; dat dit herinneringsschrijven ontvangen is op ...; dat de termijn voor zending van de beslissing in het kader van het beroep verstrijkt op ...;

(2) Overwegende dat er een niet-vervallen stedenbouwkundig attest nr. 2 betreffende het voorwerp van de aanvraag op ... afgegeven is,

(1) (2) Overwegende dat het goed gelegen is - in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(1) (2) Overwegende dat het goed in een ... gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ... en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) Overwegende dat de gewestelijke verordening op gebouwen die van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) Overwegende dat de gewestelijke verordening op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) Overwegende dat het goed in een ... gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) Overwegende dat er een gemeentelijke stedenbouwkundige verordening goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een -gebied -ondergebied - ... in bedoelde verordening;

(2) (4) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is : ...;

(1) (2) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag verband houdt met een - beschermd - goed dat op de beschermingslijst opgenomen is - gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek - gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -;

(2) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-vervallen erfgoedattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) (4) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag ook betrekking heeft op een goed gelegen in de volgende omtrekken of gebieden : ...;

(1) (2) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag - de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen - de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen - de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen - de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de gemeenteraad na het treffen van - bij gebrek aan - bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover - niet - beraadslaagd heeft;

(2) Overwegende dat er een milieueffectenonderzoek is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) - geen bezwaarschrift(en) is - zijn ingediend; dat er een overlegvergadering - geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag niet conform is om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (4) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is - zijn om volgende reden(en) : ...; dat hun op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig - onder voorwaarden gunstig - ongunstig is - geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

Overwegende dat bij artikel 120 van voornoemd Wetboek een adviescommissie ingesteld wordt, belast met het uitbrengen van een gemotiveerd advies over de beroepen bedoeld in artikel 119 van bedoeld Wetboek;

Overwegende dat de partijen en het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie (DGO4) uitgenodigd zijn om gehoord te worden door de adviescommissie van ...;

(1) Overwegende dat die commissie met datum van een gunstig advies - een voorwaardelijk gunstig advies - een ongunstig advies over de aanvraag heeft overgemaakt; dat dat advies uitgebracht is op ...;

(8) Overwegende dat ...;

Om de hierbovenvermelde redenen,

Besluit :

(1) Artikel 1. - De wijziging van de bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning aangevraagd door ... wordt - ingewilligd - geweigerd.

(5) - De houder van de vergunning dient :

(6) 2° ...

(1) (2) (5) (7) Artikel ... - De wijziging van de bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning dient in ... opeenvolgende fasen zoals hierna aangegeven doorgevoerd te worden : ...

Artikel ... - Van deze beslissing wordt een uitgifte aan de aanvrager, aan de gemachtigd ambtenaar en aan het gemeentecollege overgemaakt.

Artikel ... - De persoon aan wie de handeling bestemd is, heeft de mogelijkheid om een beroep in te dienen bij de Raad van State door middel van een verzoekschrift ondertekend door hemzelf en een op de tabel van de orde ingeschreven advocaat, op de lijst van de stagiairs evenals, volgens de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, door één van de onderdanen van een Staat die lid is van de Europese Unie en die gemachtigd is om het beroep van advocaat uit te oefenen, binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van deze beslissing.

Het verzoekschrift moet bij ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State opgestuurd worden.

Het verzoekschrift wordt gedateerd en bevat overeenkomstig artikel 1 van de procesverordening :

1° naam, hoedanigheid en verblijfplaats of zetel van de verzoeker;

2° het voorwerp van de aanvraag of van het beroep en een uiteenzetting van de feiten en middelen;

3° naam, verblijfplaats of zetel van de verweerder.

Bovendien dienen volgens artikel 85 van de procesverordening drie door de ondertekenaar eensluidend verklaarde afschriften bij het verzoekschrift te worden gevoegd, met daarnaast evenveel afschriften als er verweerders bij de zaak zijn.

Een afschrift van de omstreden beslissing dient bij het verzoekschrift te worden gevoegd overeenkomstig artikel 3 van de procesverordening.

Namen,

De Minister,

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past.

(2) Schrappen of uitwissen indien zulks niet het geval is.

(3) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige verordening waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.

(4) Eén of meer gedachtestreepjes toevoegen indien nodig.

(5) Schrappen of uitwissen indien de vergunning niet is afgeleverd.

(6) In voorkomend geval door het gemeentecollege in te vullen

(7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn van vijf jaar aangeven.

(8) De overwegingen in rechte en in feite die als beslissingsgrond dienen, aangeven.

UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING, STEDENBOUW, PATRIMONIUM EN ENERGIE

1) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De houder van de vergunning brengt per schrijven het gemeentecollege en de gemachtigd ambtenaar op de hoogte van de aanvang van de handelingen en werken, vijftien dagen voor hun begin.

De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend of dat de handelingen en werken het voorwerp uitmaken van het beschikkende gedeelte van het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigd ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten of het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5, permanent ter beschikking liggen van de in artikel 156 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

2) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 98. Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het overige deel indien de houder de opgelegde handelingen, werken of lasten niet heeft uitgevoerd of de vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt.

Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het deel van het goed dat het voorwerp niet heeft uitgemaakt van de registratie van één van de handelingen bedoeld in artikel 88, § 1, lid 4.

Art. 99. Indien de uitvoering van de bebouwingsvergunning gefaseerd mag verlopen, bepaalt de vergunning het tijdstip waarop de vijfjarige vervalttermijn ingaat voor elke fase buiten de eerste.

Art. 100. De bebouwingsvergunning vervalt van rechtswege.

Het gemeentecollege kan het verval vaststellen in een proces-verbaal dat het per zending aan de houder van de vergunning richt. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht.

3) WIJZIGING VAN DE VERGUNNING

Art. 102. Een bebouwingsvergunning kan, ofwel op initiatief van het gemeentecollege ofwel op verzoek van de eigenaar van een kavel waarop ze betrekking heeft, gewijzigd worden voor zover de wijziging geen afbreuk doet aan de rechten die voortvloeien uit uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen.

De gewone heroverschrijving van alle of van een deel van de documenten vervat in de bebouwingsvergunning in een authentieke akte of in een onderhandse overeenkomst mag niet worden beschouwd als een overeenkomst zoals bedoeld in het eerste lid.

Art. 103. § 1. De bepalingen die de bebouwingsvergunning regelen, zijn van toepassing op de wijziging ervan.

Het gemeentecollege richt per zending een eensluitend afschrift van het verzoek aan alle eigenaars van een kavel. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluitend afschrift van het verzoek gericht aan de gemachtigd ambtenaar.

§ 2. Bij initiatief van het gemeentecollege wordt de wijzigingsaanvraag behandeld overeenkomstig artikel 127, § 2.

§ 3. Indien het een aanvraag betreft van een eigenaar van een kavel en alvorens het verzoek in te dienen, richt laatstgenoemde er een eensluitend afschrift van per zending aan alle kaveleigenaars die de aanvraag niet medeondertekend hebben. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluitend afschrift van de aanvraag gericht aan het gemeentecollege.

§ 4. Wanneer de documenten vervat in de bebouwingsvergunning overeenkomstig artikel 92 hun geldigheid als stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag gekregen hebben, geschiedt hun wijziging overeenkomstig artikel 33.

Art. 105. De wijziging van de bebouwingsvergunning heeft geen enkele weerslag op de vervalttermijn van de bebouwingsvergunning waarvan de wijziging is gevraagd.

4) BEPALINGEN VAN TOEPASSING OP DE BEBOUWINGSVERGUNNINGEN DIE STEDENBOUWKUNDIGE LASTEN OF DE OPENING VAN EEN GEMEENTEWEG IMPLICEREN

Art. 95. Niemand kan tot de verdeling overgaan van een deel van een goed dat het voorwerp uitmaakt van een bebouwingsvergunning die stedenbouwkundige lasten tot gevolg heeft, of de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg voordat de houder van de vergunning ofwel de opgelegde handelingen, werken en lasten heeft uitgevoerd ofwel de financiële waarborgen heeft verstrekt die nodig zijn voor de uitvoering ervan.

Het volbrengen van die formaliteit wordt vastgesteld in een attest verstrekt door het gemeentecollege en per zending gericht aan de houder van de vergunning. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht.

Behalve wanneer de voorzieningen door de overheid zijn uitgevoerd, blijft de houder van de vergunning met de aannemer en de architect tien jaar lang voor de uitrusting hoofdelijk aansprakelijk tegenover het Gewest, de gemeente en de kopers van kavels, binnen de in de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek bepaalde perken.

In voorkomend geval worden in de vergunning de kavels bepaald, die afgestaan kunnen worden zonder dat de houder de opgelegde werken en lasten heeft uitgevoerd of de financiële waarborgen heeft geleverd die nodig zijn voor uitvoering ervan.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2010 tot bepaling van de vorm van de beslissingen betreffende de bebouwingsvergunning.

Namen, 3 juni 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE 14 - FORMULIER P
BEROEP BIJ DE WAAELSE REGERING

(5) **BESLISSING TOT -TOEKENNING - WEIGERING -VAN DE BEBOUWINGSVERGUNNING**

De Minister,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek;

Overwegende dat ... een aanvraag ingediend heeft voor een bebouwingsvergunning betreffende een goed gelegen ... kadastraal bekend afdeling ... sectie ... en met als voorwerp ...;

(1) Overwegende dat de volledige vergunningsaanvraag :

met datum van ... aan het gemeentebestuur is gericht;

bij het gemeentebestuur is afgegeven tegen ontvangstbewijs met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat het gemeentecollege van de gemeente ... met datum van ... de bebouwingsvergunning - toegekend - onder voorwaarden toegekend - geweigerd - heeft;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van het gemeentecollege door de aanvrager ontvangen is op ...;

(1) (2) Overwegende dat de aanvrager de zaak met datum van ... bij de gemachtigd ambtenaar aanhangig heeft gemaakt;

(1) (2) Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar ... met datum van ... de bebouwingsvergunning - toegekend - onder voorwaarden toegekend - geweigerd - heeft;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar door de aanvrager ontvangen is op ...;

(1) (2) Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar niet beslist heeft in de termijn bepaald bij artikel 118, § 2, van voornoemd Wetboek; dat het niet-versturen van een beslissing binnen die termijn staat gelijk met een weigering;

(1) (2) Overwegende dat de aanvrager een beroep heeft ingediend bij de Regering, met datum van ..., ontvangen op ...; dat bedoeld beroep onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend - niet onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend; dat het ontvankelijk - onontvankelijk is;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van het gemeentecollege door de gemachtigd ambtenaar ontvangen is op ...;

(1) (2) Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar een beroep heeft ingediend bij de Regering, met datum van ..., ontvangen op ...; dat bedoeld beroep onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn bepaald bij artikel 119, § 2, van voornoemd Wetboek is ingediend - niet onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn bepaald bij artikel 119, § 2, van voornoemd Wetboek is ingediend; dat het gelijktijdig - niet gelijktijdig - zowel aan de aanvrager als aan de Minister is ingediend; dat het ontvankelijk - onontvankelijk is;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar door het gemeentecollege ontvangen is op ...;

(1) (2) Overwegende dat het gemeentecollege een beroep heeft ingediend bij de Regering, met datum van ..., ontvangen op ...; dat bedoeld beroep onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend - niet onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend; dat het ontvankelijk - onontvankelijk is;

(2) Overwegende dat de aanvrager met datum van ... een herinneringsschrijven aan de Regering heeft verstuurd; dat dit herinneringsschrijven ontvangen is op ...; dat de termijn voor zending van de beslissing in het kader van het beroep verstrijkt op ...;

(2) Overwegende dat er een niet-ervallen stedenbouwkundig attest nr. 2 betreffende het voorwerp van de aanvraag op ... afgegeven is,

(1) (2) Overwegende dat het goed gelegen is - in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(1) (2) Overwegende dat het goed in een ... gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ... en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) Overwegende dat de gewestelijke verordening op gebouwen die van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) Overwegende dat de gewestelijke verordening op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) Overwegende dat het goed in een ... gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1, (2) Overwegende dat er een gemeentelijke stedenbouwkundige verordening goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een -gebied -ondergebied - ... in bedoelde verordening;

(2) (4) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is : ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een - beschermd - goed dat op de beschermingslijst opgenomen is - gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek - gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -;

(2) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-ervallen erfgoedattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) (4) Overwegende dat de vergunningsaanvraag ook betrekking heeft op een goed gelegen in de volgende omtrekken of gebieden : ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag - de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen - de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen - de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen - de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de gemeenteraad na het treffen van - bij gebrek aan - bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover - niet - beraadslaagd heeft;

(2) Overwegende dat er een milieueffectenonderzoek is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) - geen bezwaarschrift(en) is - zijn ingediend; dat er een overlegvergadering - geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag niet conform is om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (4) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is - zijn om volgende reden(en) : ...; dat hun op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig - onder voorwaarden gunstig - ongunstig is - geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

Overwegende dat bij artikel 120 van voornoemd Wetboek een adviescommissie ingesteld wordt, belast met het uitbrengen van een gemotiveerd advies over de beroepen bedoeld in artikel 119 van bedoeld Wetboek;

Overwegende dat de partijen en het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie (DGO4) uitgenodigd zijn om gehoord te worden door de adviescommissie van ...;

(1) Overwegende dat die commissie met datum van een gunstig advies - een voorwaardelijk gunstig advies - een ongunstig advies over de aanvraag heeft overgemaakt; dat dat advies uitgebracht is op ...;

(8) Overwegende dat ...;

Om de hierbovenvermelde redenen,

Besluit :

(1) Artikel 1. - De door ... aangevraagde bebouwingsvergunning wordt - toegekend - geweigerd.

(5) - De houder van de vergunning dient :

(6) 2° ...

(2) (5) (7) Artikel ... - De bebouwingsvergunning dient in ... opeenvolgende fasen zoals hierna aangegeven doorgevoerd te worden : ...

Artikel ... - Van deze beslissing wordt een uitgifte aan de aanvrager, aan de gemachtigd ambtenaar en aan het gemeentecollege overgemaakt.

Artikel 3 - De persoon aan wie de handeling bestemd is, heeft de mogelijk om een beroep in te dienen bij de Raad van State door middel van een verzoekschrift ondertekend door hemzelf en een op de tabel van de orde ingeschreven advocaat, op de lijst van de stagiairs evenals, volgens de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, door één van de onderdanen van een Staat die lid is van de Europese Unie en die gemachtigd is om het beroep van advocaat uit te oefenen, binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van deze beslissing.

Het verzoekschrift moet bij ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State opgestuurd worden.

Het verzoekschrift wordt gedateerd en bevat overeenkomstig artikel 1 van de procesverordening :

1° naam, hoedanigheid en verblijfplaats of zetel van de verzoeker;

2° het voorwerp van de aanvraag of van het beroep en een uiteenzetting van de feiten en middelen;

3° naam, verblijfplaats of zetel van de verweerder.

Bovendien dienen volgens artikel 85 van de procesverordening drie door de ondertekenaar eensluidend verklaarde afschriften bij het verzoekschrift te worden gevoegd, met daarnaast evenveel afschriften als er verweerders bij de zaak zijn.

Een afschrift van de omstreden beslissing dient bij het verzoekschrift te worden gevoegd overeenkomstig artikel 3 van de procesverordening.

Namen,

De Minister.

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past.

(2) Schrappen of uitwissen indien zulks niet het geval is.

(3) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige verordening waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.

(4) Eén of meer gedachtestreepjes toevoegen indien nodig.

(5) Schrappen of uitwissen indien de vergunning niet is afgeleverd.

(6) In voorkomend geval door het gemeentecollege in te vullen.

(7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn van vijf jaar aangeven.

(8) De overwegingen in rechte en in feite die als beslissingsgrond dienen, aangeven.

UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING, STEDENBOUW, PATRIMONIUM EN ENERGIE

1) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De houder van de vergunning brengt per schrijven het gemeentecollege en de gemachtigd ambtenaar op de hoogte van de aanvang van de handelingen en werken, vijftien dagen voor hun begin.

De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend of dat de handelingen en werken het voorwerp uitmaken van het beschikkende gedeelte van het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigd ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten of het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5, permanent ter beschikking liggen van de in artikel 156 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

2) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 98. Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het overige deel indien de houder de opgelegde handelingen, werken of lasten niet heeft uitgevoerd of de vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt.

Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het deel van het goed dat het voorwerp niet heeft uitgemaakt van de registratie van één van de handelingen bedoeld in artikel 88, § 1, lid 4.

Art. 99. Indien de uitvoering van de bebouwingsvergunning gefaseerd mag verlopen, bepaalt de vergunning het tijdstip waarop de vijfjarige vervaltermijn ingaat voor elke fase buiten de eerste.

Art. 100. De bebouwingsvergunning vervalt van rechtswege.

Het gemeentecollege kan het verval vaststellen in een proces-verbaal dat het per zending aan de houder van de vergunning richt. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht.

3) WIJZIGING VAN DE VERGUNNING

Art. 102. Een bebouwingsvergunning kan, ofwel op initiatief van het gemeentecollege ofwel op verzoek van de eigenaar van een kavel waarop ze betrekking heeft, gewijzigd worden voor zover de wijziging geen afbreuk doet aan de rechten die voortvloeien uit uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen.

De gewone heroverschrijving van alle of van een deel van de documenten vervat in de bebouwingsvergunning in een authentieke akte of in een onderhandse overeenkomst mag niet worden beschouwd als een overeenkomst zoals bedoeld in het eerste lid.

Art. 103. § 1. De bepalingen die de bebouwingsvergunning regelen, zijn van toepassing op de wijziging ervan.

Het gemeentecollege richt per zending een eensluidend afschrift van het verzoek aan alle eigenaars van een kavel. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluidend afschrift van het verzoek gericht aan de gemachtigd ambtenaar.

§ 2. Bij initiatief van het gemeentecollege wordt de wijzigingsaanvraag behandeld overeenkomstig artikel 127, § 2.

§ 3. Indien het een aanvraag betreft van een eigenaar van een kavel en alvorens het verzoek in te dienen, richt laatstgenoemde er een eensluidend afschrift van per zending aan alle kaveleigenaars die de aanvraag niet medeondertekend hebben. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluidend afschrift van de aanvraag gericht aan het gemeentecollege.

§ 4. Wanneer de documenten vervat in de bebouwingsvergunning overeenkomstig artikel 92 hun geldigheid als stedenbouwkundig en leefmilieuverslag gekregen hebben, geschiedt hun wijziging overeenkomstig artikel 33.

Art. 105. De wijziging van de bebouwingsvergunning heeft geen enkele weerslag op de vervaltermijn van de bebouwingsvergunning waarvan de wijziging is gevraagd.

4) BEPALINGEN VAN TOEPASSING OP DE BEBOUWINGSVERGUNNINGEN DIE STEDENBOUWKUNDIGE LASTEN OF DE OPENING VAN EEN GEMEENTEWEG IMPLICEREN

Art. 95. Niemand kan tot de verdeling overgaan van een deel van een goed dat het voorwerp uitmaakt van een bebouwingsvergunning die stedenbouwkundige lasten tot gevolg heeft, of de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg voordat de houder van de vergunning ofwel de opgelegde handelingen, werken en lasten heeft uitgevoerd ofwel de financiële waarborgen heeft verstrekt die nodig zijn voor de uitvoering ervan.

Het volbrengen van die formaliteit wordt vastgesteld in een attest verstrekt door het gemeentecollege en per zending gericht aan de houder van de vergunning. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht.

Behalve wanneer de voorzieningen door de overheid zijn uitgevoerd, blijft de houder van de vergunning met de aannemer en de architect tien jaar lang voor de uitrusting hoofdelijk aansprakelijk tegenover het Gewest, de gemeente en de kopers van kavels, binnen de in de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek bepaalde perken.

In voorkomend geval worden in de vergunning de kavels bepaald, die afgestaan kunnen worden zonder dat de houder de opgelegde werken en lasten heeft uitgevoerd of de financiële waarborgen heeft geleverd die nodig zijn voor uitvoering ervan.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2010 tot bepaling van de vorm van de beslissingen betreffende de bebouwingsvergunning.

Namen, 3 juni 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE 14 - FORMULIER Q

BEROEP BIJ DE WAAELSE REGERING

(6) BESLISSING TOT - TOEKENNING - WEIGERING - VAN EEN WIJZIGING VAN DE BEBOUWINGSVERGUNNING VAN DE VERKAVELINGSVERGUNNING

De Minister,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek;

(1) (2) Overwegende dat ..., eigenaar van de kavel(s) ... een aanvraag tot wijziging van de niet-vervallen bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning nr. ..., vergund bij ... van ..., heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... kadastraal bekend afdeling ...sectie en met als voorwerp ...;

(1) Overwegende dat de volledige aanvraag tot wijziging van de vergunning :
met datum van ... aan het gemeentebestuur is gericht;

bij het gemeentebestuur is afgegeven tegen ontvangstbewijs met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat het gemeentecollege van de gemeente ... met datum van ... de aanvraag tot wijziging van de bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning - toegekend - onder voorwaarden toegekend - geweigerd - heeft;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van het gemeentecollege door de aanvrager ontvangen is op ...;

(1) (2) Overwegende dat de aanvrager de zaak met datum van ... bij de gemachtigd ambtenaar aanhangig heeft gemaakt;

(1) (2) Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar ... met datum van ... de wijziging van de aanvraag tot wijziging van de bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning - toegekend - onder voorwaarden toegekend - geweigerd - heeft;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar door de aanvrager ontvangen is op ...;

(1) (2) Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar niet beslist heeft in de termijn bepaald bij artikel 118, § 2, van voornoemd Wetboek; dat het niet-versturen van een beslissing binnen die termijn staat gelijk met een weigering;

(1) (2) Overwegende dat de aanvrager een beroep heeft ingediend bij de Regering, met datum van ..., ontvangen op ...; dat bedoeld beroep onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend - niet onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend; dat het ontvankelijk - onontvankelijk is;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van het gemeentecollege door de gemachtigd ambtenaar ontvangen is op ...;

(1) (2) Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar een beroep heeft ingediend bij de Regering, met datum van ..., ontvangen op ...; dat bedoeld beroep onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn bepaald bij artikel 119, § 2, van voornoemd Wetboek is ingediend - niet onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn bepaald bij artikel 119, § 2, van voornoemd Wetboek is ingediend; dat het gelijktijdig - niet gelijktijdig - zowel aan de aanvrager als aan de Minister is ingediend; dat het ontvankelijk - onontvankelijk is;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar door het gemeentecollege ontvangen is op ...;

(1) (2) Overwegende dat het gemeentecollege een beroep heeft ingediend bij de Regering, met datum van ..., ontvangen op ...; dat bedoeld beroep onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend - niet onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend; dat het ontvankelijk - onontvankelijk is;

(2) Overwegende dat de aanvrager met datum van ... een herinneringsschrijven aan de Regering heeft verstuurd; dat dit herinneringsschrijven ontvangen is op ...; dat de termijn voor zending van de beslissing in het kader van het beroep verstrijkt op ...;

(1) (2) Overwegende dat alle eigenaars van een kavel die de aanvraag niet medeondertekend hebben, vóór de indiening ervan, een eensluidend afschrift ervan per zending hebben gekregen; dat de eigenaar(s) van de kavel(s) - een bezwaarschrift heeft(hebben) ingediend binnen dertig dagen na ontvangst van het eensluidend afschrift van de aanvraag;

(1) (2) Overwegende dat de eigenaar(s) van de kavel(s) ... die de aanvraag niet medeondertekend heeft - hebben, geen eensluidend afschrift ervan per zending gekregen heeft - hebben;

(1) (2) Overwegende dat uit het ingediende dossier betreffende de aanvraag of uit de bezwaarschriften blijkt - niet blijkt dat de toelating om de vergunning te wijzigen de rechten voortvloeiende uit de uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen schade berokkent;

(2) Overwegende dat er een niet-ervallen stedenbouwkundig attest nr. 2 betreffende het voorwerp van de aanvraag op ... afgegeven is,

(1) (2) Overwegende dat het goed gelegen is - in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) Overwegende dat het goed in een...gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ... en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) Overwegende dat de gewestelijke verordening op gebouwen die van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) Overwegende dat de gewestelijke verordening op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) Overwegende dat het goed in een...gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ...van ...;

(1) (2) Overwegende dat er een gemeentelijke stedenbouwkundige verordening goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een -gebied -ondergebied - ... in bedoelde verordening;

(2) (4) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is : ...;

(1) (2) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag verband houdt met een - beschermd - goed dat op de beschermingslijst opgenomen is - gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek - gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -;

(2) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-ervallen erfgoedattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) (4) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag ook betrekking heeft op een goed gelegen in de volgende omtrekken of gebieden : ...;

(1) (2) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag - de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen - de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen - de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen - de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de gemeenteraad na het treffen van - bij gebrek aan - bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover - niet - beraadslaagd heeft;

(2) Overwegende dat er een milieueffectenonderzoek is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) - geen bezwaarschrift(en) is - zijn ingediend; dat er een overlegvergadering - geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag niet conform is om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (4) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is - zijn om volgende reden(en) : ...; dat hun op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig - onder voorwaarden gunstig - ongunstig is - geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

Overwegende dat bij artikel 120 van voornoemd Wetboek een adviescommissie ingesteld wordt, belast met het uitbrengen van een gemotiveerd advies over de beroepen bedoeld in artikel 119 van bedoeld Wetboek;

Overwegende dat de partijen en het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie (DGO4) uitgenodigd zijn om gehoord te worden door de adviescommissie van ...;

(1) Overwegende dat die commissie met datum van een gunstig advies - een voorwaardelijk gunstig advies - een ongunstig advies over de aanvraag heeft overgemaakt; dat dat advies uitgebracht is op ...;

(8) Overwegende dat ...;

Om de hierbovenvermelde redenen,

Besluit :

(1) Artikel 1 - De wijziging van de bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning - ingediend door ... wordt - ingewilligd - geweigerd.

(5) - De houder van de vergunning dient :

(6) 2° ...

(1) (2) (5) (7) Artikel ... - De aanvraag tot wijziging van de bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning - dient in ... opeenvolgende fasen zoals hierna aangegeven doorgevoerd te worden : ...

Artikel ... - Van deze beslissing wordt een uitgifte aan de aanvrager, aan de gemachtigd ambtenaar en aan het gemeentecollege overgemaakt.

Artikel ... - De persoon aan wie de handeling bestemd is, heeft de mogelijk om een beroep in te dienen bij de Raad van State door middel van een verzoekschrift ondertekend door hemzelf en een op de tabel van de orde ingeschreven advocaat, op de lijst van de stagiairs evenals, volgens de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, door één van de onderdanen van een Staat die lid is van de Europese Unie en die gemachtigd is om het beroep van advocaat uit te oefenen, binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van deze beslissing.

Het verzoekschrift moet bij ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State opgestuurd worden.

Het verzoekschrift wordt gedateerd en bevat overeenkomstig artikel 1 van de procesverordening :

1° naam, hoedanigheid en verblijfplaats of zetel van de verzoeker;

2° het voorwerp van de aanvraag of van het beroep en een uiteenzetting van de feiten en middelen;

3° naam, verblijfplaats of zetel van de verweerder.

Bovendien dienen volgens artikel 85 van de procesverordening drie door de ondertekenaar eensluidend verklaarde afschriften bij het verzoekschrift te worden gevoegd, met daarnaast evenveel afschriften als er verweerders bij de zaak zijn.

Een afschrift van de omstreden beslissing dient bij het verzoekschrift te worden gevoegd overeenkomstig artikel 3 van de procesverordening.

Namen,

De Minister.

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past.

(2) Schrappen of uitwissen indien zulks niet het geval is.

(3) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige verordening waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.

(4) Eén of meer gedachtestreepjes toevoegen indien nodig.

(5) Schrappen of uitwissen indien de vergunning niet is afgeleverd.

(6) In voorkomend geval door het gemeentecollege in te vullen.

(7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn van vijf jaar aangeven.

(8) De overwegingen in rechte en in feite die als beslissingsgrond dienen, aangeven.

UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING, STEDENBOUW, PATRIMONIUM EN ENERGIE

1) BEROEPSREGELING

Art. 119. § 1. De gemachtigd ambtenaar kan een met redenen omkleed beroep indienen bij de Regering :

1° binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing van de gemachtigd ambtenaar;

3° na vijftienveertig dagen te rekenen vanaf de aanhangigmaking bij de gemachtigd ambtenaar en voor zover de beslissing van de gemachtigd ambtenaar hem niet werd toegestuurd.

Bij het beroep wordt een afschrift gevoegd van de plannen van de aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning en van de beslissing waarop het beroep slaat. De behandlings- en beslissingstermijnen beginnen pas te lopen, te rekenen vanaf de ontvangst van bedoeld afschrift.

Art. 452/8. Het beroep bedoeld in artikel 119 wordt gericht aan de directeur-generaal van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst.

De aanvrager die het beroep indient, vermeldt :

3° ofwel de datum waarop hij de beslissing van de gemachtigd ambtenaar heeft gekregen;

2° ofwel op de datum van aanhangigmaking bij de gemachtigd ambtenaar.

Bij het beroep voegt de aanvrager een afschrift de vergunningsaanvraag en, in voorkomend geval, van de beslissing waarop het beroep slaat.

2) OPSCHORTING VAN DE VERGUNNING

Art. 119. § 2. Het beroep van het gemeentecollege evenals de termijn om het beroep in te dienen, is opschortend.

3) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De houder van de vergunning brengt per schrijven het gemeentecollege en de gemachtigd ambtenaar op de hoogte van de aanvang van de handelingen en werken, vijftien dagen voor hun begin.

De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend of dat de handelingen en werken het voorwerp uitmaken van het beschikbare gedeelte van het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigd ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten of het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5, permanent ter beschikking liggen van de in artikel 156 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

4) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 98. Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het overige deel indien de houder de opgelegde handelingen, werken of lasten niet heeft uitgevoerd of de vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt.

Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het deel van het goed dat het voorwerp niet heeft uitgemaakt van de registratie van één van de handelingen bedoeld in artikel 88, § 1, lid 4.

Art. 99. Indien de uitvoering van de bebouwingsvergunning gefaseerd mag verlopen, bepaalt de vergunning het tijdstip waarop de vijfjarige vervalttermijn ingaat voor elke fase buiten de eerste.

Art. 100. De bebouwingsvergunning vervalt van rechtswege.

Het gemeentecollege kan het verval vaststellen in een proces-verbaal dat het per zending aan de houder van de vergunning richt. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht.

5) WIJZIGING VAN DE VERGUNNING

Art. 102. Een bebouwingsvergunning kan, ofwel op initiatief van het gemeentecollege ofwel op verzoek van de eigenaar van een kavel waarop ze betrekking heeft, gewijzigd worden voor zover de wijziging geen afbreuk doet aan de rechten die voortvloeien uit uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen.

De gewone heroverschrijving van alle of van een deel van de documenten vervat in de bebouwingsvergunning in een authentieke akte of in een onderhandse overeenkomst mag niet worden beschouwd als een overeenkomst zoals bedoeld in het eerste lid.

Art. 103. § 1. De bepalingen die de bebouwingsvergunning regelen, zijn van toepassing op de wijziging ervan.

Het gemeentecollege richt per zending een eensluitend afschrift van het verzoek aan alle eigenaars van een kavel. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluitend afschrift van het verzoek gericht aan de gemachtigd ambtenaar.

§ 2. Bij initiatief van het gemeentecollege wordt de wijzigingsaanvraag behandeld overeenkomstig artikel 127, § 2.

§ 3. Indien het een aanvraag betreft van een eigenaar van een kavel en alvorens het verzoek in te dienen, richt laatstgenoemde er een eensluitend afschrift van per zending aan alle kaveleigenaars die de aanvraag niet medeondertekend hebben. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluitend afschrift van de aanvraag gericht aan het gemeentecollege.

§ 4. Wanneer de documenten vervat in de bebouwingsvergunning overeenkomstig artikel 92 hun geldigheid als stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag gekregen hebben, geschiedt hun wijziging overeenkomstig artikel 33.

Art. 105. De wijziging van de bebouwingsvergunning heeft geen enkele weerslag op de vervalttermijn van de bebouwingsvergunning waarvan de wijziging is gevraagd.

6) BEPALINGEN VAN TOEPASSING OP DE BEBOUWINGSVERGUNNINGEN DIE STEDENBOUWKUNDIGE LASTEN OF DE OPENING VAN EEN GEMEENTEWEG IMPLICEREN

Art. 95. Niemand kan tot de verdeling overgaan van een deel van een goed dat het voorwerp uitmaakt van een bebouwingsvergunning die stedenbouwkundige lasten tot gevolg heeft, of de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg voordat de houder van de vergunning ofwel de opgelegde handelingen, werken en lasten heeft uitgevoerd ofwel de financiële waarborgen heeft verstrekt die nodig zijn voor de uitvoering ervan.

Het volbrengen van die formaliteit wordt vastgesteld in een attest verstrekt door het gemeentecollege en per zending gericht aan de houder van de vergunning. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht.

Behalve wanneer de voorzieningen door de overheid zijn uitgevoerd, blijft de houder van de vergunning met de aannemer en de architect tien jaar lang voor de uitrusting hoofdelijk aansprakelijk tegenover het Gewest, de gemeente en de kopers van kavels, binnen de in de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek bepaalde perken.

In voorkomend geval worden in de vergunning de kavels bepaald, die afgestaan kunnen worden zonder dat de houder de opgelegde werken en lasten heeft uitgevoerd of de financiële waarborgen heeft geleverd die nodig zijn voor uitvoering ervan.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2010 tot bepaling van de vorm van de beslissingen betreffende de bebouwingsvergunning.

Namen, 3 juni 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

BIJLAGE 31 - FORMULIER B

(1) **BESLISSING TOT -TOEKENNING - WEIGERING -VAN DE BEBOUWINGSVERGUNNING**

Het gemeentecollege,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

Overwegende dat ... een aanvraag ingediend heeft voor een bebouwingsvergunning betreffende een goed gelegen ... kadastraal bekend afdeling ... sectie ... en met als voorwerp ...;

(1) Overwegende dat de volledige vergunningsaanvraag :

met datum van ... aan het gemeentebestuur is gericht;

bij het gemeentebestuur is afgegeven tegen ontvangstbewijs met datum van ...;

(2) Overwegende dat er een niet-vervallen stedenbouwkundig attest nr. 2 betreffende het voorwerp van de aanvraag op ... afgegeven is,

(1) (2) Overwegende dat het goed gelegen is - in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) Overwegende dat het goed in een ... gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ... en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) Overwegende dat de gewestelijke verordening op gebouwen die van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) Overwegende dat de gewestelijke verordening op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) Overwegende dat er een gemeentelijke stedenbouwkundige verordening goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een -gebied -ondergebied - ... in bedoelde verordening;

(2) (4) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is : ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een - beschermd - goed dat op de beschermingslijst opgenomen is - gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek - gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -; dat de vergunning krachtens artikel 109 van voornoemd Wetboek afgeleverd is na eensluidend advies van de gemachtigd ambtenaar;

(2) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-vervallen erfgoedattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) (4) Overwegende dat de vergunningsaanvraag ook betrekking heeft op een goed gelegen in de volgende omtrekken of gebieden : ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag - de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen - de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen - de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen - de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de gemeenteraad na het treffen van - bij gebrek aan - bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover - niet - beraadslaagd heeft;

(2) Overwegende dat er een milieueffectenonderzoek is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) - geen bezwaarschrift(en) is - zijn ingediend; dat er een overlegvergadering - geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag niet conform is om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar over de afwijkingaanvraag die het gemeentecollege op ... aan hem heeft gericht, gunstig - onder voorwaarden gunstig - ongunstig is; dat zijn beslissing als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar, overgemaakt op ...; - niet aan het gemeentecollege is gericht binnen de vijftientig dagen na aanvraag ervan; dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn overeenkomstig artikel 116, § 5, tweede lid, van voornoemd Wetboek;

(1) (2) (4) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is - zijn om volgende reden(en) : ...; dat hun op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig - onder voorwaarden gunstig - ongunstig is - geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

(1) (2) Overwegende dat het - eensluidend - advies van de gemachtigd ambtenaar op ... ingewonnen is overeenkomstig artikel 107, § 2, - 109 - van voornoemd Wetboek; dat zijn advies gunstig - onder voorwaarden gunstig - ongunstig is; dat zijn - eensluidend - advies als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

(1) (2) Overwegende dat het - eensluidend - advies van de gemachtigd ambtenaar, overgemaakt op ..., - niet aan het gemeentecollege is gericht binnen de 35 dagen na aanvraag ervan; dat het advies van de gemachtigd ambtenaar geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn overeenkomstig artikel 116, § 5, tweede lid, van voornoemd Wetboek;

(8) Overwegende dat ...;

Om de hierbovenvermelde redenen,

Besluit :

(1) Artikel 1. - De door ... aangevraagde bebouwingsvergunning wordt - toegekend - geweigerd.

(5) - De houder van de vergunning dient :

(2) 1° alle voorwaarden die omschreven zijn in het eensluidend advies van de gemachtigd ambtenaar, zoals hieronder aangegeven, na te leven;

(6) 2° ...

(2) (5) (7) Artikel ... - De bebouwingsvergunning dient in ... opeenvolgende fasen zoals hierna aangegeven doorgevoerd te worden : ...

Artikel ... - Van deze beslissing wordt een uitgifte aan de aanvrager en aan de gemachtigd ambtenaar overgemaakt, om hun eventueel hun recht op hoger beroep te kunnen laten uitoefenen.

Te, op

VANWEGE HET COLLEGE,

De Gemeentesecretaris. De Burgemeester.

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past.

(2) Schrappen of uitwissen indien zulks niet het geval is.

(3) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige verordening waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.

(4) Eén of meer gedachtestreepjes toevoegen indien nodig.

(5) Schrappen of uitwissen indien de vergunning niet is afgeleverd.

(6) In voorkomend geval door het gemeentecollege in te vullen.

(7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn van 5 jaar aangeven.

(8) De overwegingen in rechte en in feite die als beslissingsgrond dienen, aangeven.

UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING, STEDENBOUW, PATRIMONIUM EN ENERGIE

1) BEROEPSREGELING

Art. 119. § 1. De aanvrager kan een met redenen omkleed beroep bij de Regering instellen binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing van het gemeentecollege.

Bij het beroep wordt een afschrift gevoegd van de plannen van de aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning en van de beslissing waarop het beroep slaat. De behandelings- en beslissingstermijnen beginnen pas te lopen, te rekenen vanaf de ontvangst van bedoeld afschrift.

Art. 452/8. Het beroep bedoeld in artikel 119 wordt gericht aan de directeur-generaal van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst.

De aanvrager die een beroep instelt, vermeldt in zijn brief de datum waarop hij de beslissing van het gemeentecollege ontvangen heeft.

Bij het beroep voegt de aanvrager een afschrift de vergunningsaanvraag en, in voorkomend geval, van de beslissing waarop het beroep slaat.

2) OPSCHORTING VAN DE VERGUNNING

Art. 119. § 2. Het beroep van de gemachtigd ambtenaar evenals de termijn om het beroep in te dienen, is opschortend.

3) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De houder van de vergunning brengt per schrijven het gemeentecollege en de gemachtigd ambtenaar op de hoogte van de aanvang van de handelingen en werken, vijftien dagen voor hun begin.

De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend of dat de handelingen en werken het voorwerp uitmaken van het beschikbare gedeelte van het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigd ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten of het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5, permanent ter beschikking liggen van de in artikel 156 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

4) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 98. Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het overige deel indien de houder de opgelegde handelingen, werken of lasten niet heeft uitgevoerd of de vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt.

Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het deel van het goed dat het voorwerp niet heeft uitgemaakt van de registratie van één van de handelingen bedoeld in artikel 88, § 1, lid 4.

Art. 99. Indien de uitvoering van de bebouwingsvergunning gefaseerd mag verlopen, bepaalt de vergunning het tijdstip waarop de vijfjarige vervaltermijn ingaat voor elke fase buiten de eerste.

Art. 100. De bebouwingsvergunning vervalt van rechtswege.

Het gemeentecollege kan het verval vaststellen in een proces-verbaal dat het per zending aan de houder van de vergunning richt. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht.

5) WIJZIGING VAN DE VERGUNNING

Art. 102. Een bebouwingsvergunning kan, ofwel op initiatief van het gemeentecollege ofwel op verzoek van de eigenaar van een kavel waarop ze betrekking heeft, gewijzigd worden voor zover de wijziging geen afbreuk doet aan de rechten die voortvloeien uit uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen.

De gewone heroverschrijving van alle of van een deel van de documenten vervat in de bebouwingsvergunning in een authentieke akte of in een onderhandse overeenkomst mag niet worden beschouwd als een overeenkomst zoals bedoeld in het eerste lid.

Art. 103. § 1. De bepalingen die de bebouwingsvergunning regelen, zijn van toepassing op de wijziging ervan.

Het gemeentecollege richt per zending een eensluitend afschrift van het verzoek aan alle eigenaars van een kavel. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluitend afschrift van het verzoek gericht aan de gemachtigd ambtenaar.

§ 2. Bij initiatief van het gemeentecollege wordt de wijzigingsaanvraag behandeld overeenkomstig artikel 127, § 2.

§ 3. Indien het een aanvraag betreft van een eigenaar van een kavel en alvorens het verzoek in te dienen, richt laatstgenoemde er een eensluitend afschrift van per zending aan alle kaveleigenaars die de aanvraag niet medeondertekend hebben. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluitend afschrift van de aanvraag gericht aan het gemeentecollege.

§ 4. Wanneer de documenten vervat in de bebouwingsvergunning overeenkomstig artikel 92 hun geldigheid als stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag gekregen hebben, geschiedt hun wijziging overeenkomstig artikel 33.

Art. 105. De wijziging van de bebouwingsvergunning heeft geen enkele weerslag op de vervaltermijn van de bebouwingsvergunning waarvan de wijziging is gevraagd.

6) BEPALINGEN VAN TOEPASSING OP DE BEBOUWINGSVERGUNNINGEN DIE STEDENBOUWKUNDIGE LASTEN OF DE OPENING VAN EEN GEMEENTEWEG IMPLICEREN

Art. 95. Niemand kan tot de verdeling overgaan van een deel van een goed dat het voorwerp uitmaakt van een bebouwingsvergunning die stedenbouwkundige lasten tot gevolg heeft, of de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg voordat de houder van de vergunning ofwel de opgelegde handelingen, werken en lasten heeft uitgevoerd ofwel de financiële waarborgen heeft verstrekt die nodig zijn voor de uitvoering ervan.

Het volbrengen van die formaliteit wordt vastgesteld in een attest verstrekt door het gemeentecollege en per zending gericht aan de houder van de vergunning. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht.

Behalve wanneer de voorzieningen door de overheid zijn uitgevoerd, blijft de houder van de vergunning met de aannemer en de architect tien jaar lang voor de uitrusting hoofdelijk aansprakelijk tegenover het Gewest, de gemeente en de kopers van kavels, binnen de in de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek bepaalde perken.

In voorkomend geval worden in de vergunning de kavels bepaald, die afgestaan kunnen worden zonder dat de houder de opgelegde werken en lasten heeft uitgevoerd of de financiële waarborgen heeft geleverd die nodig zijn voor uitvoering ervan.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2010 tot bepaling van de vorm van de beslissingen betreffende de bebouwingsvergunning.

Namen, 3 juni 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE 31 - FORMULIER C

(1) BESLISSING TOT - TOEKENNING - WEIGERING - VAN DE WIJZIGING - VAN DE BEBOUWINGSVERGUNNING - VAN DE VERKAVELINGSVERGUNNING

Het gemeentecollege,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

(1) (2) Overwegende dat ..., eigenaar van de kavel(s) ... een aanvraag tot wijziging van de niet-vervallen bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning nr. ..., vergund bij ... van ..., heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... kadastraal bekend afdeling ... sectie en met als voorwerp ...;

(1) Overwegende dat de volledige aanvraag tot wijziging van de vergunning :

met datum van ... aan het gemeentebestuur is gericht;

bij het gemeentebestuur is afgegeven tegen ontvangstbewijs met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat alle eigenaars van een kavel die de aanvraag niet medeondertekend hebben, vóór de indiening ervan, een eensluitend afschrift ervan per zending hebben gekregen; dat de eigenaar(s) van de kavel(s) ... - een bezwaarschrift heeft(hebben) ingediend binnen dertig dagen na ontvangst van het eensluitend afschrift van de aanvraag;

(1) (2) Overwegende dat de eigenaar(s) van de kavel(s) ... die de aanvraag niet medeondertekend heeft - hebben, geen eensluitend afschrift ervan per zending gekregen heeft - hebben;

(1) (3) Overwegende dat uit het ingediende dossier betreffende de aanvraag of uit de bezwaarschriften blijkt - niet blijkt dat de toelating om de vergunning te wijzigen de rechten voortvloeiende uit de uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen schade berokkent;

(2) Overwegende dat er een niet-vervallen stedenbouwkundig attest nr. 2 betreffende het voorwerp van de aanvraag op ... afgegeven is,

(1) (2) Overwegende dat het goed gelegen is - in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) Overwegende dat het goed in een ... gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ... en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) Overwegende dat de gewestelijke verordening op gebouwen die van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) Overwegende dat de gewestelijke verordening op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) Overwegende dat het goed in een ... gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) Overwegende dat er een gemeentelijke stedenbouwkundige verordening goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een -gebied- ondergebied - ... in bedoelde verordening;

(2) (4) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is; ...;

(1) (2) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag verband houdt met een - beschermd - goed dat op de beschermingslijst opgenomen is - gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek - gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -; dat de wijziging van de vergunning krachtens artikel 109 van voornoemd Wetboek afgeleverd is na eensluitend advies van de gemachtigd ambtenaar;

(2) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-vervallen erfgoedattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) (4) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag ook betrekking heeft op een goed gelegen in de volgende omtrekken of gebieden : ...;

(1) (2) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag - de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen - de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen - de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen - de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de gemeenteraad na het treffen van - bij gebrek aan - bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover - niet - beraadslaagd heeft;

(2) Overwegende dat er een milieueffectenonderzoek is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) - geen bezwaarschrift(en) is - zijn ingediend; dat er een overlegvergadering - geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag niet conform is om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar over de afwijkingaanvraag die het gemeentecollege op ... aan hem heeft gericht, gunstig - onder voorwaarden gunstig - ongunstig is; dat zijn beslissing als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar, overgemaakt op ...; - niet aan het gemeentecollege is gericht binnen de 35 dagen na aanvraag ervan; dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn overeenkomstig artikel 116, § 5, tweede lid, van voornoemd Wetboek;

(1) (2) (4) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is - zijn om volgende reden(en) : ...; dat hun op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig - onder voorwaarden gunstig - ongunstig is - geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

(1) (2) Overwegende dat het - eensluitend - advies van de gemachtigd ambtenaar op ... ingewonnen is overeenkomstig artikel 107, § 2, - 109 - van voornoemd Wetboek; dat zijn advies gunstig - onder voorwaarden gunstig - ongunstig is; dat zijn - eensluitend - advies als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

(1) (2) Overwegende dat het - eensluitend - advies van de gemachtigd ambtenaar, overgemaakt op ..., - niet aan het gemeentecollege is gericht binnen de vijftiendertig dagen na aanvraag ervan; dat het advies van de gemachtigd ambtenaar geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn overeenkomstig artikel 116, § 5, tweede lid, van voornoemd Wetboek;

(8) Overwegende dat ...;

Om de hierbovenvermelde redenen,

Besluit :

(1) Artikel 1. - De wijziging van de bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning -aangevraagd door ... wordt - ingewilligd - geweigerd.

(5) - De houder van de vergunning dient :

(2) 1° alle voorwaarden die omschreven zijn in het eensluitend advies van de gemachtigd ambtenaar, zoals hieronder aangegeven, na te leven;

(6) 2° ...

(1) (2) (5) (7) Artikel ... - De wijziging van de bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning - dient in ... opeenvolgende fasen zoals hierna aangegeven doorgevoerd te worden : ...

Artikel ... - Van deze beslissing wordt een uitgifte aan de aanvrager en aan de gemachtigd ambtenaar overgemaakt, om hun eventueel hun recht op hoger beroep te kunnen laten uitoefenen.

Te, op

VANWEGE HET COLLEGE,

De Gemeentesecretaris. De Burgemeester.

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past.

(2) Schrappen of uitwissen indien zulks niet het geval is.

(3) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige verordening waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.

(4) Eén of meer gedachtestreepjes toevoegen indien nodig.

(5) Schrappen of uitwissen indien de vergunning niet is afgeleverd.

(6) In voorkomend geval door het gemeentecollege in te vullen.

(7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn van 5 jaar aangeven.

(8) De overwegingen in rechte en in feite die als beslissingsgrond dienen, aangeven.

UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING, STEDENBOUW, PATRIMONIUM EN ENERGIE

1) BEROEPSREGELING

Art. 119. § 1. De aanvrager kan een met redenen omkleed beroep bij de Regering instellen binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing van het gemeentecollege.

Bij het beroep wordt een afschrift gevoegd van de plannen van de aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning en van de beslissing waarop het beroep slaat. De behandelings- en beslissingstermijnen beginnen pas te lopen, te rekenen vanaf de ontvangst van bedoeld afschrift.

Art. 452/8. Het beroep bedoeld in artikel 119 wordt gericht aan de directeur-generaal van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst.

De aanvrager die een beroep instelt, vermeldt in zijn brief de datum waarop hij de beslissing van het gemeentecollege ontvangen heeft.

Bij het beroep voegt de aanvrager een afschrift de vergunningsaanvraag en, in voorkomend geval, van de beslissing waarop het beroep slaat.

2) OPSCHORTING VAN DE VERGUNNING

Art. 119. § 2. Het beroep van de gemachtigd ambtenaar evenals de termijn om het beroep in te dienen, is opschortend.

3) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De houder van de vergunning brengt per schrijven het gemeentecollege en de gemachtigd ambtenaar op de hoogte van de aanvang van de handelingen en werken, vijftien dagen voor hun begin.

De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend of dat de handelingen en werken het voorwerp uitmaken van het beschikbare gedeelte van het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigd ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten of het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5, permanent ter beschikking liggen van de in artikel 156 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

4) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 98. Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het overige deel indien de houder de opgelegde handelingen, werken of lasten niet heeft uitgevoerd of de vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt.

Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het deel van het goed dat het voorwerp niet heeft uitgemaakt van de registratie van één van de handelingen bedoeld in artikel 88, § 1, lid 4.

Art. 99. Indien de uitvoering van de bebouwingsvergunning gefaseerd mag verlopen, bepaalt de vergunning het tijdstip waarop de vijfjarige vervaltermijn ingaat voor elke fase buiten de eerste.

Art. 100. De bebouwingsvergunning vervalt van rechtswege.

Het gemeentecollege kan het verval vaststellen in een proces-verbaal dat het per zending aan de houder van de vergunning richt. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht.

5) WIJZIGING VAN DE VERGUNNING

Art. 102. Een bebouwingsvergunning kan, ofwel op initiatief van het gemeentecollege ofwel op verzoek van de eigenaar van een kavel waarop ze betrekking heeft, gewijzigd worden voor zover de wijziging geen afbreuk doet aan de rechten die voortvloeien uit uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen.

De gewone heroverschrijving van alle of van een deel van de documenten vervat in de bebouwingsvergunning in een authentieke akte of in een onderhandse overeenkomst mag niet worden beschouwd als een overeenkomst zoals bedoeld in het eerste lid.

Art. 103. § 1. De bepalingen die de bebouwingsvergunning regelen, zijn van toepassing op de wijziging ervan.

Het gemeentecollege richt per zending een eensluidend afschrift van het verzoek aan alle eigenaars van een kavel. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluidend afschrift van het verzoek gericht aan de gemachtigd ambtenaar.

§ 2. Bij initiatief van het gemeentecollege wordt de wijzigingsaanvraag behandeld overeenkomstig artikel 127, § 2.

§ 3. Indien het een aanvraag betreft van een eigenaar van een kavel en alvorens het verzoek in te dienen, richt laatstgenoemde er een eensluidend afschrift van per zending aan alle kaveleigenaars die de aanvraag niet medeondertekend hebben. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluidend afschrift van de aanvraag gericht aan het gemeentecollege.

§ 4. Wanneer de documenten vervat in de bebouwingsvergunning overeenkomstig artikel 92 hun geldigheid als stedenbouwkundig en leefmilieuverslag gekregen hebben, geschiedt hun wijziging overeenkomstig artikel 33.

Art. 105. De wijziging van de bebouwingsvergunning heeft geen enkele weerslag op de vervaltermijn van de bebouwingsvergunning waarvan de wijziging is gevraagd.

6) BEPALINGEN VAN TOEPASSING OP DE BEBOUWINGSVERGUNNINGEN DIE STEDENBOUWKUNDIGE LASTEN OF DE OPENING VAN EEN GEMEENTEWEG IMPLICEREN

Art. 95. Niemand kan tot de verdeling overgaan van een deel van een goed dat het voorwerp uitmaakt van een bebouwingsvergunning die stedenbouwkundige lasten tot gevolg heeft, of de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg voordat de houder van de vergunning ofwel de opgelegde handelingen, werken en lasten heeft uitgevoerd ofwel de financiële waarborgen heeft verstrekt die nodig zijn voor de uitvoering ervan.

Het volbrengen van die formaliteit wordt vastgesteld in een attest verstrekt door het gemeentecollege en per zending gericht aan de houder van de vergunning. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht.

Behalve wanneer de voorzieningen door de overheid zijn uitgevoerd, blijft de houder van de vergunning met de aannemer en de architect tien jaar lang voor de uitrusting hoofdelijk aansprakelijk tegenover het Gewest, de gemeente en de kopers van kavels, binnen de in de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek bepaalde perken.

In voorkomend geval worden in de vergunning de kavels bepaald, die afgestaan kunnen worden zonder dat de houder de opgelegde werken en lasten heeft uitgevoerd of de financiële waarborgen heeft geleverd die nodig zijn voor uitvoering ervan.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2010 tot bepaling van de vorm van de beslissingen betreffende de bebouwingsvergunning.

Namen, 3 juni 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE 32 - FORMULIER E

AANHANGIGMAKING BIJ DE GEMACHTIGD AMBTENAAR

(1) BESLISSING TOT -TOEKENNING - WEIGERING -VAN DE BEBOUWINGSVERGUNNING

De gemachtigd ambtenaar,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek;

Overwegende dat ... een aanvraag ingediend heeft voor een bebouwingsvergunning betreffende een goed gelegen ... kadastraal bekend afdeling ... sectie ... en met als voorwerp ...;

(1) Overwegende dat de volledige vergunningsaanvraag :

met datum van ... aan het gemeentebestuur is gericht;

bij het gemeentebestuur is afgegeven tegen ontvangstbewijs met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat de aanvrager de gemachtigd ambtenaar uitgenodigd heeft om over zijn vergunningsaanvraag met datum van ... te beslissen; dat de aanhangigmaking ervan bij de gemachtigd ambtenaar - ontvankelijk - onontvankelijk - is om volgende reden(en) : ...;

(2) Overwegende dat er een niet-ervallen stedenbouwkundig attest nr. 2 betreffende het voorwerp van de aanvraag op ... afgegeven is,

(1) (2) Overwegende dat het goed gelegen is - in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) Overwegende dat het goed in een ... gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ... en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) Overwegende dat de gewestelijke verordening op gebouwen die van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) Overwegende dat de gewestelijke verordening op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) Overwegende dat het goed in een ... gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) Overwegende dat er een gemeentelijke stedenbouwkundige verordening goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een -gebied- ondergebied - ... in bedoelde verordening;

(2) (4) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is : ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een - beschermd - goed dat op de beschermingslijst opgenomen is - gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek - gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -;

(2) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-ervallen erfgoedattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) (4) Overwegende dat de vergunningsaanvraag ook betrekking heeft op een goed gelegen in de volgende omtrekken of gebieden : ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag - de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen - de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen - de verbrediging van bestaande gemeentelijke verkeerswegen - de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de gemeenteraad na het treffen van - bij gebrek aan - bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover - niet - beraadslaagd heeft;

(2) Overwegende dat er een milieueffectenonderzoek is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) - geen bezwaarschrift(en) is - zijn ingediend; dat er een overlegvergadering - geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag niet conform is om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (4) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is - zijn om volgende reden(en) : ...; dat hun op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig - onder voorwaarden gunstig - ongunstig is - geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

(8) Overwegende dat ...;

Om de hierbovenvermelde redenen,

Besluit :

(1) Artikel 1. - De door ... aangevraagde bebouwingsvergunning wordt - toegekend - geweigerd.

(5) - De houder van de vergunning dient :

(6) 2° ...

(2) (5) (7) Artikel ... - De bebouwingsvergunning dient in ... opeenvolgende fasen zoals hierna aangegeven doorgevoerd te worden : ...

Artikel ... - Van deze beslissing wordt een uitgifte aan de aanvrager en aan het gemeentecollege overgemaakt, om hun eventueel hun recht op hoger beroep te kunnen laten uitoefenen.

Te, op

De gemachtigd ambtenaar.

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past.

(2) Schrappen of uitwissen indien zulks niet het geval is.

(3) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige verordening waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.

(4) Eén of meer gedachtestreepjes toevoegen indien nodig.

(5) Schrappen of uitwissen indien de vergunning niet is afgeleverd.

(6) In voorkomend geval door het gemeentecollege in te vullen.

(7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn van vijf jaar aangeven.

(8) De overwegingen in rechte en in feite die als beslissingsgrond dienen, aangeven.

UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING, STEDENBOUW, PATRIMONIUM EN ENERGIE

1) BEROEPSREGELING

Art. 119. § 1. De aanvrager kan een met redenen omkleed beroep bij de Regering instellen binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing van de gemachtigd ambtenaar.

Bij het beroep wordt een afschrift gevoegd van de plannen van de aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning en van de beslissing waarop het beroep slaat. De behandlings- en beslissingstermijnen beginnen pas te lopen, te rekenen vanaf de ontvangst van bedoeld afschrift.

Art. 452/8. Het beroep bedoeld in artikel 119 wordt gericht aan de directeur-generaal van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst.

De aanvrager die het beroep indient, vermeldt :

3° ofwel de datum waarop hij de beslissing van de gemachtigd ambtenaar heeft gekregen;

2° ofwel op de datum van aanhangigmaking bij de gemachtigd ambtenaar.

Bij het beroep voegt de aanvrager een afschrift de vergunningsaanvraag en, in voorkomend geval, van de beslissing waarop het beroep slaat.

2) OPSCHORTING VAN DE VERGUNNING

Art. 119. § 2. Het beroep van het gemeentecollege evenals de termijn om het beroep in te dienen, is opschortend.

3) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De houder van de vergunning brengt per schrijven het gemeentecollege en de gemachtigd ambtenaar op de hoogte van de aanvang van de handelingen en werken, vijftien dagen voor hun begin.

De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend of dat de handelingen en werken het voorwerp uitmaken van het beschikbare gedeelte van het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigd ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten of het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5, permanent ter beschikking liggen van de in artikel 156 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

4) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 98. Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het overige deel indien de houder de opgelegde handelingen, werken of lasten niet heeft uitgevoerd of de vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt.

Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het deel van het goed dat het voorwerp niet heeft uitgemaakt van de registratie van één van de handelingen bedoeld in artikel 88, § 1, lid 4.

Art. 99. Indien de uitvoering van de bebouwingsvergunning gefaseerd mag verlopen, bepaalt de vergunning het tijdstip waarop de vijfjarige vervaltermijn ingaat voor elke fase buiten de eerste.

Art. 100. De bebouwingsvergunning vervalt van rechtswege.

Het gemeentecollege kan het verval vaststellen in een proces-verbaal dat het per zending aan de houder van de vergunning richt. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht.

5) WIJZIGING VAN DE VERGUNNING

Art. 102. Een bebouwingsvergunning kan, ofwel op initiatief van het gemeentecollege ofwel op verzoek van de eigenaar van een kavel waarop ze betrekking heeft, gewijzigd worden voor zover de wijziging geen afbreuk doet aan de rechten die voortvloeien uit uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen.

De gewone heroverschrijving van alle of van een deel van de documenten vervat in de bebouwingsvergunning in een authentieke akte of in een onderhandse overeenkomst mag niet worden beschouwd als een overeenkomst zoals bedoeld in het eerste lid.

Art. 103. § 1. De bepalingen die de bebouwingsvergunning regelen, zijn van toepassing op de wijziging ervan.

Het gemeentecollege richt per zending een eensluitend afschrift van het verzoek aan alle eigenaars van een kavel. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluitend afschrift van het verzoek gericht aan de gemachtigd ambtenaar.

§ 2. Bij initiatief van het gemeentecollege wordt de wijzigingsaanvraag behandeld overeenkomstig artikel 127, § 2.

§ 3. Indien het een aanvraag betreft van een eigenaar van een kavel en alvorens het verzoek in te dienen, richt laatstgenoemde er een eensluitend afschrift van per zending aan alle kaveleigenaars die de aanvraag niet medeondertekend hebben. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluitend afschrift van de aanvraag gericht aan het gemeentecollege.

§ 4. Wanneer de documenten vervat in de bebouwingsvergunning overeenkomstig artikel 92 hun geldigheid als stedenbouwkundig en leefmilieuverslag gekregen hebben, geschiedt hun wijziging overeenkomstig artikel 33.

Art. 105. De wijziging van de bebouwingsvergunning heeft geen enkele weerslag op de vervalttermijn van de bebouwingsvergunning waarvan de wijziging is gevraagd.

6) BEPALINGEN VAN TOEPASSING OP DE BEBOUWINGSVERGUNNINGEN DIE STEDENBOUWKUNDIGE LASTEN OF DE OPENING VAN EEN GEMEENTEWEG IMPLICEREN

Art. 95. Niemand kan tot de verdeling overgaan van een deel van een goed dat het voorwerp uitmaakt van een bebouwingsvergunning die stedenbouwkundige lasten tot gevolg heeft, of de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg voordat de houder van de vergunning ofwel de opgelegde handelingen, werken en lasten heeft uitgevoerd ofwel de financiële waarborgen heeft verstrekt die nodig zijn voor de uitvoering ervan.

Het volbrengen van die formaliteit wordt vastgesteld in een attest verstrekt door het gemeentecollege en per zending gericht aan de houder van de vergunning. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht.

Behalve wanneer de voorzieningen door de overheid zijn uitgevoerd, blijft de houder van de vergunning met de aannemer en de architect tien jaar lang voor de uitrusting hoofdelijk aansprakelijk tegenover het Gewest, de gemeente en de kopers van kavels, binnen de in de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek bepaalde perken.

In voorkomend geval worden in de vergunning de kavels bepaald, die afgestaan kunnen worden zonder dat de houder de opgelegde werken en lasten heeft uitgevoerd of de financiële waarborgen heeft geleverd die nodig zijn voor uitvoering ervan.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2010 tot bepaling van de vorm van de beslissingen betreffende de bebouwingsvergunning.

Namen, 3 juni 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

BIJLAGE 32 - FORMULIER F

AANHANGIGMAKING BIJ DE GEMACHTIGD AMBTENAAR

(1) BESLISSING TOT - TOEKENNING - WEIGERING - VAN EEN WIJZIGING - VAN DE BEBOUWINGSVERGUNNING - VAN DE VERKAVELINGSVERGUNNING

De gemachtigd ambtenaar,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek;

(1) (2) Overwegende dat ..., eigenaar van de kavel(s) ... een aanvraag tot wijziging van de niet-vervallen bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning nr. ..., vergund bij ... van ..., heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... kadastraal bekend afdeling ... sectie en met als voorwerp ...;

(1) Overwegende dat de volledige aanvraag tot wijziging van de vergunning :

met datum van ... aan het gemeentebestuur is gericht;

bij het gemeentebestuur is afgegeven tegen ontvangstbewijs met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat de aanvrager de gemachtigd ambtenaar uitgenodigd heeft om over zijn aanvraag tot wijziging van de bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning - met datum van ... te beslissen; dat de aanhangigmaking ervan bij de gemachtigd ambtenaar - ontvankelijk - onontvankelijk - is om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat alle eigenaars van een kavel die de aanvraag niet medeondertekend hebben, vóór de indiening ervan, een eensluitend afschrift ervan per zending hebben gekregen; dat de eigenaar(s) van de kavel(s) - een bezwaarschrift heeft(hebben) ingediend binnen dertig dagen na ontvangst van het eensluitend afschrift van de aanvraag;

(1) (2) Overwegende dat de eigenaar(s) van de kavel(s) ... die de aanvraag niet medeondertekend heeft - hebben, geen eensluitend afschrift ervan per zending gekregen heeft - hebben;

(1) (3) Overwegende dat uit het ingediende dossier betreffende de aanvraag of uit de bezwaarschriften blijkt - niet blijkt dat de toelating om de vergunning te wijzigen de rechten voortvloeiende uit de uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen schade berokkent;

(2) Overwegende dat er een niet-vervallen stedenbouwkundig attest nr. 2 betreffende het voorwerp van de aanvraag op ... afgegeven is,

(1) (2) Overwegende dat het goed gelegen is - in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) Overwegende dat het goed in een ... gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ... en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) Overwegende dat de gewestelijke verordening op gebouwen die van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) Overwegende dat de gewestelijke verordening op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) Overwegende dat er een gemeentelijke stedenbouwkundige verordening goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1 van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een -gebied -ondergebied - ... in bedoelde verordening;

(2) (4) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is : ...;

(1) (2) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag verband houdt met een - beschermd - goed dat op de beschermingslijst opgenomen is - gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek - gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -;

(2) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-vervallen erfgoedattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) (4) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag ook betrekking heeft op een goed gelegen in de volgende omtrekken of gebieden : ...;

(1) (2) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag - de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen - de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen - de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen - de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de gemeenteraad na het treffen van - bij gebrek aan - bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover - niet - beraadslaagd heeft;

(2) Overwegende dat er een milieueffectenonderzoek is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) - geen bezwaarschrift(en) is - zijn ingediend; dat er een overlegvergadering - geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag niet conform is om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (4) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is - zijn om volgende reden(en) : ...; dat hun op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig - onder voorwaarden gunstig - ongunstig is - geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

(8) Overwegende dat ...;

Om de hierbovenvermelde redenen,

Besluit :

(1) Artikel 1. - De wijziging van de bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning aangevraagd door ... wordt - ingewilligd - geweigerd.

(5) - De houder van de vergunning dient :

(6) 2° ...

(1) (2) (5) (7) Artikel ... - De wijziging van de bebouwingsvergunning - verkavelingsvergunning dient in ... opeenvolgende fasen zoals hierna aangegeven doorgevoerd te worden : ...

Artikel ... - Van deze beslissing wordt een uitgifte aan de aanvrager en aan het gemeentecollege overgemaakt, om hun eventueel hun recht op hoger beroep te kunnen laten uitoefenen.

Te, op

De gemachtigd ambtenaar.

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past.

(2) Schrappen of uitwissen indien zulks niet het geval is.

(3) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige verordening waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.

(4) Eén of meer gedachtestreepjes toevoegen indien nodig.

(5) Schrappen of uitwissen indien de vergunning niet is afgeleverd.

(6) In voorkomend geval door het gemeentecollege in te vullen.

(7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn van vijf jaar aangeven.

(8) De overwegingen in rechte en in feite die als beslissingsgrond dienen, aangeven.

UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING, STEDENBOUW, PATRIMONIUM EN ENERGIE

1) BEROEPSREGELING

Art. 119. § 1. De aanvrager kan een met redenen omkleed beroep bij de Regering instellen binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing van de gemachtigd ambtenaar.

Bij het beroep wordt een afschrift gevoegd van de plannen van de aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning en van de beslissing waarop het beroep slaat. De behandelings- en beslissingstermijnen beginnen pas te lopen, te rekenen vanaf de ontvangst van bedoeld afschrift.

Art. 452/8. Het beroep bedoeld in artikel 119 wordt gericht aan de directeur-generaal van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst.

De aanvrager die het beroep indient, vermeldt :

3° ofwel de datum waarop hij de beslissing van de gemachtigd ambtenaar heeft gekregen;

2° ofwel op de datum van aanhangigmaking bij de gemachtigd ambtenaar.

Bij het beroep voegt de aanvrager een afschrift de vergunningsaanvraag en, in voorkomend geval, van de beslissing waarop het beroep slaat.

2) OPSCHORTING VAN DE VERGUNNING

Art. 119. § 2. Het beroep van het gemeentecollege evenals de termijn om het beroep in te dienen, is opschortend.

3) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De houder van de vergunning brengt per schrijven het gemeentecollege en de gemachtigd ambtenaar op de hoogte van de aanvang van de handelingen en werken, vijftien dagen voor hun begin.

De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend of dat de handelingen en werken het voorwerp uitmaken van het beschikkende gedeelte van het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigd ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten of het vonnis bedoeld in artikel 155, § 5, permanent ter beschikking liggen van de in artikel 156 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

4) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 98. Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het overige deel indien de houder de opgelegde handelingen, werken of lasten niet heeft uitgevoerd of de vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt.

Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het deel van het goed dat het voorwerp niet heeft uitgemaakt van de registratie van één van de handelingen bedoeld in artikel 88, § 1, lid 4.

Art. 99. Indien de uitvoering van de bebouwingsvergunning gefaseerd mag verlopen, bepaalt de vergunning het tijdstip waarop de vijfjarige vervalttermijn ingaat voor elke fase buiten de eerste.

Art. 100. De bebouwingsvergunning vervalt van rechtswege.

Het gemeentecollege kan het verval vaststellen in een proces-verbaal dat het per zending aan de houder van de vergunning richt. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht.

5) WIJZIGING VAN DE VERGUNNING

Art. 102. Een bebouwingsvergunning kan, ofwel op initiatief van het gemeentecollege ofwel op verzoek van de eigenaar van een kavel waarop ze betrekking heeft, gewijzigd worden voor zover de wijziging geen afbreuk doet aan de rechten die voortvloeien uit uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen.

De gewone heroverschrijving van alle of van een deel van de documenten vervat in de bebouwingsvergunning in een authentieke akte of in een onderhandse overeenkomst mag niet worden beschouwd als een overeenkomst zoals bedoeld in het eerste lid.

Art. 103. § 1. De bepalingen die de bebouwingsvergunning regelen, zijn van toepassing op de wijziging ervan.

Het gemeentecollege richt per zending een eensluidend afschrift van het verzoek aan alle eigenaars van een kavel. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluidend afschrift van het verzoek gericht aan de gemachtigd ambtenaar.

§ 2. Bij initiatief van het gemeentecollege wordt de wijzigingsaanvraag behandeld overeenkomstig artikel 127, § 2.

§ 3. Indien het een aanvraag betreft van een eigenaar van een kavel en alvorens het verzoek in te dienen, richt laatstgenoemde er een eensluidend afschrift van per zending aan alle kaveleigenaars die de aanvraag niet medeondertekend hebben. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluidend afschrift van de aanvraag gericht aan het gemeentecollege.

§ 4. Wanneer de documenten vervat in de bebouwingsvergunning overeenkomstig artikel 92 hun geldigheid als stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag gekregen hebben, geschiedt hun wijziging overeenkomstig artikel 33.

Art. 105. De wijziging van de bebouwingsvergunning heeft geen enkele weerslag op de vervalttermijn van de bebouwingsvergunning waarvan de wijziging is gevraagd.

6) BEPALINGEN VAN TOEPASSING OP DE BEBOUWINGSVERGUNNINGEN DIE STEDENBOUWKUNDIGE LASTEN OF DE OPENING VAN EEN GEMEENTEWEG IMPLICEREN

Art. 95. Niemand kan tot de verdeling overgaan van een deel van een goed dat het voorwerp uitmaakt van een bebouwingsvergunning die stedenbouwkundige lasten tot gevolg heeft, of de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg voordat de houder van de vergunning ofwel de opgelegde handelingen, werken en lasten heeft uitgevoerd ofwel de financiële waarborgen heeft verstrekt die nodig zijn voor de uitvoering ervan.

Het volbrengen van die formaliteit wordt vastgesteld in een attest verstrekt door het gemeentecollege en per zending gericht aan de houder van de vergunning. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht.

Behalve wanneer de voorzieningen door de overheid zijn uitgevoerd, blijft de houder van de vergunning met de aannemer en de architect tien jaar lang voor de uitrusting hoofdelijk aansprakelijk tegenover het Gewest, de gemeente en de kopers van kavels, binnen de in de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek bepaalde perken.

In voorkomend geval worden in de vergunning de kavels bepaald, die afgestaan kunnen worden zonder dat de houder de opgelegde werken en lasten heeft uitgevoerd of de financiële waarborgen heeft geleverd die nodig zijn voor uitvoering ervan.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2010 tot bepaling van de vorm van de beslissingen betreffende de bebouwingsvergunning.

Namen, 3 juni 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY